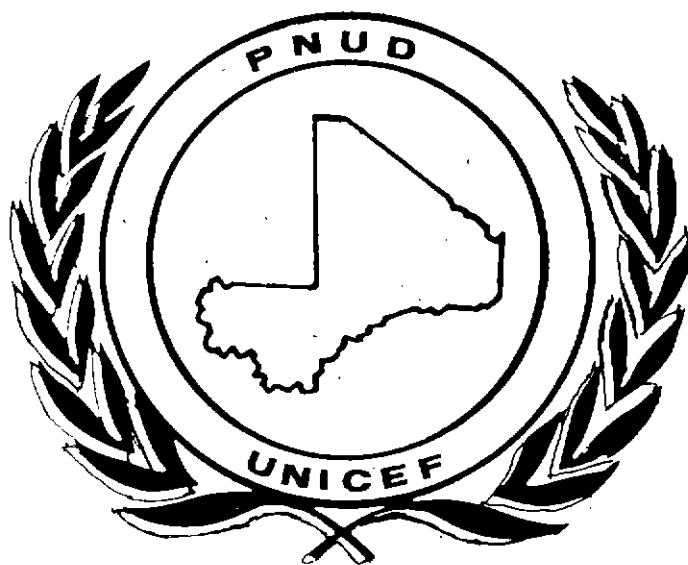




LA PAUVRETE AU MALI :
PERCEPTIONS, REALITES ET PERSPECTIVES
(ANALYSE QUALITATIVE)



LA PAUVRETE AU MALI :
PERCEPTIONS, REALITES ET PERSPECTIVES
(ANALYSE QUALITATIVE)

MAI 1997

Réalisée sous la direction de :
Yaouaga Felix KONE

Avec la collaboration de :

Modibo KAMATE
Harouna KONE

Mme KOUYATE Djeneba DIARRA
Oumou DEMBELE

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
I METHODOLOGIE DE L'APPROCHE QUALITATIVE	4
II CARATERISTIQUES DE QUELQUES SITES DES DIFFERENTES ZONES	9
II.1 - Le District de Bamako	9
II.2 La zone urbaine Autres Communes	10
II.3 La zone rurale Nord	10
II.4 La zone rurale Ouest	12
II.5 La zone rurale Est	14
II.6 La zone rurale Sud	14
III LES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE	16
III.1 Les définitions	
III.1.1 La pauvreté comme manque de nourriture	17
III.1.2 La pauvreté comme mauvaise santé	19
III.1.3 La pauvreté comme manque d'habillement	20
III.1.4 La pauvreté comme manque de soutien	21
III.1.5 La pauvreté comme manque de logement	22
III.1.6 La pauvreté comme manque d'équipement	22
III.1.7 La pauvreté comme manque d'emploi	23
III.2 Les catégories de pauvres	24
III.2.1 Les démunis	24
III.2.2 Les indigents	26
III.2.3 Les malades	26
III.2.4 Les sans-soutien	27
III.2.5 Les sans -emploi	29
IV LES CAUSES DE LA PAUVRETE	31
IV.1 Les causes quantifiées	32
IV.1.1 Les calamités naturelles	33
IV.1.2 La maladie	35
IV.1.3 Les désolidarités	36
IV.1.4 Le sous-équipement	40
IV.1.5 Le chômage	41
IV.1.6 L'insuffisance de revenus	42
IV.1.7 La mauvaise gestion	43
IV.2 Les causes de pauvreté individuelle	44
IV.3 Les causes non quantifiées	
IV.3.1 L'enclavement	45
IV.3.2 L'analphabétisme	45
IV.3.3 La rébellion	46

IV.4 Les causes de la pauvreté selon quelques arbres à problème	47
IV.4.1 Dans le District de Bamako	47
IV.4.2 Dans la Zone Rurale Sud	48
IV.4.3 Dans la Zone Rurale Est	49
IV.4.4 Dans la Zone Rurale Nord	49
IV.5 Les manifestations de l'aggravation de la pauvreté	
IV.5.1 Les formes d'expression de la pauvreté	53
IV.5.2 Analyse de cas spécifiques	54
IV.5.2.1 Caractéristiques générales	55
IV.5.2.2 Marginaux, Exclus et capital social	56
IV.5.2.3 Marginaux Exclus et perspectives	57
V LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	58
V.1 Les actions déjà entreprises	58
V.2 Les stratégies de lutte	60
V.3.1 la création d'emplois	60
V.3.2 les structures de crédit	61
V.3.3 l'équipement	61
V.3.4 l'organisation	62
V.3 Les actions sectorielles de lutte contre la pauvreté	63
V.4 La prise en charge des pauvres	65
CONCLUSION	69
RECOMMANDATIONS	72
Table des tableaux	74
Table des graphiques	76
Liste des abréviations	77
Annexes	

INTRODUCTION

La pauvreté, comme tout phénomène social, est de nature complexe. Elle est d'une complexité encore plus grande parce qu'il s'agit de conditions particulières d'existence de personnes en difficulté dans la société. Quand bien même les analystes et tous ceux qui s'intéressent au phénomène lui reconnaissent une existence indiscutable, des divergences apparaissent dès lors qu'il est question de critères et de significations que les uns et les autres lui attribuent. Aussi, pour mieux appréhender la pauvreté, il est plus convenable de placer celle-ci dans un contexte déterminé. Dans le cas présent, il s'agit de la compréhension qu'on en a au Mali. Pour ce faire, il a été indispensable de procéder à une analyse des termes, des notions et des catégories dont se servent les maliens pour rendre compte du phénomène. En effet, la compréhension d'une pauvreté contextualisée dans toutes ses dimensions, à partir de critères et de concepts du « cru », constitue l'objectif premier de cette étude.

Les représentations maliennes de la pauvreté des Maliens une fois analysées ainsi que les catégories de pauvres que l'on rencontre, les causes du phénomène ont été examinées. Les représentations étant diverses ainsi que les catégories, les causes ne peuvent qu'être multiples. Toutefois il n'a été question ici que de **facteurs majeurs d'appauvrissement**.

Si la pauvreté se définit par le manque, de quoi faut-il manquer pour être considéré comme pauvre au Mali? La notion de besoins minimum intervient ici pour définir les charges minimum qu'un chef de ménage est tenu d'assurer. Cette démarche permet de déterminer les **indicateurs qualitatifs au Mali de pauvreté**. Ces indicateurs sont à considérer comme les manques fondamentaux dans la société malienne.

Les pauvres ayant été identifiés et catégorisés, l'étude s'est intéressée à la manière dont ils vivent dans la société malienne, en termes de solidarité, de marginalisation et/ou d'exclusion.

La compréhension de la place du pauvre dans une société peut faciliter une **gestion adéquate** du phénomène par l'adoption de stratégies de lutte plus appropriées à travers des actions visant toutes à soulager une pauvreté existante ou de prévenir la paupérisation.

Dans un contexte de pauvreté généralisée comme au Mali, une lecture plurielle du phénomène a été faite en recourant à l'utilisation d'instruments divers permettant de travailler sur des dimensions multiples. Certains instruments sont du domaine de l'approche quantitative, d'autres de l'approche qualitative et participative (MARP ou DP). Ces approches ne sont pas exclusives les unes des autres, au contraire, elles ont été prises en compte à partir des aspects de complémentarité de leurs avantages spécifiques respectifs. En effet, "l'avantage des indicateurs quantitatifs est qu'ils déterminent des seuils (des normes) simples, qu'ils sont faciles à utiliser et qu'ils rendent crédibles les résultats obtenus, mais les **indicateurs qualitatifs** rendent mieux compte des situations locales". La réflexion qualitative ne s'inscrit pas dans une

perspective de validation des résultats quantitatifs déjà obtenus par ailleurs, elle vise plutôt à éclairer, entre autres, des indicateurs pertinents repérés en situation locale et de les nuancer par rapport à une approche globale.

Le phénomène a été examiné à deux niveaux:

1) au niveau du discours, c'est-à-dire des représentations que les populations se font de la pauvreté, afin d'établir des grilles locales d'analyse de la pauvreté. Ceci étant, la parole a été donnée aux populations pour qu'elles expriment elles-mêmes leurs besoins fondamentaux, leurs difficultés, les espoirs tels qu'elles les vivent et tels qu'elles les ressentent. Des instruments appropriés (guide d'entretien et outils de la MARP) ont été mis en oeuvre pour collecter les discours que les groupes cibles et les individus tiennent à propos de la pauvreté, à travers les perceptions, les catégories de pauvres, les causes de la pauvreté, ses caractéristiques, ses manifestations et les solutions possibles;

2) au niveau des situations concrètes - à savoir les critères de pauvreté appliqués à des individus concrets. C'est à ce niveau qu'il devient possible d'identifier les facteurs favorisant la pauvreté, à l'échelle du quartier, du village, de la zone, du milieu (urbain ou rural) et de l'individu selon le sexe.

La pauvreté étant multidimensionnelle, l'on ne saurait continuer de l'appréhender à travers les manques d'ordre matériel uniquement. Elle doit être également pensée en termes de capital social, de capital intellectuel. En effet, le capital social renvoie à des potentialités dans le cadre d'une mise en oeuvre de solidarités primaires (au sein de la famille, avec les parents) de solidarités secondaires (associations, affiliation), tandis que le capital intellectuel (le savoir et savoir-faire) évoque les capacités intellectuelles dont dispose un individu pour son accès à des opportunités de revenus, c'est-à-dire la nature et la qualité des armes dont il dispose pour son accès à la vie productive.

La pauvreté étant complexe, l'on ne peut lutter efficacement contre elle qu'en impliquant plusieurs partenaires (y compris les pauvres eux-mêmes) à travers une pluralité d'actions parfaitement ciblées.

L'étude s'est déroulée dans 24 sites repartis entre les **ZONES** définies et utilisées par la DNSI (Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique) lors de l'exécution d'un certain nombre d'enquêtes comme l'Enquête Budget Consommation (EBC) et l'Enquête Malienne de Conjoncture Economique et Sociale (EMCES). Ces zones sont les suivantes:

* le District de Bamako:

- Commune I - Banconi Laibougou, Korofina-Sud;
- Commune II - Hippodrome-Extension;
- Commune III - Niomirambougou;
- Commune IV - Hamdalaye;
- Commune V - Daoudabougou/Flabougou;
- Commune VI - Dianéguela.

- * la Zone Autres communes: communes de Kayes (Quarantaine), de Niono, de Bougouni et de Mopti.
- * la Zone Mali Rural Nord (Bamba, Gossi, N'Gouma, Koubel Koudia);
- * la Zone Mali Rural Ouest (Djèbè, N'Golobiladji, M'Bassia);
- * la Zone Mali Rural Est (Baye, Sangha, Konsagou, Baramandougou);
- * la Zone Mali Rural Sud (Maliou, Nampena, Kalana).

Sur les différents sites, les groupes suivants ont fait l'objet d'entretiens dans le cadre de l'approche qualitative: jeunes (22), femmes (24); notables (25); personnes-ressources (7) et hommes de culte (21).

Les catégories, genres et classes n'étant pas représentés dans l'échantillon de façon identique, pour que leurs opinions respectives soient significatives il a été jugé pertinent de les examiner séparément avant de procéder à toute comparaison.

Les données collectées sont exposées et analysées dans six chapitres.

Le premier chapitre expose la méthodologie mise en oeuvre à travers les approches et outils adoptés pour collecter les données. Il s'agit de l'approche qualitative, de l'approche quantitative et de l'approche participative. Des techniques et outils de collecte déterminés qui correspondent à chacune de ces approches ont été utilisés.

Le deuxième chapitre fait une description de certains sites. Au-delà des spécificités, les caractéristiques communes (ou du moins les plus répandues) à la zone dont le site fait partie, sont mises en exergue.

Le troisième chapitre s'attache à analyser les perceptions que les maliens ont de la pauvreté à travers les aspects les plus récurrents. Les catégories de pauvres les plus significatifs au Mali et leurs caractéristiques y sont évoquées.

Le quatrième chapitre traite des causes possibles de la pauvreté du point de vue du milieu, de la zone et du sexe. Ce faisant, il apparaît un aperçu des causes dominantes communes et spécifiques de pauvreté et comment celles-ci s'inscrivent dans la réalité sociale.

Le cinquième chapitre expose les stratégies de lutte contre la pauvreté. Au regard des causes examinées, des politiques possibles de lutte ont été suggérées et des actions appropriées à entreprendre proposées pour atteindre les objectifs fixés.

Méthodologie de l'approche qualitative de la pauvreté au Mali

La pauvreté semble sévir de façon chronique, et le contexte socio-économique a, pendant longtemps, offert peu d'opportunité pouvant modifier durablement les conditions d'existence que vivent de nombreux maliens. En général, les personnes pauvres n'ont pratiquement pas accès aux services essentiels de santé et d'éducation et encore moins aux bénéfices de la croissance économique. Une telle situation peut être la résultante d'actions et politiques inadéquates dans un contexte socio-économique défavorable aggravé par un environnement naturel difficile.

Cette étude a pour objet de parvenir à une autre connaissance de la pauvreté, de ses causes et des mécanismes de l'exclusion. Certes, au regard de critères quantitatifs, il est établi que le phénomène de la pauvreté existe de façon généralisée au Mali. En effet, "le profil de pauvreté" réalisé par la DNSI sur la base des données de l'enquête budget-consommation des ménages (EBC) de 1988 a permis de définir les différents seuils de pauvreté, leur répartition spatiale et par couche socio-professionnelle ainsi que d'autres aspects quantitatifs de la question (alimentation, accès à la santé, à l'éducation, etc.).

Il est certes important de connaître l'ampleur du phénomène de pauvreté, car toute stratégie de lutte contre la pauvreté devrait prendre en compte cet aspect. Mais, il est tout aussi nécessaire d'être informé sur les perceptions dominantes que les populations ont du phénomène et les conditions réelles d'existence des pauvres.

Pour ce faire, l'étude s'est organisée autour d'une investigation focalisée sur deux aspects dépendants et complémentaires:

- 1) - les perceptions maliennes de la pauvreté;
- 2) - la réalité vécue de la pauvreté et des mécanismes de paupérisation.

L'articulation de ces deux aspects s'est construite au niveau d'une interrogation essentielle: **quels sont les facteurs économiques, sociaux et culturels qui, dans le contexte malien, sont significatifs dans les conditions de pauvreté d'un individu ou d'une famille, positivement (gardes fous ralentissant la chute) ou de manière négative (comportement, facteurs qui déclenchent ou accélèrent le processus)?**

I.1 LES APPROCHES

Les enquêtes ont été précédées d'une réflexion et d'une proposition de méthodologie globale (zones d'enquête, groupes cibles, questionnaires, échantillon etc...) qui a été discutée lors d'un atelier de validation auquel ont participé les

partenaires au développement, la société civile, les instituts de recherche, les services techniques gouvernementaux intéressés par la problématique de la lutte contre la pauvreté. Cet atelier s'est tenu les 10 et 11 Décembre 1995 à Bamako au CRES:

L'atelier a permis:

- a) - d'enrichir le cadre méthodologique en prenant en compte les expériences et connaissances existantes dans la conduite d'une telle étude;
- b) - de bâtir un consensus sur le cadre d'exécution de l'étude;
- c) - de favoriser la valorisation ultérieure des résultats;

Pour collecter les données nécessaires à la compréhension du phénomène, trois approches ont été adoptées. Ce sont:

- **l'approche qualitative** a consisté en des entretiens semi-directifs, collectifs et individuels, réalisés à partir d'un guide d'entretien. Les entretiens ont été faits avec:

des chefs de quartier ou de village et des notables;

des personnalités religieuses ;

des femmes;

des jeunes;

des personnes-ressources découvertes au cours du séjour sur le terrain.

Ces entretiens ont visé à obtenir une catégorisation des pauvres, les causes relatives à chaque catégorie, ses caractéristiques et une appréciation sur son importance dans le village ou le quartier, et ce, par les enquêtés eux-mêmes.

- la méthode participative

La complexité du phénomène nécessite la **"participation" des populations, surtout en ce qui concerne la catégorisation et l'identification de leurs problèmes**. Aussi, il a été fait recours aux méthodes participatives : la MARP (Méthode Active de Recherche et de Planification Participative) et le DP (Diagnostic Participatif). Elle a permis de procéder à une catégorisation des ménages pauvres par site. A partir des résultats obtenus par les trois informants-clés (ou personnes-ressources), une synthèse des critères de pauvreté dégagés par catégorie et par site a été faite. Les catégories ont été regroupées par ordre décroissant de la 3ème catégorie à la 1ère catégorie (la 3ème catégorie est constituée par les très pauvres et la 1ère par les pauvres).

l'approche participative s'est déroulée dans toutes les zones et sur dix (10) sites. Ces sites sont:

* Banconi-Laïbougou, hippodrome-Extension et Daoudabougou/Flabougou (District de Bamako),

* Kayes Quarantaine (Zone Autres Communes)

* Bamba et Gossi (Zone Rurale Nord),

* Djèbè (Zone Rurale Ouest)

* Sangha et Baye (Zone Rurale Est).

* Mahou (Zone Rurale Sud).

Les outils utilisés pour la mise en oeuvre de cette approche sont:

- la carte sociale;
- la carte du terroir;
- le profil historique;
- le diagramme de polarisation;
- le diagramme de Venn;
- l'arbre à problème;
- la catégorisation socio-économique.

- **la méthode quantitative** qui donne les opinions dominantes de l'échantillon en ce qui concerne la définition et la catégorisation des pauvres. Le questionnaire principal a été administré auprès de six cent cinquante deux (652) chefs de ménage répartis entre les vingt quatre (24) sites des six (6) zones définies par l'Enquête Budget Consommation (EBC).

L'échantillon est composé de personnes ayant fait l'objet de l'EBC, des vingt (20) plus pauvres des sites où la MARP a été mise en oeuvre et de toutes les femmes chefs de ménage.

Le phénomène a été également abordé sous l'angle de la réalité vécue, et non plus simplement sur la base des perceptions, par le biais de la méthode quantitative. Les investigations ont porté cette fois sur un échantillon de 143 personnes supposées être les catégories les plus significatives (handicapés, mendiants, prostituées, délaissés et autres assistés).

1.2.- LA FORMATION

Pour la mise en oeuvre de toutes les méthodes d'enquête, il a été fait recours à seize (16) enquêteurs qui ont été formés pendant une semaine à la manipulation des différentes techniques.

En ce qui concerne les approches qualitative et quantitative, il a été remis à chaque enquêteur un manuel de l'enquêteur après la formation.

La formation sur les méthodes participatives qui étaient toutes nouvelles pour les enquêteurs a comporté deux séquences:

a) Séquence théorique

Elle a duré 4 jours et a comporté environ 15 séances qui ont concerné:

- les principes des méthodes participatives MARP/DP;
- l'organisation et la planification des méthodes participatives MARP/DP;
- les limites des méthodes participatives MARP/DP;
- les outils et les techniques suivants:
 - . les interviews semi-structurées (en groupe ou individuellement)
 - . la carte sociale (en assemblée villageoise ou de quartier) qui fait ressortir les principales infrastructures du village, le niveau d'équipement des ménages (Charrues, semoirs, boeufs charrettes, etc);
 - . la carte du terroir (en assemblée villageoise ou de quartier) qui renseigne sur les différentes ressources naturelles de la localité, sur l'utilisation des terres, etc;

- le diagramme de polarisation (en assemblée villageoise ou de quartier) qui fait ressortir les types de relations existant entre les populations d'un village/quartier et ses voisins ou les actions de jumelage ;
- le diagramme de Venn (en assemblée villageoise ou de quartier) qui informe sur les associations et les groupements du village/quartier et donne un aperçu des différents intervenants;
- le profil historique (avec les autorités locales du village/quartier ou les sages ou d'autres personnes-ressources) qui renseigne sur les grands événements qui se sont déroulés dans la localité en indiquant les dates ou les périodes. Pour cette étude, le profil a été axé sur le processus de paupérisation;
- l'arbre à problème (en focus-group) qui permet aux populations d'analyser les causes et les conséquences de leur problème (pour cette étude précise, le problème c'est la pauvreté) et donner des propositions de solutions;
- la catégorisation socio-économique ou classement par degré de richesse (avec trois personnes-ressources ou trois informants-clé de la localité) qui permet de classer les populations suivant les critères dégagés par les trois personnes-ressources du milieu. Elle est basée sur la confidentialité.

b) Séquence pratique

Elle a duré trois jours et s'est déroulée dans des conditions réelles permettant aux stagiaires de se familiariser avec les outils et techniques de collecte et d'analyse de l'information. Elle était destinée à donner l'occasion de travailler en groupe et de favoriser l'esprit d'équipe.

Le dernier jour de la formation a été réservé à la synthèse des travaux de groupes et à la finalisation des outils et de la méthode de travail avant de commencer l'étude proprement dite.

Le recours à la méthode participative obéit à un souci de complémentarité entre approches. En effet, aucune méthode ne saurait constituer à elle seule une panacée face aux difficultés liées à la collecte d'informations relatives aux problèmes de développement. Les méthodes participatives peuvent se substituer à l'enquête de type classique dans une situation donnée et être utilisées comme méthode complémentaire dans d'autres situations. Par exemple, dans le cadre d'une expérimentation sur les techniques de compostage menée en collaboration avec les populations, la conduite des méthodes participatives pourrait aider à générer des informations qualitatives riches permettant d'étudier les attitudes de ces populations vis-à-vis de cette innovation. Aussi, cette expérimentation permettrait d'obtenir leur perception sur le problème de la baisse de fertilité des sols.

1.3 L'ECHANTILLONNAGE

Les investigations ont lieu dans six (6) zones que la DNSI a déterminées et utilise pour mener ses différentes enquêtes. Les localités concernées sont au nombre de vingt quatre (24). Parmi celles-ci, dix (10) ont fait l'objet de toutes les approches et dans quatorze (14) sites, les approches qualitatives et quantitatives ont été appliquées.

En ce qui concerne la population de l'échantillon, comme signalé plus haut, elle est composée de 652 chefs de ménage déterminés par:

- l'Enquête Budget Consommation;
- la catégorisation socio-économique;
- toutes les femmes chefs de ménage dans les différents sites.

1.4 LA COLLECTE DES DONNEES

La collecte des données s'est faite avec quatre (4) équipes de quatre enquêteurs chacune et d'un superviseur.

Le séjour dans chaque localité a commencé par une prise de contact avec les autorités locales (administratives, politiques, techniques, villageoises) afin de présenter l'objet de la visite, d'expliquer la méthode de travail, d'exprimer clairement les attentes de l'équipe vis-à-vis des populations et de négocier le calendrier de travail qui se présente généralement comme suit:

- assemblée générale au cours de laquelle on prend le soin de revenir clairement sur l'objet de la visite, la méthode de travail et les attentes de l'équipe vis-à-vis de la population. Des informateurs-clés sont identifiés à cette étape et des informations générales sont collectées;
- des causeries informelles avec les personnes-ressources de la localité autour du thé.

Les méthodes participatives, comme leur nom l'indique, permettent de collecter et d'analyser les informations avec les populations. L'analyse est ensuite approfondie par l'équipe en interaction de groupe. Une première synthèse des résultats faite par l'équipe est restituée aux populations afin de valider les informations collectées. La deuxième étape de l'analyse est faite par l'équipe d'enquête.

1.5 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES

Le dépouillement et l'analyse préliminaire des données de chaque approche ont été réalisés selon les compétences respectives des consultants.

Le rapport final est une synthèse générale obtenue par intégration des synthèses particulières des données des différentes approches.

L'intégration dans l'analyse des données de provenances diverses n'a pas été aisée du fait que le traitement des informations collectées par la méthode participative obéit à une logique autre que celle des méthodes quantitative et qualitative.

II

CARACTERISTIQUES DE QUELQUES SITES DES DIFFERENTES ZONES

Par ce chapitre, nous voudrions montrer les réalités socio-économiques qui caractérisent chaque zone à travers une présentation sommaire des sites qui ont fait l'objet de la collecte des données par l'approche participative. Certes les caractéristiques propres aux sites enquêtés ne sont pas toutes communes à toutes les localités de la zone concernée. Toutefois, la plupart des traits analysés sont présents dans les parties pauvres de la zone en question.

II.1 - le District de Bamako

A Bamako, les enquêtes se sont déroulées dans les six (6) communes du District. Pour atteindre les objectifs spécifiques de l'étude, les quartiers supposés pauvres parce que non viabilisés et spontanés ont été retenus pour collecter les données par la MARP. Ont été concernés les secteurs de l'hippodrome-extension, de Banconi Laïbougou et le quartier de Daoudabougou flabougou. Les enquêtes ont duré trois (3) semaines (12/02 - 03/03 - 1996). Le profil historique, la carte sociale, l'arbre à problème, le diagramme de Venn, le diagramme de polarisation et la catégorisation socio-économique ont été les outils adoptés. Ces outils ont permis d'identifier les infrastructures existantes, les regroupements internes et leurs relations si possible, les partenaires (organismes et quartiers) de chacun des sites. Les causes de la pauvreté ont été définies dans les sites ainsi que les conséquences et les solutions que les populations proposent. La catégorisation socio-économique a permis d'identifier les personnes (ou chefs de ménage) pauvres du secteur par trois informants clés de la même zone.

II.1.1. Hippodrome-extension

Il relève du quartier de l'hippodrome et constitue la seule partie non lotie du quartier. Il est limité à l'Est par le quartier de Banconi et à l'ouest, nord et sud par le quartier hippodrome. Les seules infrastructures du secteur sont une médersa, une mosquée (en banco) et une borne fontaine publique installée par les autorités de la Commune I. Les quartiers de Banconi et de l'Hippodrome sont les principaux partenaires du secteur (voir Diagramme de polarisation). Quelques organisations de base existent dans le secteur, mais seules deux sont fonctionnelles : Association des femmes et "Anka wuli kanjo". Cette dernière association a été mise en place pour la défense des intérêts des victimes du lotissement.

II.1.2 Baconi-Laibougou

Il constitue un secteur du quartier de Banconi et se trouve au centre de ce dernier. Il est limité à l'Est par le secteur de Diankinébougou, à l'ouest par le secteur de Banconi plateau, au Nord par le secteur de Sourakabougou et au sud par le secteur de Banconi flabougou. Soulignons que le secteur a des liens fonciers avec le quartier Sikoro (voir carte sociale) en plus des liens ordinaires (mariage, éducation, commerce, culture). Très peu d'infrastructures existent au sein du secteur (voir carte sociale). On note néanmoins la présence d'un marché bien aménagé, mais non fonctionnel, un commissariat de police et deux écoles de base. On note très peu d'associations ou de regroupements internes dans ce secteur de Banconi

II.1.3 Daoudabougou Flabougou

Daoudabougou/Flabougou est un quartier de la Commune V. Il est limité à l'est par le quartier de Sogoniko, à l'ouest par Sabalibougou, au nord par Kalabancoura et au sud par Badalabougou.

Les infrastructures éducatives et sanitaires présentes dans le quartier sont insuffisantes. Le diagramme de polarisation confirme cette donnée. Par contre, la carte sociale fait ressortir un nombre assez élevé de mosquées dans le quartier, fait qui pourrait être interprété comme un signe de mécontentement au sein de la population. Le diagramme de venn révèle l'existence de trois (3) regroupements dans le quartier dont une seule participe au développement du quartier.

Ce qui est commun à ces quartiers est:

- 1°) la non viabilisation
- 2°) l'insuffisance de structures socio-sanitaires. Pendant longtemps ces quartiers sont restés des quartiers dortoirs pour les bamakois vivant dans une certaine précarité.

II.2 La zone urbaine Autres Communes

II.2.1 Kayes Quarantaine (Legal Segou - Kayes)

Quarantaine est un secteur du quartier legal segou. C'est un secteur très étendu et très peuplé (2600 habitants) qui ne dispose ni d'école, ni de marché.

Sur le plan de l'organisation interne, il existe une seule association propre au secteur : l'association Benkady des femmes. Mais le secteur est membre des associations du quartier ou de la région : coopérative des maraîchers de Kayes, l'association des jeunes maraîchers, la coopérative des pêcheurs, l'association pour la défense des intérêts de Kayes, l'association des personnes âgées, l'association pour la défense des intérêts des consommateurs auprès de l'énergie, le GIE JEYA, l'association des chasseurs.

La ville de Kayes fait partie de la Zone Urbaine « Autres Communes ». Et comme telle, elle connaît les avantages et les difficultés du monde urbain sans être à l'abri de ceux du monde rural.

II.3. La zone rurale Nord

II.3.1 Gossi

Gossi village fait partie de l'arrondissement central de Gossi situé dans le haut Gourma Central (Cercle de Gourma Rharous). Il est limité au nord par Ouinerdan, au sud par Hombori, à l'est par N'Daki, à l'ouest par Inadiatafane et Bambara-Maoudé.

Le relief est constitué de dunes, de quelques collines et surtout de mares (Doro et Gossi) qui font la particularité de la zone. C'est là qu'on remarque les grandes forêts d'épineux qui restent généralement vertes toute l'année. Le cram-

cram (une graminée sauvage), le fonio sauvage et quelques herbacées poussent sur les dunes, dans les bas fonds et aux pieds des collines.

Les pluies sont irrégulières, voire rares. Malgré cet état de fait, avec 3 ou 4 bonnes pluies, il y a abondance d'herbes et d'eau toute l'année d'où la particularité de la zone.

La population de Gossi est composée de Kel Tamasheq, de songhoï et de maures, pratiquant l'élevage et l'agriculture et une minorité de bozos pêchant dans la mare permanente.

Gossi a été frappé par de nombreuses calamités: sécheresse (1966, 1973, 1984, 1995,96), inondations (1991, 1994, 1995), invasion des éléphants (1983), invasion des criquets (1991), invasion des rats et attaque permanente des cultures par des sautériaux et mange mil (1995). A ce bilan déjà très lourd, s'est ajoutée la rébellion qui a fait de nombreux morts et des dégâts matériels.

Les infrastructures socio-éducatives, socio-sanitaires et socio-économiques mises en place fonctionnent peu ou pas du tout. Les différents services publics sont confrontés à des problèmes d'équipement et de personnel.

Le marché reste la seule infrastructure socio-économique qui fonctionne bien parce qu'il est fréquenté tous les dimanches par les populations nomades environnantes et les commerçants des pays limitrophes: le Ghana, le Niger, le Burkina Faso, le Sénégal, la Côte d'Ivoire.

Les Associations de Gossi sont les suivantes: l'A.P.E. (Association des parents d'élèves) qui s'occupe de l'éducation, l'association El Bilabié Soudan intervenant pour le maraîchage et la régénération du bourgou, l'Irmamara Kanafa opérant dans l'embouche bovine et le maraîchage, Kel Horma I s'occupant de reboisement, de régénération du bourgou et de maraîchage, Tiwat intervenant dans le maraîchage et la régénération du bourgou, Balanite ayant pour mission la protection de l'environnement, l'association des femmes bozos (stockage et commercialisation du poisson de Gossi), l'A.R.U. (Association Réveil d'Union) ayant en charge l'assainissement de Gossi et l'éradication du paludisme. En plus de celles-ci, d'autres associations s'occupent exclusivement de maraîchage (Tilwat, Ibermajan, Kel Machert, Bohanta...). Le constat est que la plupart de ces associations interviennent dans le domaine du maraîchage.

La réussite ou l'échec de la vie à Gossi dépend de la crue de la mare, crue qui, aux dires de la population, est indépendante de sa volonté. Il est arrivé quelques fois que les eaux venant de Hombori se déversent dans la mare entraînant du coup une montée des eaux se traduisant par des inondations empêchant ainsi la population de cultiver les champs de bourgou et les rizières.

Sur un autre plan, le chapelet de dunes appelées « dunes de Bohanta » constitue une menace pour le village de Gossi qui est presque entièrement ceinturé. Le village est pratiquement pris en tenaille entre la mare et les dunes. La menace d'envahissement des dunes a poussé la population à adopter une politique de reboisement à outrance qui s'est traduite par la verdure sur une bonne partie du paysage.

II.3.2 Bamba

Le village de Bamba est situé dans l'arrondissement central et s'étend sur 20 Km². C'est un milieu sédentaire limité à l'est par l'arrondissement de Temera, au nord par le cercle de Tombouctou, au sud par l'arrondissement de Ouinerden (Gourma-Rharous), à l'ouest par l'arrondissement central de Gourma-Rharous.

Le village lui même est divisé en deux entités - Bamba île et Bamba Poste eux mêmes subdivisées en 7 quartiers: Tondo, Djambéré, Djoula, Bellabougou, Bania, Sadjia, Bamba Sorkoye, Garou, Haïgougou, Garia, Dribangou.

Le relief est caractérisé par la présence de nombreuses dunes longeant les deux côtés du fleuve qui traversent le village. Il existe deux grandes plaines: Zanzan et Gabeye toutes deux cultivables.

La population de Bamba est essentiellement composée d'Arma, de Songhoï (agriculteurs) de maures et de tamasheq (éleveurs).

Sur le plan de l'organisation interne, il y a près d'une dizaine d'associations à Bamba intervenant dans les domaines de l'agriculture (culture du riz), du maraîchage (légumes, tabac) et de l'artisanat. On note une bonne collaboration entre les associations féminines intervenant dans le cadre du maraîchage et de l'artisanat et plusieurs partenaires extérieurs (UNICEF, FED, AFVP). Selon les populations ces appuis sont ponctuels

Quelques infrastructures à savoir deux écoles, un centre de santé, les bâtiments de la poste et le service de l'élevage sont présentes quand bien même certaines fonctionnent au ralenti.

Le village est envahi de dunes de tous les côtés. Par ailleurs, le besoin en eau potable se fait sentir car il existe une seule pompe éolienne et très peu de puits si bien que la plupart des habitants s'approvisionnent dans le fleuve.

L'activité principale de la population est l'agriculture. Comme évoqué ci-dessus, Bamba est traversée par le fleuve Niger; de part et d'autre du fleuve, il y a des rizières, des jardins de maraîchage (légumes, tabac) et quelques espaces de pâturage. Ces facteurs pourraient constituer un frein au sous développement et à la pauvreté, mais malheureusement, on note avec acuité le manque de terres cultivables, l'ensablement progressif du village et de ses importantes infrastructures ainsi que la destruction de quelques infrastructures par le vent et la sécheresse.

Dune, agriculture de subsistance, services socio-sanitaires et administratifs non disponibles caractérisent la majorité des localités de la zone Nord.

II.4 La zone rurale Ouest

II.4.1 Djèbè

Djèbè est un village de l'arrondissement de Mena dans le cercle de Dioïla. Le village est reparti en quatre quartiers occupés par des peuls, des forgerons, des bambara. Il est doté d'un marché hebdomadaire où s'effectuent les échanges commerciaux avec les localités voisines. Sur le plan des infrastructures socio-

sanitaires, éducatives et culturelles, le village dispose d'un centre de santé communautaire, d'une école, d'un centre d'alphabétisation, de trois lieux de loisirs pour les enfants. Par ailleurs, certains ménages sont équipés de matériels agricoles (charrettes, ânes, boeufs, charrues). L'agriculture constitue l'activité principale de la population et on constate que le village est entouré de champs de riz, de mil et de coton. Les manguiers et citronniers sont nombreux au Sud-Ouest et au Nord-Ouest. L'existence du fleuve " Badié " qui traverse le village est d'une importance considérable sur la vie du village car les populations y pêchent et y font abreuver leurs animaux.

Sur le plan de l'organisation interne, il existe deux grandes associations: l'association villageoise et le regroupement villageois. Tous les habitants du village font partie de ces associations. Quatre autres organisations existent à l'intérieur du village dont voici la liste par ordre d'importance: l'association des chasseurs (prestations agricoles et sécurité des populations), l'association musulmane (actions sociales dont baptême, mariage, décès), l'association des femmes (vie socio-économique). Toutes les associations internes sont en relations directes.

Le village bénéficie de l'apport de certains partenaires au développement. Le plus important d'entre eux est la CMDT qui accorde des prêts d'équipements et intrants agricoles et participe au financement de certaines réalisations dans le village (puits, pistes rurales...). Le P.E.V. (Programme élargi de Vaccination) vient en 2ème position dans sa mission de préservation de la santé de la mère et de l'enfant. Viennent ensuite le service d'élevage qui permet de soigner les boeufs de labour favorisant ainsi de bons résultats pour la culture des champs et le CSCOM dans le domaine de la préservation de la santé. Deux autres partenaires sont en relation avec le village. - Kafo jiginew (crédit des équipements et intrants agricoles) et l'opération puits (forages).

Sur un autre plan, le village entretient des relations amicales, de commerce, de santé, foncières, de mariage, d'éducation et d'exode avec des villages environnants.

Le village a amorcé son élan économique surtout en 1963 par le partenariat établi avec la CMDT qui octroie des équipements et intrants agricoles. Ce partenariat a beaucoup favorisé le village qui arrive à s'autosuffire surtout grâce à la culture de rente qu'est le coton. Mais c'est dans les années 70 que le village a commencé à se doter d'infrastructures socio-sanitaires et éducatives telles que : école, centre d'alphabétisation, dispensaire, maternité, bloc opératoire, caisse d'épargne locale (kafo jiginé) essentiellement.

D'une manière générale, la zone Ouest se caractérise par:

- l'agriculture comme activité économique principale
- la participation active de la CMDT et de l'OHVN à la vie économique
- l'organisation des paysans en associations villageoises.

Mais malgré certains aspects positifs évoqués plus haut, la pauvreté existe dans la localité.

II.5 La zone Rurale Est

L'étude effectuée dans le Mali rural Est a concerné particulièrement l'arrondissement central de Baye (cercle de Bankass) et celui de Sangha (cercle de Bandiagara).

II.5.1 Baye

Le village de Baye est limité à l'est par les villages de Korona et de Nerhu, à l'ouest par Lossangou et Télébé, au nord par Tomola et Pissa, au sud par les villages de Minta et de Somadougou, au sud-ouest par Goéré et Songoré et au nord-est par Libbé Peulh et Libbé Habbé (voir diagramme de polarisation). Baye entretient des liens culturels, commerciaux, éducatifs, administratifs et de mariage avec ces villages voisins.

La carte du terroir nous montre que le village de Baye est entouré par la forêt classée de Baye. La plaine de Baye est utilisée pour la culture du riz et celle du mil. La riziculture constitue la principale source de revenus des ménages; elle est pratiquée surtout par les hommes.

II.5.2 Sangha

Le village de Sangha est limité à l'ouest par le village de Kamba, à l'est par Banani, au sud par Ireli, au sud-ouest par Yanibé, Amani et Tereli, au sud-est par Pégoué, au nord par Touyogou, Youba et Yédouma et au nord-est par Ibi, Néné et Koundo. Le village de Sangha entretient des liens (de mariage, éducatifs, fonciers, sanitaires, culturels et commerciaux) avec ces villages cités. Les jeunes vont en exode en Côte d'Ivoire.

Sangha est un lieu touristique par excellence, il entretient des liens de jumelage avec la France, les Pays Bas et les USA.

Baye et Sangha offrent quelque peu l'image de la diversité de la zone Ouest. Baye, pays de plaines, est riche de ses productions céréalières (mil et riz), Sangha, pays de falaises, est riche de ses sites touristiques.

II.6 La zone rurale Sud

II.6.1. Mahou

Mahou est un gros village du cercle de yorosso. Il est limité à l'est par le village de Dima (Burkina Faso), à l'ouest par les villages de Noforola et de Sowa, au sud par le village de Komé, au Nord par les villages de wafoura et de Privé (Burkina Faso). Le village est doté d'infrastructures socio-économiques, socio-éducatives et socio-sanitaires: écoles, dispensaire, maternité, service d'élevage, marchés.

Sur le plan de l'organisation interne, il existe à Mahou 2 grandes associations dont tous les villageois sont membres. Par ailleurs, le village entretient des rapports avec le Programme Elargi de Vaccination, la Compagnie Malienne de

Développement du Textile (CMDT), l'Opération Puits et le service d'élevage. La présence de la CMDT revêt une grande importance aux yeux des villageois de Mahou à cause des crédits et des intrants agricoles qu'elle leur octroie.

L'activité principale de la population est l'agriculture. Mais avec le classement de la forêt située au flanc de la colline, on a assisté à une réduction considérable des terres cultivables.

Bien que situé en zone rurale Sud et possédant les caractéristiques favorables et défavorables de celle-ci, le village de Mahou n'a que très timidement adopté le coton comme principale culture de rente. La dynamique de développement que connaît la zone avec la CMDT semble moins présente à Mahou qui est une des illustrations parfaites du Sud pauvre.

III

LES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE

III. 1 - DEFINITIONS

Dans ce chapitre, il s'agira de procéder à une analyse de la pauvreté au niveau du discours, ou plutôt d'appréhender le phénomène du point de vue des "représentations". Les trois méthodes de collecte mises en oeuvre ont contribué toutes, à des niveaux différents, à cerner les différentes définitions possibles de la pauvreté.

Définir la pauvreté n'est pas une entreprise aisée. Aussi, lorsqu'il a été demandé à nos différents interlocuteurs (individuellement ou collectivement) de définir la pauvreté, il s'agissait surtout de donner le ou les critères sur lesquels ils se fondent pour identifier les pauvres. La pauvreté s'est essentiellement définie en termes de manques (cf. tableau n°1). Elle s'exprime par un certain nombre de "manques" dominants qui sont le manque de nourriture, la mauvaise santé, le manque de soutien, le manque d'emploi, le manque d'équipement et le manque de logement. L'importance accordée à chacun de ces critères varie d'un milieu à l'autre, d'une zone à l'autre et selon le sexe. Le tableau ci-dessous montre par zone et selon le sexe, la part de l'échantillon enquêté ayant défini la pauvreté par les différentes perceptions.

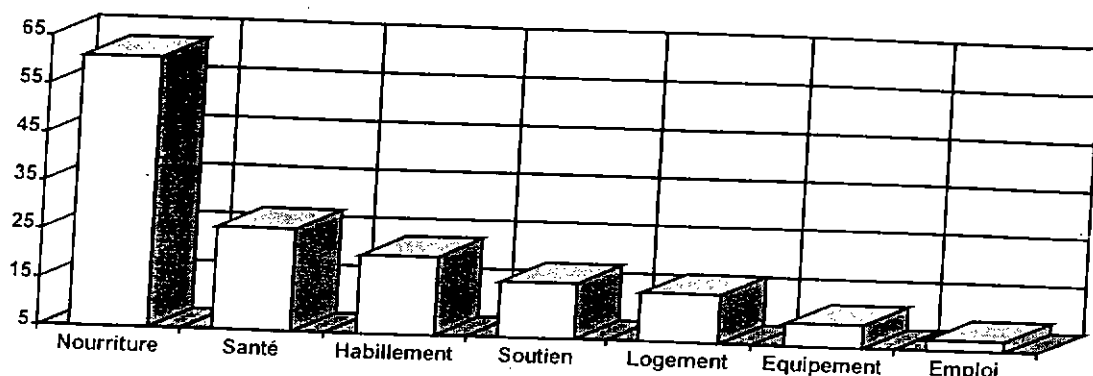
Tableau n°1: perceptions (en % de ménages) selon le sexe et la zone.

Perceptions	Bamako			Aut. Communes			Rural Nord			Rural Ouest			Rural Est			Rural Sud			Total		
	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens
Manque nourriture	46.6	41.9	44.8	63.5	62.9	63.2	51.5	60.0	55.3	81.2	50.0	79.4	72.4	64.3	70.8	69.6	90.5	76.1	62.2	59.2	61.0
Mauvaise santé	35	24.2	30.9	33.3	29.2	30.9	23.5	07.3	16.3	29.0	25.0	28.8	31.0	21.4	29.2	17.4	19.0	17.9	29.2	21.6	26.3
Manque habillement	17.5	11.3	15.2	25.4	25.8	25.6	11.8	12.7	12.2	30.4	25.0	30.1	36.2	35.7	36.1	08.7	38.1	17.9	21.6	20.8	21.3
Manque soutien	05.8	33.9	16.3	06.3	13.5	10.5	07.4	36.4	20.3	14.5	00.0	13.6	15.5	07.1	13.9	28.3	33.3	29.8	11.5	24.9	16.6
Manque logement	16.5	12.9	15.2	19.0	22.5	21.1	10.3	12.7	11.4	10.1	25.0	11.0	24.1	14.3	22.2	00.0	19.0	06.0	14.0	17.1	15.2
Manque équipement	0.9	00.0	0.6	11.1	12.4	11.8	07.4	01.8	04.9	21.7	25.0	21.9	19.0	07.1	16.7	21.7	04.8	16.4	12.0	06.1	09.8
Manque emploi	18.4	08.1	14.5	04.8	06.7	06.0	08.8	05.5	07.3	02.9	25.0	04.1	01.7	07.1	02.8	00.0	00.0	00.0	07.6	06.5	07.2

M = Masculin ; F = Féminin ; Ens = Ensemble

Il apparaît clairement que le manque, pour lequel une grande partie de l'échantillon s'est prononcée pour définir la pauvreté est d'ordre alimentaire (61%). Dans les communautés qui ont fait l'objet d'investigations, pour la majorité, la nourriture est considérée comme l'élément fondamental dans un ménage, car elle est le support essentiel, entre autres, de l'autorité des aînés sur les cadets.

Graphique n° 1 : Pourcentage de ménages selon les différentes perceptions de la pauvreté



III.1.1 LA PAUVRETE COMME MANQUE DE NOURRITURE (61%)

Il ressort du tableau n° 1 ci-dessus que le manque de nourriture est unanimement reconnu comme le premier élément de perception de la pauvreté dans toutes les zones. Cependant, l'importance que revêt cet élément varie en fonction du milieu et selon le sexe. Si 61% de l'échantillon définissent la pauvreté par le manque de nourriture, ce sont 62,2% des hommes qui y souscrivent contre 59,2% des femmes.

Dans le milieu urbain (constitué des villes "autres communes" et du District de Bamako), cet élément d'appréciation de la pauvreté obtient 53.6% des opinions. A Bamako 44.8% des chefs de ménage citent cet aspect comme expression de la pauvreté, mais cette proportion est de 63.2% dans "Autres communes".

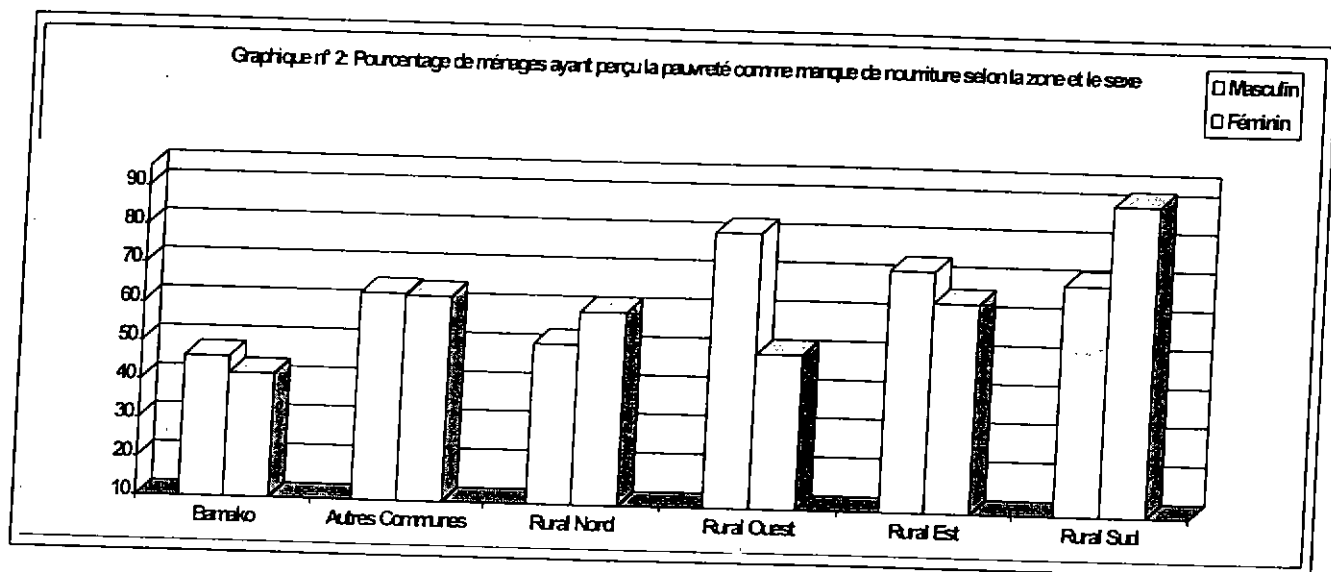
Tableau n°2: pourcentage des chefs de ménages ayant perçu la pauvreté comme manque de nourriture selon la zone et le sexe.

Sexe/Zone	URBAIN			RURAL					TOTAL
	Bamako	Autres Communes	Total	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total	
Masculin	46.6	63.5	53.0	51.5	81.2	72.4	69.6	68.4	62.2
Féminin	41.9	62.9	54.3	60	50	64.3	90.5	67.0	59.2
Ensemble	44.8	63.2	53.6	55.3	79.4	70.8	76.1	68.1	61.0

En milieu rural (constitué des zones Mali rural Ouest, Mali Rural Sud, Mali Rural Est et Mali Rural Nord), la pauvreté est définie comme manque de nourriture par 68.1% des chefs de ménage. Ce sont 68.4% des hommes chefs de ménage et 67% des femmes chefs de ménage qui partagent cette représentation.

Si en milieu rural la pauvreté est perçue comme manque de nourriture plus que dans le milieu urbain, cette perception y est plus ou moins prononcée selon les zones et le sexe. En effet, la pauvreté est perçue par l'ensemble des chefs de ménage comme manque de nourriture à 79,4% à l'Ouest, à 76.1% au Sud, à 70,8% à l'Est et à 55,3% au Nord.

Du point de vue des hommes, les chefs de ménage qui évoquent cette perception sont de 81.2% à l'Ouest, 72.4% à l'Est, 69.6% au Sud, 51.5% au Nord. Pour les femmes, ces proportions sont de 50% (deux femmes sur un total de quatre) à l'Ouest, de 64.3% à l'Est, de 90.5% au Sud et de 60% au Nord. L'importance numérique de ceux qui donnent le manque de nourriture comme indicateur de pauvreté en milieu rural, est due au fait qu'est considérée comme pauvre toute personne qui ne parvient pas à atteindre une autosuffisance alimentaire, mêmes celles qui peuvent assurer leurs besoins alimentaires, par des solidarités de second rang.



Le manque de nourriture est donc le critère, ou mieux, l'indicateur majeur, manifestement admis par la population enquêtée pour identifier le pauvre. De manière encore particulièrement plus marquée, le procédé de catégorisation socio-économique réalisé par la méthode participative a mis un accent particulier sur le facteur nourriture comme déterminant premier de la pauvreté. L'insuffisance alimentaire caractérise le pauvre des pauvres qui correspond au pauvre de la troisième catégorie identifiée par l'outil de la catégorisation socio-économique (cf supra). Sa pauvreté s'explique en générale par le fait qu'il:

- fait la cuisine occasionnellement;
- allume rarement son foyer pour faire la cuisine;
- fait la cuisine au plus deux fois par jour;
- sa famille se nourrit de gratin de riz pour le déjeuner;
- n'a pas pu faire le carême cette année par manque de céréales;
- pile les céréales de certaines femmes du village pour survivre;
- mange rarement deux fois par jour;

Ainsi, pour bon nombre d'interlocuteurs, quels que soient leur âge, leur sexe, leur zone, leur milieu, le pauvre est celui qui ne parvient pas à assurer correctement la

nourriture pour lui et pour sa famille. La nourriture a-t-on dit à Djèbè est "l'un des fondements majeurs de l'autorité des aînés sur les cadets. Au-delà de la nourriture, les autres besoins à assumer sont question de compréhension mutuelle (*ben*) et de la quantité du surplus à redistribuer autrement".

Assurer la nourriture est le besoin reconnu de toute la population de l'échantillon, sans exception aucune, comme premier **besoin minimum que tout chef de ménage est tenu d'assurer**. Elle est l'indicateur de l'extrême pauvreté. Ainsi est très pauvre toute personne qui ne peut nourrir suffisamment sa famille.

III.1.2 - LA PAUVRETE COMME MAUVAISE SANTE (26,3%)

Les données recueillies révèlent que 21.6% des femmes de l'échantillon définissent la pauvreté par la mauvaise santé contre 29.2% pour les hommes.

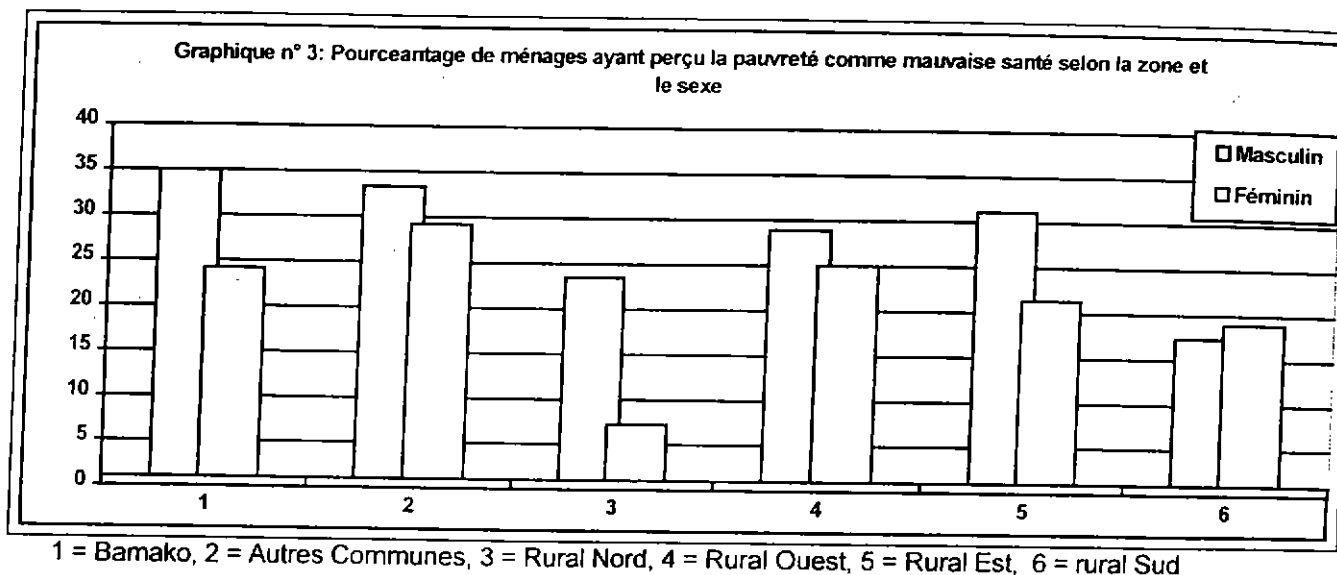
Tableau n° 3: pourcentage des chefs de ménages ayant perçu la pauvreté comme mauvaise santé selon le sexe et la zone

Sexe/Zone	URBAIN			RURAL					TOTAL
	Bamako	Autres Communes	Total	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total	
Masculin	35.0	33.3	34.3	23.5	29.0	31.0	17.4	25.7	29.2
Féminin	24.2	29.2	27.2	07.3	25.0	21.4	19.0	12.8	21.6
Ensemble	30.9	30.9	30.9	16.3	28.8	29.0	17.9	22.1	26.3

En milieu urbain, le taux des opinions exprimant la pauvreté par la mauvaise santé est de 30.9%. Cette proportion est de 27.2% pour les femmes et culmine avec 34.3% pour les hommes.

En milieu rural, ceux qui définissent la pauvreté par la mauvaise santé représentent 22.1%. Au niveau des femmes cette proportion est de 12.8% tandis qu'il est de 25.7% pour les hommes.

D'une manière générale, les zones urbaines révèlent une forte opinion de la pauvreté comme mauvaise santé avec 30.9% dans le District de Bamako et dans les Autres Communes. Cependant il faut noter que cette forme d'expression de la pauvreté recueille 29.2% des avis en Zone Est et 28.8% en zone Ouest. Il convient de faire remarquer également que dans la zone Sud, contrairement à la tendance générale, plus de femmes (19%) perçoivent la pauvreté à travers l'indicateur santé que les hommes (17.4%).



Le constat qui s'impose est que les hommes définissent la pauvreté par la maladie beaucoup plus que les femmes. Par ailleurs, cette représentation est beaucoup plus forte en milieu urbain qu'en milieu rural.

III.1.3 - LA PAUVRETE COMME MANQUE D'HABILLEMENT (21.3%).

Le manque d'habillement comme expression de la pauvreté est plus exprimé par les hommes (21.6%) que les femmes (20.8%). Toutefois la perception de la pauvreté à travers l'habillement est particulièrement importante chez les femmes de la zone sud avec 38.1% des opinions.

Tableau n° 4: pourcentage des chefs de ménages ayant perçu la pauvreté comme manque d'habillement selon le sexe et la zone

Sexe/Zone	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	17.5%	25.4%	11.8%	30.4%	36.2%	08.7%	21.6%
Féminin	11.3%	25.8%	12.7%	25%	35.7%	38.1%	20.8%
Ensemble	15.2%	25.6%	12.2%	30.1%	36.1%	17.9%	21.3%

Pour le même indicateur les ruraux (22%) sont plus nombreux que les citadins (20.8%) à y voir un signe de pauvreté. Une exception existe cependant avec la zone Nord où seulement 12.2% des chefs de ménage le citent comme signe de pauvreté.

III.1.4 - LA PAUVRETE COMME MANQUE DE SOUTIEN (16.6%)

Si 16.6% de l'échantillon définissent la pauvreté par le manque de soutien, cette proportion est de 24.9% chez les femmes et de 11.5% chez les hommes.

Le manque soutien est un indicateur de pauvreté exprimé plus par les femmes que par les hommes.

Tableau n° 5: pourcentage des chefs de ménages ayant perçu la pauvreté comme manque de soutien selon le sexe et la zone

Sexe/Zone	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	05.8%	06.3%	07.4%	14.5%	15.5%	28.3%	11.5%
Féminin	33.9%	13.5%	36.4%	00.0%	07.1%	33.3%	24.9
Ensemble	16.3%	10.5%	20.3%	13.6%	13.9%	29.8%	16.6%

En milieu urbain ceux qui définissent la pauvreté comme manque de soutien représentent 13.6%. Les femmes le perçoivent ainsi à 21.9% contre 6% pour les hommes. En milieu rural ceux qui pensent la pauvreté à travers le soutien représentent 19.4%. Là aussi cette perception est de 29.8% pour les femmes contre 15.3% pour les hommes.

Par zone les proportions intéressantes pour la définition de la pauvreté comme manque de soutien ont été relevées au Sud avec 29.8% (les femmes se sont prononcées à 33.3%), dans le District de Bamako avec 16.3% , au Nord avec 20.3% (les femmes sont à 36.4%). Dans le District de Bamako, 33.9% des femmes évoquent la pauvreté en termes de manque de soutien.

Le manque de soutien est un problème qui a été évoqué beaucoup plus par les femmes que les hommes et en particulier par celles du District de Bamako, celles de la Zone Rurale Sud et par celles de la Zone Rurale Nord. Cependant dans la Zone Rurale Ouest, il n'a pas été évoqué par les femmes figurant dans l'échantillon.

Dans la société malienne, la résidence patrilocal défavorise les femmes. La plupart des femmes vivant en général hors de leur lieu de naissance, elles perdent une part non négligeable des dividendes de leur capital social initial. Dans leur nouvelle résidence qui est celle de leur mari, elles doivent reconstituer un autre capital social qui fonctionne le plus souvent avec un système de réciprocité immédiate qui peut ne pas être possible à tout moment. A Mahou cette situation est encore plus compliquée du fait d'un système matrimonial particulier. Au nord c'est surtout le départ massif des hommes qui a abouti à une érosion du capital social.

Cette définition pose implicitement le problème de l'exclusion ou pour le moins de l'abandon, dans les sites où cela a été particulièrement mentionné.

III.1.5 - LA PAUVRETE COMME MANQUE DE LOGEMENT (15.2%)

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les femmes se représentent la pauvreté sous l'angle du logement avec 17.1% plus que les hommes (14%).

En ce qui concerne le milieu, cette perception est plus importante chez les citadins (17.9%) que chez les ruraux (12.5%).

Tableau n° 6: pourcentage des chefs de ménages ayant perçu la pauvreté comme manque de logement selon le sexe et la zone

Sexe/Zone	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	16.5%	19.0%	10.3%	10.1%	24.1%	00.0%	14.0%
Féminin	12.9%	22.5%	12.7%	25.0%	14.3%	19.0%	17.1%
Ensemble	15.2%	21.1%	11.4%	11.0%	22.2%	06.0%	15.2%

Une particularité existe en Zone Est où 22.2% de l'échantillon se prononcent pour cet indicateur comme expression de la pauvreté et que 24.1% des hommes le voient également comme tel contre 14.3% pour les femmes. De même, il est surprenant qu' en Zone Rurale Sud le logement n'ait pas été évoqué comme indicateur de pauvreté par les hommes figurant dans l'échantillon.

III.1.6 - LA PAUVRETE COMME MANQUE D'EQUIPEMENT (9.8%)

Les hommes pensent à 12% la pauvreté comme manque d'équipement. Pour les femmes ce rapport est de 6.1%.

C'est en milieu rural que cette représentation est plus forte avec 13.4% des définitions. Là, 17% des hommes définissent la pauvreté comme tel. Dans les zones Est, Ouest et Sud, les hommes adhèrent à cette perception beaucoup plus que la moyenne générale avec respectivement 19%, 21.7% et 21.7% des opinions.

Tableau n° 7: pourcentage des chefs de ménages ayant perçu la pauvreté comme manque d'équipement selon le sexe et la zone

Sexe/Zone	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	00.9%	11.1%	07.4%	21.7%	19.0%	21.7%	12.0%
Féminin	00.0%	12.4%	01.8%	25.0%	07.1%	04.8%	06.1%
Ensemble	00.6%	11.8%	04.9%	21.9%	16.7%	16.4%	09.8%

Il s'agit ici d'équipement pensé à travers un usage agricole. C'est la raison pour laquelle les ruraux s'y réfèrent plus que les citadins et les hommes plus que les femmes.

III.1.7 - LA PAUVRETE COMME MANQUE D'EMPLOI (7.2%)

D'une manière générale, les hommes et les femmes se représentent, à des proportions presque égales, la pauvreté comme manque d'emploi avec respectivement 7.6% et 6.5%.

Cette représentation de la pauvreté est plus importante en milieu urbain où elle a enregistré 10.4% des opinions émises. Toutefois ce sont 13.3% des hommes qui adhèrent à cette définition contre 7.3% de femmes. En milieu rural, à peine un peu plus de 4% ont évoqué cette définition.

Perception plus urbaine que rurale (quand bien même 7.3% des chefs de ménage interrogés au Nord la perçoivent ainsi), elle est tout de même évoquée de façon particulière par les femmes de la zone rurale Ouest (25%).

Tableau n° 8 pourcentage des chefs de ménages ayant perçu la pauvreté comme manque d'emploi selon le sexe et la zone

Sexe/Zone	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	18.4%	04.8%	08.8%	02.9%	01.7%	00.0%	07.6%
Féminin	08.1%	06.7%	05.5%	25.0%	07.1%	00.0%	06.5%
Ensemble	14.5%	06.0%	07.3%	04.1%	02.8%	00.0%	07.2%

Tout compte fait, les principales définitions pertinentes qui ont été localement données à la pauvreté et qui informent sur les rapports idéels de la population de l'échantillon avec le phénomène sont:

- la nourriture (61%), plus évoquée en milieu rural qu'en milieu urbain;
- la santé (26.3), plus citée par les hommes et le milieu urbain;
- l'habillement (21.3%), a requis plus d'opinions en milieu rural qu'en milieu urbain et chez les hommes plus que chez les femmes;
- le soutien (16.6%) est un indicateur plus invoqué par les femmes que les hommes, en milieu rural plus qu'en milieu urbain.
- le logement (15.2%) est un indicateur plus exprimé par les femmes que les hommes, en ville plus qu'en campagne;
- l'équipement (9.8%) est considéré comme indicateur de pauvreté par les hommes plus que les femmes, en milieu rural plus qu'en milieu urbain;
- l'emploi (7.2) est un indicateur pris en compte plus par les citadins que par les ruraux, et pratiquement de la même façon par les femmes et les hommes.

La pauvreté comme manque de santé, manque de soutien reviennent fréquemment dans les propos de tous les jours du malien ordinaire à travers les expressions bamanan telles que :

fantanya ye bana ye = la pauvreté est une maladie, au propre comme au figuré, cela renvoie au manque de possibilités de s'offrir des soins de santé efficaces;

fantanya ye jigitanya de ye = la pauvreté c'est le manque de soutien.

III.2 : LES CATEGORIES DE PAUVRES

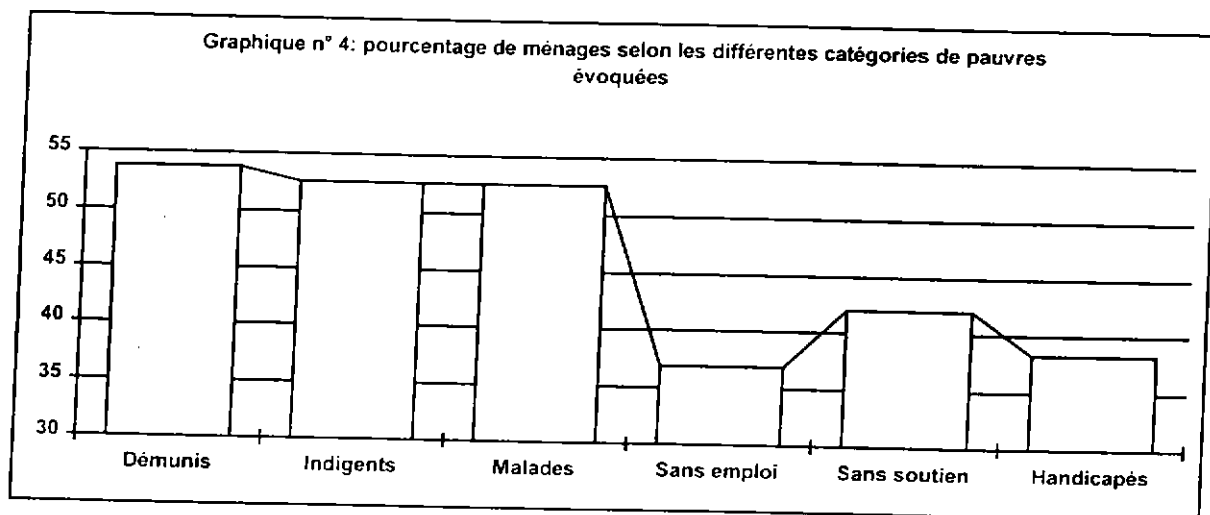
Que ce soit en ville ou en campagne, que l'on soit femme ou homme, que l'on soit jeune ou vieux, d'une manière générale les catégories majeures suivantes ont été signalées partout et à tous les niveaux. Le tableau suivant montre par zone et selon le sexe, le pourcentage de ménages de l'échantillon ayant classé les pauvres suivant les différentes catégories.

Tableau n°9: pourcentage des chefs de ménages ayant classé les pauvres suivant les différentes catégories selon la zone et le sexe

Catégories	Bamako			Aut. Communes			Rural Nord			Rural Ouest			Rural Est			Rural Sud			Total		
	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens
Démunis	16.5	18.1	16.4	76.2	76.4	76.3	77.9	70.9	74.8	50.7	100	53.4	79.3	50.0	73.6	39.1	28.6	35.8	53.3	54.7	53.8
Indigents	19.4	16.1	18.2	66.7	71.9	69.7	72.1	74.5	73.2	44.9	100	47.9	82.8	78.6	81.9	36.9	28.6	34.3	50.9	55.5	52.8
Malades	24.3	17.7	21.8	77.8	62.9	69.0	69.1	63.6	66.7	62.3	100	64.4	60.3	78.6	63.9	47.8	23.8	40.3	54.3	49.8	52.6
Sans emploi	15.5	17.7	16.4	52.4	48.3	50.0	61.8	54.5	58.5	27.5	100	31.5	58.6	35.7	54.2	06.5	04.8	05.9	36.1	38.4	36.9
Sans soutien	15.5	19.4	16.9	55.6	58.4	57.2	63.2	43.6	54.5	56.5	100	58.9	70.7	35.7	63.9	04.3	04.8	04.5	43.2	40.0	42.0
Handicapés	08.7	12.9	10.3	50.8	52.8	51.9	55.9	40.0	48.8	57.9	100	60.3	68.9	35.7	62.5	08.7	04.8	07.5	40.0	35.5	38.2

M = Masculin ; F = Féminin ; Ens = Ensemble

Ces catégories ont fait l'objet de commentaires plus ou moins bien fournis en fonction des difficultés qu'il y a à circonscrire avec précision telle ou telle d'entre elles.



III.2.1 - LES DEMUNIS (53.8%)

- Au sens restreint, les démunis sont les personnes que l'on désigne par *kolibagatow*, *bolokolow* (en bamanankan), *bogotégèso* (en bomu), *labafoo* (en mamara). Ce sont des personnes qui sont dans l'impossibilité de faire face à leurs devoirs et obligations, ou ont des problèmes pour se suffire à elles-mêmes. C'est le cas de celui qui a de nombreux enfants en bas âge et qui manque de bras valides pour les nourrir. Tout ce qu'il gagne est aussitôt consommé et il retombe dans le manque. C'est le cas du chef (homme ou femme) de ménage monoparental qui doit assumer seul la charge d'une

importante progéniture. La situation de *bogotégèso* peut aussi être liée au manque de terre fertile. Ce faisant tout effort pour produire plus sans l'apport d'éléments extérieurs (fumure organique, engrais chimique) se révèle vain. C'est pareil pour le *kamafoo minianka* qui se caractérise par l'insuffisance de sa production à couvrir les besoins de la famille dont le nombre élevé des membres improductifs grève le peu de revenu qu'il peut produire.

Enfin les démunis sont aussi ceux qui n'ont aucun bien tel que l'agriculteur qui n'a pas de terre, l'éleveur qui n'a pas de bétail.

Il a été question des démunis dans toutes les zones, 53.3% des hommes les reconnaissent comme catégorie de pauvres, au niveau des femmes cette proportions est de 54.7%. Toutefois, au Nord et à l'Est, les hommes les reconnaissent respectivement avec 77.9% et 79.3% des opinions.

Si en milieu rural le rapport est beaucoup plus important (62%) que celui des villes (45.1%), la zone urbaine "Autres communes" donne les rapports les plus élevés pour l'ensemble des chefs de ménage qui ont été enquêtés (76.3%). En outre, dans cette zone, 76.4% des femmes interrogées les citent comme catégorie de pauvres. Au niveau des hommes, cette proportion est sensiblement la même (76.2%).

Le *kolibagato* se caractérise par une incapacité à produire un surplus, ce qui, à quelque nuance près rejoint le *tégèlankolon*, qui n'a ni épargne et n'a aucune possibilité d'épargner (*tafen t'a fè, bilafen t'a fè*).

La catégorisation socio-économique faite à Djèbè révèle que le *kolibagato* (démuni) se caractérise par le manque total ou partiel de l'équipement agricole. Quand bien même d'autres indicateurs interviennent, le démuni du type *kolibagato* sous les cas de figure suivants:

- il manque de matériel agricole, ou celui-ci est incomplet;
- il a beaucoup de personnes en charge alors que son revenu est faible;
- il n'a plus la force de travailler;
- il possède un champ improductif;
- il vend sa force de travail pour survivre;
- il vend la force de travail de ses enfants.

La catégorisation ainsi faite montre qu'à Djèbè l'acquisition de matériel agricole est un signe de richesse dans le village car tout développement dans la zone se résume aux produits de la terre. Ainsi, ceux qui disposent d'équipements agricoles sont considérés comme aisés par rapport aux autres qui n'en ont pas.

Les différences fondamentales s'expriment ici en termes :

- 1) d'équipements;
- 2) de satisfaction des besoins alimentaires, surtout en ce qui concerne le mode de satisfaction.

En effet, le paysan qui épuise ses réserves alimentaires avant les nouvelles récoltes est considéré à priori comme pauvre, quand bien même il peut satisfaire ses

besoins alimentaires par d'autres stratégies, comme l'indiquent les critères de pauvreté suivants:

- gagne très peu avec son champ et vend sa force de travail;
- tous ses enfants sont partis à l'exode et ne lui envoient rien;
- jeune avec trop d'enfants en bas âge, manque de nourriture;
- beaucoup d'enfants en bas âge, champ non fertile et non autosuffisant;

Quel que soit le terme utilisé pour caractériser l'état des personnes en question, le dénuement dont il est question peut faire référence soit à l'insuffisance des ressources dont les causes essentielles se résument soit au manque ou à la mauvaise qualité des moyens et/ou objets de travail, soit à la grande disproportion entre personnes en charge et producteurs effectifs.

III.2.2 LES INDIGENTS (52.6%)

On les appelle en bambara *dèsébagatow*. Ce sont des personnes généralement âgées, sans soutien, sans ressources. Ici c'est le facteur âge qui est surtout mis en exergue. Deuxième catégorie en importance au regard des opinions recueillies (52.6%), les femmes la citent à 55.5% et les hommes à 50.9%.

Les indigents sont beaucoup moins cités comme catégorie de pauvres en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, dans le milieu urbain, 42.9% des chefs de ménage l'évoquent tandis que dans le milieu rural, 61.8% des avis s'y sont reportés. A Bamako, seulement 18.2% des chefs de ménages ont cité les démunis comme catégorie de pauvres. Toutefois, il convient de signaler qu'en milieu urbain "Autres Communes", 69.7% des chefs de ménages les reconnaissent comme catégorie de pauvres.

En milieu rural, les avis sont particulièrement importants dans la zone rurale Est avec 81.9% et en zone rurale Nord avec 73.2%. Ils sont beaucoup moins importants en zone rurale Ouest (47.9%) et en zone rurale Sud (34.3%).

Il est important par ailleurs de signaler que ce qui distingue les indigents des démunis est une question de capacité physique.

III.2.3 - LES MALADES (52.6%) ET HANDICAPES (38,3%)

banabagatow (en bamanankan¹), *dimiso* (en bomu²) *yamafoo* (en mamara³) : ce sont les malades (grabataire ou handicapé) qui sont privés de tout moyen de faire quelque chose par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Ce sont en quelque sorte les grands malades.

¹ langue bambara

² langue bobo de Mahou

³ langue minianka

Les malades sont la catégorie de pauvres récurrente et cela corrobore assez éloquemment un dicton malien selon lequel le seul véritable ennemi de l'Homme est la maladie. En effet, tous les malades catégorisés pauvres invoquaient leur maladie ou handicap comme cause principale, voire unique, de leur pauvreté. De leur point de vue, si d'aventure ils recouvraient la santé, ils sortiraient à coup sûr de la pauvreté.

En ville comme en campagne, pour les hommes aussi bien que pour les femmes, au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est, les malades ont été largement cités comme catégories de pauvres.

Les hommes les évoquent à 54.3% et les femmes chefs de ménages à 49.8%. Toutefois en zone Est 78.6% des femmes chefs de ménage voient dans les malades une catégories de pauvres.

Le milieu rural, avec 60.3% des avis, la nomme alors que ce rapport n'est que de 44.5% en milieu urbain.

Les taux les plus forts ont été enregistrés en zone urbaine "Autres Communes" (69) en zone rurale Nord (66.7%), en zone rurale Ouest (64.4%) et en zone rurale Est (63.9%).

Etre malade est une chose, être pauvre en est une autre. Tous les malades ou handicapés ne sont pas pauvres. Il faut donc quelque chose (un manque) supplémentaire. Le manque le plus cité est relatif à la solidarité, à la prise en charge, à la réciprocité différée. Toutes ces notions sont contenues dans le terme soutien, *jigi* en bambara.

III.2.4 LES SANS-SOUTIEN (42%)

Cette notion renvoie à celle de *jigitanw* en bambara

Jigi tè mogo mi la i balo mandi (celui qui n'a pas de soutien ne peut vivre que difficilement).

Jigi ka fisa ni fa ye (le soutien est meilleur au ventre plein - le premier sous-entend une forme d'assurance, de tuteur, le second évoque la précarité).

- Les sans-soutien (*jigitanw* en bamanakan et *Nihunso* en bomu) ou sans rescousse (y compris, les veuves et les veufs ainsi que les orphelins) que l'on peut élargir aux SANS-ENFANT (25%), aux SANS-PARENT (20.9%) sont en général des individus sans enfant et sans autre parent et qui se trouvent en dehors de toute forme de solidarité primaire. Une telle personne peut avoir perdu tous les parents (enfants, germains, cousins etc...) ou avoir été abandonnée par les siens, soit qu'elle ne se trouve pas en situation créditeur de solidarité vis-à-vis de personne, en s'étant volontairement mise en marge de tous les réseaux de solidarité différée, soit enfin que les termes de la solidarité se sont détériorés au moment où elle s'est trouvée en état de bénéficiaire. Evoqués comme tels, les sans soutien (*jigitan*) renvoient à des modes d'assurance vieillesse, d'assurance maladie, d'assurance précarité. Le soutien, qu'il soit enfant ou autre parent, est une relève que l'on prépare, ou une rescousse qui se

mérite (ce qui implique un investissement au sens large du terme) dans le cadre d'un processus de solidarité primaire. Cette solidarité est la plupart du temps différée, en ce sens que les générations actuellement productrices investissent dans les générations productrices à venir. Ces dernières ont l'obligation morale et sociale de prendre en charge les premières lorsque celles-ci seront au crépuscule de leur vie, et cela dans le cadre de structures sociales (ménage, famille, communauté) déterminées, fonctionnant selon des règles de jeu bien précises **d'avance et de restitution**. C'est la détérioration en aval ou en amont des termes de cette solidarité qui se manifeste par l'existence de *jigitan*.

Le **jigitan** évoque aussi une personne âgée ou pas, femme ou homme, qui n'a pas de soutien notamment parce que tous ses parents, en l'occurrence ses enfants, sont morts ou l'ont abandonnée. Elle se retrouve donc seule, sans conjoint(e), sans enfant, et lorsque ses forces physiques viennent aussi à l'abandonner, elle tombe dans un état de pauvreté irréversible.

Les femmes pensent à 40.0% que les sans-soutien sont une catégorie de pauvres et les hommes à 43.2%. Les sans-soutien sont évoqués par 47.5% des enquêtés en milieu rural contre 36.3% en ville où cependant les femmes les évoquent à 42.4%. Des taux forts sont enregistrés en zones rurales Est, Ouest et Nord avec respectivement 63.9%, 58.9%; 54.5% des rapports.

En résumé, lorsqu'on parle de *jigitan*, il s'agit de ceux qui ne bénéficient d'aucune forme de solidarité primaire ou de réciprocité différée. Toutes les personnes de cette catégorie ont en commun de ne pas pouvoir assurer les trois repas quotidiens. Le *jigitan* par excellence a, entre autres, deux caractéristiques déterminantes:

1°) il a un capital social défectueux. Selon les données de la méthode participative, le *jigitan*, se trouve dans l'un des cas de figure suivants:

- il n'a pas d'enfant;
- son enfant unique est malade;
- son enfant est parti en exode et ne lui envoie rien;
- ses filles sont mariées à des pauvres.;
- son mari est parti sans laisser d'adresse depuis longtemps;
- c'est une veuve âgée avec deux enfants dont l'un est alcoolique et l'autre bon à rien.

2°) Il est en situation d'indigent ou de démunie pour le moins. Ce statut est aggravé par la mauvaise santé (malade) et/ou le statut matrimonial défavorable (veuf/veuve, divorcé(e) et/ou l'âge (vieille personne).

Le critère âge dont il a été largement question au cours des catégorisations socio-économiques est mis ici en exergue au niveau de l'échantillon. En effet, on peut constater que plus on avance en âge (les forces physiques individuelles déclinantes), moins on est en mesure d'assurer certains besoins minimum considérés comme fondamentaux pour un chef de ménage. Dans l'échantillon analysé qui, faut-il le rappeler, est orienté pour les besoins de l'étude, les moins de 40 ans sont très

pauvres⁴ à 60.4%, ceux ayant un âge allant de 40 à 59 ans le sont à 67.2%. Enfin ceux qui ont 60 ans ou plus enregistrent un taux d'extrême pauvreté de 78%.

Tableau n° 10: distribution des pauvres selon l'âge dans l'échantillon

Classes d'âge	Très pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
15-39 ans	58	60.4%	38	39.6%	96	100%
40-59 ans	184	67.2%	90	32.9%	274	100%
60 ans et plus	171	78%	48	22%	219	100%
Ensemble	413	70%	176	30%	589	100%

N B . Ces données ne sont pas le reflet d'une situation applicable à l'ensemble de la population malienne.

III.2.5 LES SANS EMPLOI (36.9%)

Cette catégorie n'a pas la même importance et la même signification selon que l'on est à l'Ouest ou à l'Est, au Sud ou au Nord.

En milieu rural, les sans emploi ont été cités comme catégorie de pauvres à 41.2%. Ici, **ils font l'objet d'une toute autre lecture inscrite dans des réalités locales différentes.** Par exemple, à Gossi, cette situation est imputable aux événements récents du nord du Mali où travailler était devenu impossible et à N'Gouma où partout en campagne, c'est plutôt d'une situation d'inactivité temporaire qu'il s'agit. Ce sont précisément des personnes qui n'ont que leur force physique à vendre et qui ne parviennent pas à la placer à plein temps. Cette particularité lui a conféré un pourcentage plus élevé qu'en milieu urbain.

En milieu urbain, 32.5% citent les sans emploi comme catégorie de pauvres. Ici, il ne s'agit plus de sans emploi temporaire ou de sous emploi (manque de travail), mais d'un problème de chômage, suite à une saturation ou à une lente croissance du marché du travail, marché sur lequel se rencontrent des demandeurs en quête du premier emploi, des "compressés", des partants volontaires à la retraite anticipée et autres chômeurs

Les femmes à 38.4% évoquent les sans-travail comme catégorie de pauvres. Ce pourcentage est plus élevé que celui des hommes (36.1%)

En ce qui concerne le milieu, des rapports pertinents ont été enregistrés en zone rurale Nord (58.5%), en zone rural Est (54.2%) et en zone urbaine Autres Communes (50.0%).

Par ailleurs, la catégorisation socio-économique a permis d'identifier des pauvres à partir du critère manque de travail et vivant dans les conditions suivantes:

⁴ Les chefs de ménage classés très pauvres sont ceux qui ne parviennent pas à assurer correctement (selon eux-mêmes) les besoins de nourriture de leurs dépendants.

- le fils unique est un jeune diplômé sans travail;
- il a perdu son travail et sa femme est malade;
- il est polygame avec de nombreux enfants sans travail;
- ses enfants n'ont pas d'emploi rémunéré;
- il est en retraite avec de nombreux enfants;
- il n'a pas de travail.

Observations

Toutes les représentations de la pauvreté répertoriées n'aboutissent pas forcément à des catégories clairement affirmées de pauvres. En effet, les sans-abri, bien qu'étant une réalité évidente, ne sont pas cités comme catégorie correspondant à la représentation de manque de logement. Certaines catégories tels que les démunis, les indigents n'ont pas non plus leur correspondant au niveau d'une seule représentation.

La catégorisation qui a été ainsi faite n'aboutit pas nécessairement à un classement sur une échelle de pauvreté et ne permet pas d'appréhender à ce niveau la dynamique du processus d'appauvrissement. En effet, rien n'autorise à dire:

- 1° quelles étapes il faut franchir pour passer d'une catégorie à l'autre?
- 2° quelle est la catégorie qui est au fond de l'abîme de la pauvreté et laquelle se trouve au commencement?

Ce qui est commun à toutes ces catégories c'est leur incapacité à assurer une autosuffisance alimentaire pour eux-mêmes et pour leur famille. Il est par ailleurs important de souligner que les caractéristiques d'une catégorie ne lui sont pas nécessairement exclusives.

IV

LES CAUSES DE LA PAUVRETE

Comme l'on pouvait le plus s'y attendre, les investigations entreprises ont permis d'identifier des causes multiples à la pauvreté. Les différentes méthodes mises en oeuvre pour collecter les données ont dégagé 31 causes pertinentes qui ont toutes été recensées à l'occasion des entretiens "participatifs" (cf les arbres à problème). Certaines causes ont pu être quantifiées selon le point de vue des populations, d'autres ne l'ont pas été.

IV.1 - LES CAUSES QUANTIFIEES

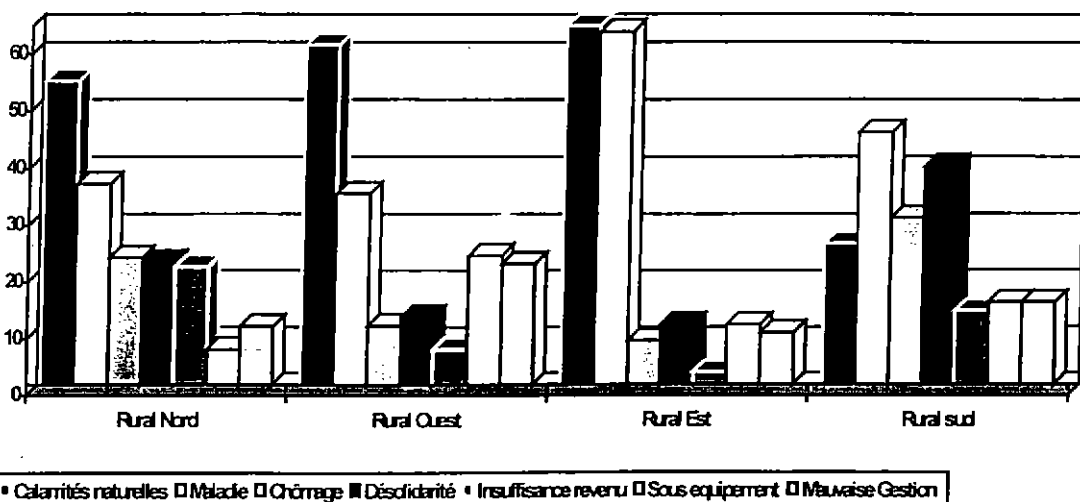
Toutes ces causes ne pesant pas du même poids dans la balance de la pauvreté (Cf Annexe, tableau T 9). Il semble donc plus indiqué de traiter particulièrement celles qui ont enregistré des rapports significatifs au niveau des données quantitatives. Le tableau n° 11 ci-après présente par zone et suivant le sexe, le pourcentage de ménages de l'échantillon ayant donné les différentes causes de la pauvreté.

Tableau n°11: les causes (en %) de la pauvreté selon la zone et le sexe du chef de ménage

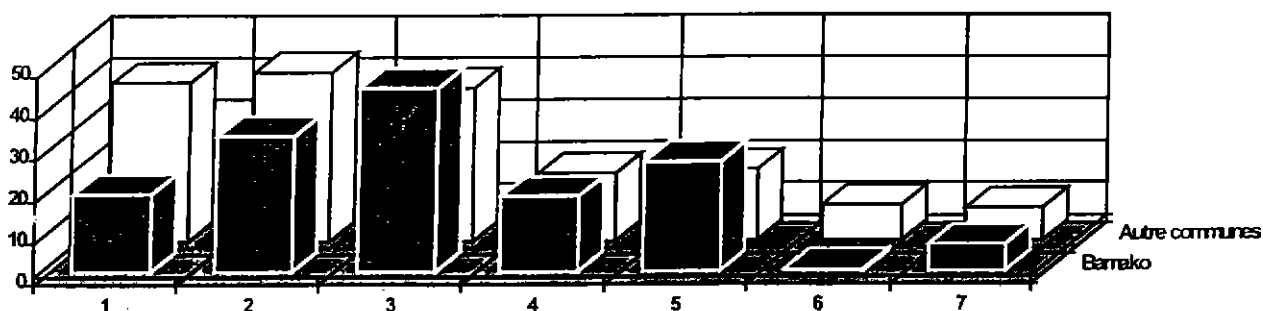
Cause	Bamako			Aut. Communes			Rural Nord			Rural Ouest			Rural Est			Rural Sud			Total		
	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens
Calamités naturelles	22.3	16.1	20.0	46.0	37.1	40.8	51.5	60.0	55.3	59.4	100	61.6	81.0	85.7	81.9	32.6	14.3	26.9	46.7	38.8	43.7
Maladie	34.9	33.9	34.5	34.9	48.3	42.8	42.6	30.9	37.4	36.2	25.0	35.6	69.0	42.9	63.9	36.9	66.7	46.3	41.5	41.6	41.8
Chômage	54.4	35.5	47.3	44.4	34.8	38.8	26.5	21.8	24.4	11.6	25.0	12.3	12.1	00.0	09.7	36.9	19.0	31.3	32.9	28.6	31.3
Désolidarité	11.7	33.9	20.0	09.5	25.8	19.1	16.2	32.7	23.6	13.0	25.0	13.7	08.6	28.6	12.5	36.9	47.6	40.3	14.7	31.4	21.0
Insuffisance de revenu	23.3	37.1	28.5	19.0	19.1	19.1	17.6	29.1	22.8	08.7	00.0	08.2	03.4	07.1	04.2	13.0	19.0	14.9	15.2	24.9	18.9
Sous-équipement	02.9	01.6	02.4	11.1	10.1	10.5	10.3	05.5	08.1	26.1	00.0	24.7	12.1	14.3	12.5	17.4	14.3	16.4	12.3	07.3	10.4
Mauvaise gestion	18.4	09.7	15.1	27.0	12.4	18.4	19.1	03.6	12.2	24.6	00.0	23.3	08.6	21.4	11.1	19.6	09.5	16.4	19.7	09.8	16.0

M = Masculin ; F = Féminin ; Ens = Ensemble

Graphique n° 5 : Les causes de la pauvreté selon leur importance dans le milieu rural

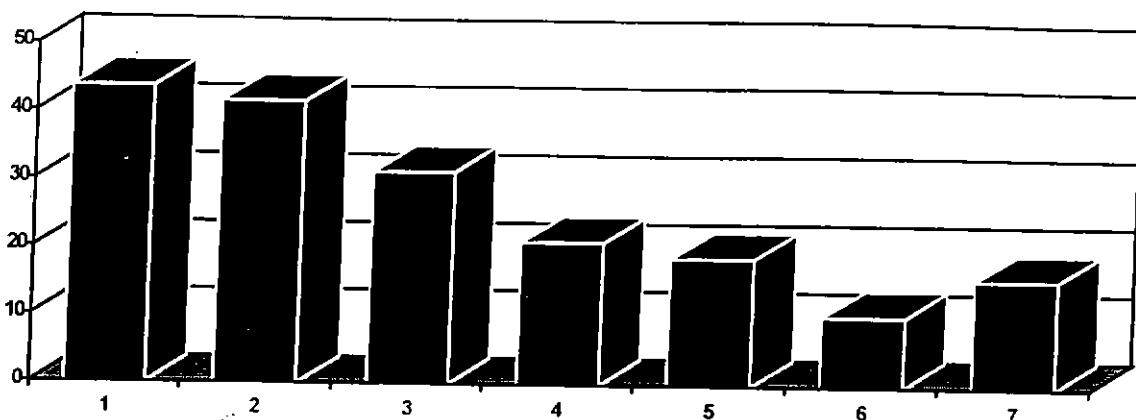


Graphique n° 6 : Les causes de la pauvreté selon leur importance dans le milieu urbain



1 = Calamités Naturelles, 2 = Maladie, 3 = Chômage, 4 = désolidarités, 5 = Insuffisance des revenus, 6 = Sous-équipement, 7 = Mauvaise Gestion

Graphique n° 7: Les causes de la pauvreté selon leur importance
(Ensemble milieu urbain et milieu rural)



1 = Calamités Naturelles, 2 = Maladie, 3 = Chômage, 4 = désolidarités, 5 = Insuffisance des revenus, 6 = Sous-équipement, 7 = Mauvaise Gestion

IV.1.1 - LES CALAMITES NATURELLES (43.7%)

Lorsqu'on parle de calamités naturelles au Mali on pense aux criquets migrateurs, aux inondations, au manque de pluie, mais surtout à la sécheresse qui sévit régulièrement depuis 1972 et qui a provoqué la perte de sources de revenus pour plusieurs personnes surtout en zones rurales.

Si 43.7% de l'échantillon donnent pour cause à la pauvreté les calamités naturelles, ce rapport est de 46.7% pour les hommes et 38.8% pour les femmes.

En milieu urbain dans l'ensemble, ceux qui pensent que les calamités naturelles sont une cause de pauvreté (29.9%) sont moins nombreux que la moyenne générale surtout dans le District de Bamako (20%). Par contre ces proportions deviennent très importantes dans la zone Autres Communes (40.8%) où 46% des hommes et 37.1% des femmes attribuent la cause de la pauvreté aux calamités naturelles. Ces proportions peuvent s'expliquer par les conditions de vie de cette zone qui sont plus proches de celles du milieu rural que Bamako où l'existence citadine est moins sensible aux conditions naturelles du fait de la diversité des activités.

Tableau n° 12 : pourcentage de ménages ayant perçu les calamités naturelles comme cause de la pauvreté selon la zone et le sexe

Sexe/Zone	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	22.3%	46%	51.5%	59.4%	81%	32.6%	46.7%
Féminin	16.1%	37.1%	60%	100%	85.7 %	14.3%	38.8%

En milieu rural, cette cause est évoquée à 56.7% en termes de mauvaise pluvirosité. En pareilles circonstances, cela provoque une situation constante de mauvaise récolte, de famine endémique, de mauvaise santé, de mauvais pâturage. Chacun de ces facteurs, pris isolément peut constituer un facteur important de la pauvreté. Cela démontre aisément qu'une co-existence de ces éléments dans une même localité ne peut qu'accentuer la pauvreté.

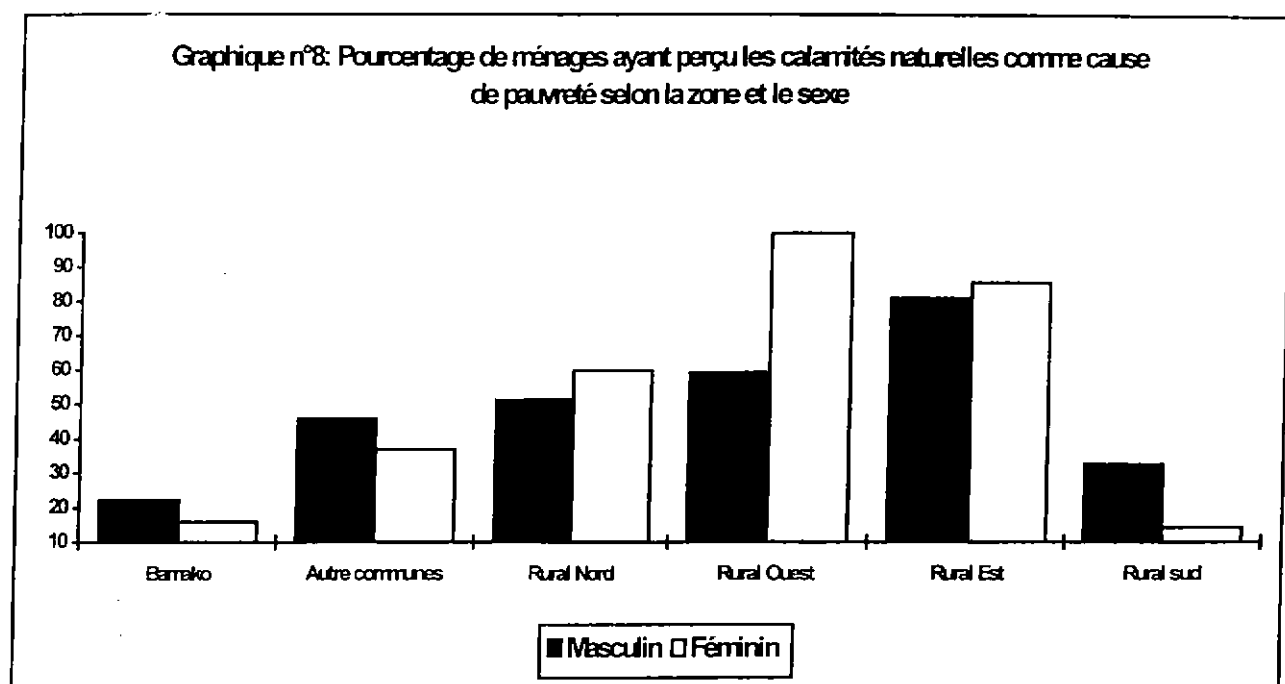
Par ailleurs, cette cause a été beaucoup plus évoquée dans la zone Est par 81.9% des chefs de ménage et par les femmes particulièrement avec 85.7% des opinions exprimées par elles. Elle traduit une réalité de cette zone caractérisée par l'extrême fragilité de l'écosystème, car une pluvirosité quelque peu en deçà de la normale se traduit par de mauvaises récoltes.

Dans la zone Ouest, la sécheresse (évoquée par 59.4% des hommes et la totalité des femmes chefs de ménage) avec le tarissement des cours d'eau permanents qu'elle a entraîné, a privé les populations de la possibilité de s'adonner à certaines cultures de rente (oignon, tabac) et d'appoint (patate, manioc, igname). Ces populations ont de ce fait perdu des sources de revenus substantielles. Leurs conditions alimentaires s'en sont trouvées précarisées par ailleurs.

Au Nord, la sécheresse, évoquée à 55. 3% (hommes: 51.5%, femmes: 60%) des chefs de ménage interrogés, est actuellement quasi permanente. Tous les modes et systèmes de gestion et de production antérieurs ayant été perturbés, il est devenu impératif de trouver des techniques de production plus appropriées, en se tournant beaucoup plus vers la maîtrise des eaux souterraines, là où cela est possible, et en optant pour la culture intensive et les espèces précoces. Ceci permettra de résoudre partiellement seulement, les aléas d'une sécheresse qui semble s'être installée pour longtemps encore.

Au sud, cependant, la sécheresse est moins évoquée comme cause de la pauvreté (26.9%). Cela ne signifie pas que la zone n'a pas vécu ou ne vit pas toujours les affres de cette calamité. En effet, la sécheresse est perçue par la population de Mahou comme source principale de la pauvreté. Pour les habitants de Mahou, elle serait à l'origine de tous leurs malheurs actuels, car elle a entraîné le manque d'eau nécessaire aux cultures et provoqué la famine. Les cultures d'appoint (igname, patate, manioc) ont toutes disparu sur les sites qui ont fait l'objet de la présente enquête. Cette situation a réduit considérablement les revenus des paysans et rendu leur situation alimentaire précaire.

Graphique n°8: Pourcentage de ménages ayant perçu les calamités naturelles comme cause de pauvreté selon la zone et le sexe



IV.1.2 LA MALADIE (41.6%)

fantan man kènèn (le pauvre est malade)

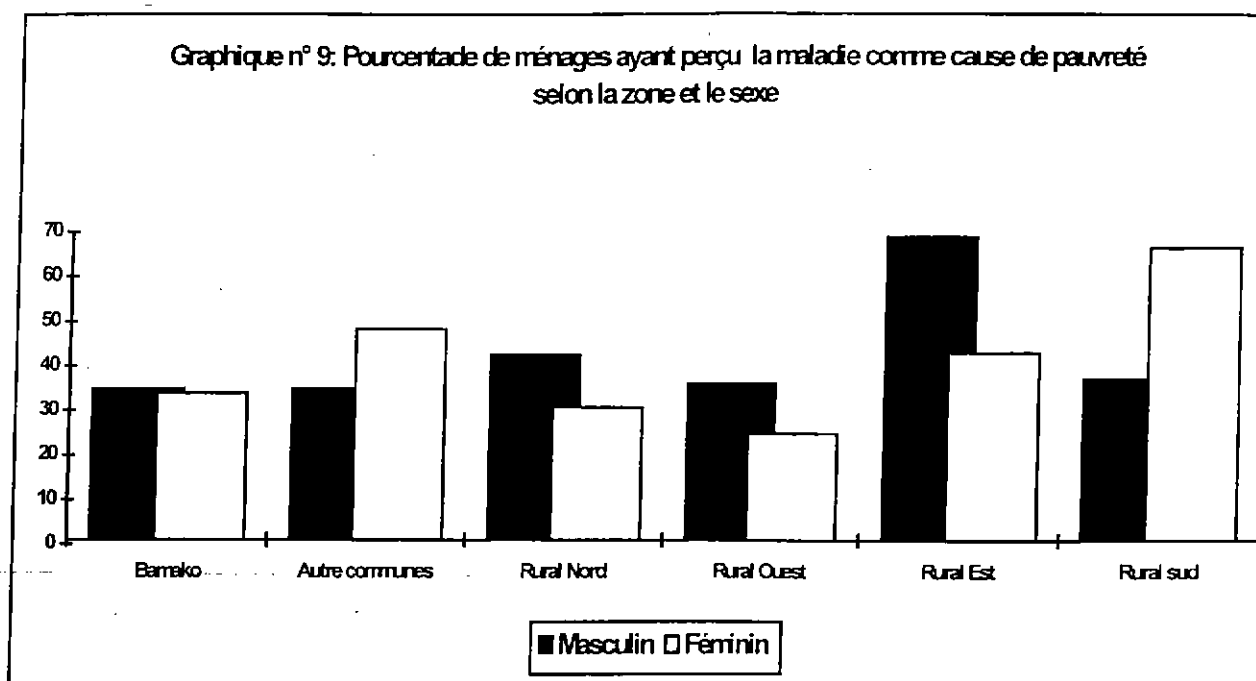
La maladie comme cause de pauvreté, évoquée par 41.5% des hommes et 41.6% des femmes, pose le problème de la morbidité, mais également celui de l'accès aux soins de santé, en termes de distance et/ou de coût des consultations (tarification) et des médicaments (prescriptions médicales).

Tableau n° 13: Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la maladie comme cause de pauvreté selon le sexe et la zone

ZONE SEXE	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	34.9%	34.9%	42.6%	36.2%	69.0%	36.9%	41.5%
Féminin	33.9%	48.3	30.9%	25%	42.9%	66.7%	41.6%

En milieu urbain où 38.5% (les hommes à 34.9% et les femmes à 42.4%) de l'échantillon attribuent une cause de la pauvreté à la maladie. Les proportions varient significativement selon que l'on soit dans la zone Autres communes (42.8%) ou dans le district de Bamako (34.5%), selon que l'on s'intéresse aux opinions des hommes (34.9% en Zone Autres Communes et à Bamako) ou des femmes (48.3% et 33.9% respectivement en Zone Autres communes et à Bamako).

Graphique n° 9: Pourcentage de ménages ayant perçu la maladie comme cause de pauvreté selon la zone et le sexe

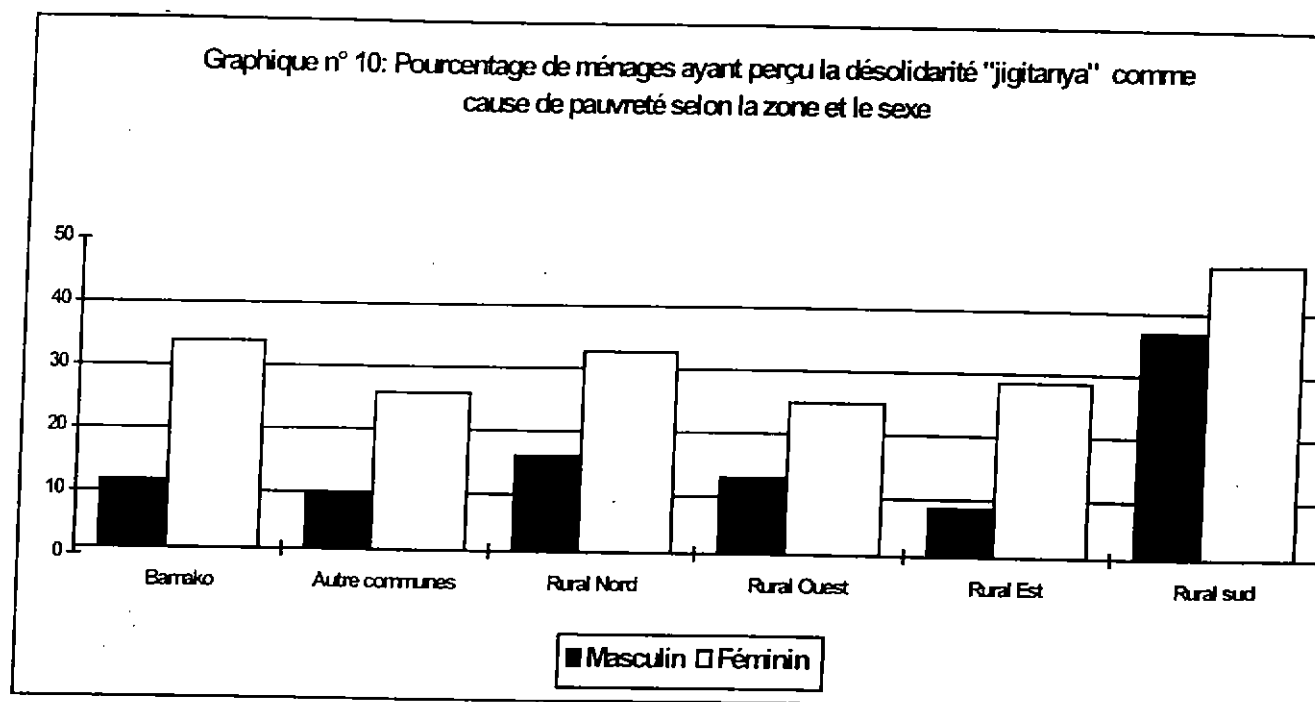


Dans les zones rurales, 44.5% des effectifs évoquent la maladie comme cause de la pauvreté. Pour les zones Ouest (35.6%) et Nord (37.3%), le pourcentage est inférieure à celle de l'ensemble de l'échantillon. L'écart est par contre plus important dans la zone Sud avec 46.3% des opinions (les femmes à 66.7%) et dans la zone Est avec 63.9% (hommes 69.0%, femmes 42.9%). Le pourcentage élevé de femmes ayant perçu la maladie comme cause de la pauvreté s'explique par le fait que plusieurs d'entre elles étaient malades ou handicapés physiques. Cela étant, elles voient en la maladie la cause fondamentale de leur pauvreté. Dans la zone Est, et notamment dans le village de Baye, les femmes ont particulièrement souligné les nombreuses maternités qui ruinent leur santé, les empêchant d'être aussi actives qu'elles le souhaitent.

IV.1.3 LES DESOLIDARITES (21%)

La non-assistance, l'insuffisance (ou le manque) de soutien, citées par 14.7% des hommes et 31.4% des femmes comme cause de pauvreté pose un problème d'ordre relationnel. Il s'agit du rapport avec les autres membres des communautés (villageoise, locale, nationale et même internationale). Quand bien même cette cause est pertinente pour une communauté déterminée (elle est à situer à un niveau extérieur à celle-ci), elle est beaucoup plus significative à l'échelle des individus puisque faisant plutôt appel au capital social immédiat. Cela étant, cette cause sera analysée plus en détail lorsque le pauvre sera examiné dans la société malienne (Cf infra).

Graphique n° 10: Pourcentage de ménages ayant perçu la désolidarité "jigitanya" comme cause de pauvreté selon la zone et le sexe



La non assistance comme problème est beaucoup plus évoquée en milieu rural (22.4%) qu'en milieu urbain (19.6%). Son importance comme cause de pauvreté est significative:

- en zone Sud (40.3) où 47.6% des femmes l'ont évoquée;
- en zone Nord (23.6%) où 32.7% des femmes l'ont évoquée;
- le District de Bamako (20%) où 33.9% des femmes l'ont évoquée.

De façon globale, au niveau de l'échantillon enquêté et dans presque toutes les zones, la non-assistance a été évoquée comme cause de pauvreté par deux fois plus de femmes que d'hommes. Elles sont généralement chefs d'une famille monoparentale (veuves, divorcées) sans grandes ressources et avec plusieurs enfants en charge. Cette situation les rend plus vulnérables dans une situation patrilinéaire et plus demandeuses de solidarité et de soutien.

Tableau n°14 : pourcentage des chefs de ménages ayant perçu les désolidarités comme causes de pauvreté par zone et par sexe

ZONE SEXE	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	11.7%	9.5%	16.2%	13.0%	8.6%	36.9%	14.7%
Féminin	33.9%	25.8%	32.7%	25%	28.6%	47.6%	31.4%

L'assistance, dont la restriction ou l'absence, est déplorée est une assistance de proximité ou plutôt de solidarité au niveau des parents, des amis, des voisins, des collectivités. Ce constat renvoie aux relations que le pauvre entretient avec son entourage.

IV.1.3.1 - Les relations du pauvre avec les autres

Quatre principaux types de rapports⁵ caractérisent les relations que les pauvres entretiennent avec les autres composantes de la société malienne. Ce sont:

- des rapports de Solidarité, pour 43%. La solidarité est plus importante que la moyenne dans la zone rurale Sud (55.2%), dans la zone rurale Ouest 54.8% et à Bamako (46.1%)
- des rapports de dépendance pour 18.4%;
- d'apports de négligence 15.8%;
- rapports de rejet pour 18.4%. Ce dernier type de rapports est quelque part synonyme d'exclusion. Il en a été particulièrement question à Bamako (21.2%) et dans la zone rurale Nord (25.2%).

Tableau n° 15: Types de rapports (en %) que le pauvre entretient avec les autres selon la zone

Types de rapports	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Solidarité	46.1%	32.9%	38.2%	54.8%	49.1%	55.2%	43.1%
Dépendance	12.1%	28.3%	21.6%	04.1%	33.3%	4.5%	18.4
Négligence	15.2%	18.4%	13%	20.5%	8.2%	19.1%	15.8%
Rejet	21.2%	13.8%	25.2%	16.4%	12.5%	17.9%	18.4%

Quand bien même la solidarité est le rapport le plus évoqué que le pauvre entretient avec les autres, elle n'enregistre que 43.1% des opinions. Ce constat corrobore les désolidarités dont il est question et confirme par ailleurs les avis des 52.3% de la population enquêtée qui estiment que les pauvres sont marginalisés.

IV.1.3.2 - Les espaces et les types d'actions de solidarité

IV.1.3.2.1 - Les recours sociaux.

Dans la vie, la solidarité est attendue des parents les plus proches (54.8%). Il s'agit là de personnes comprises soit dans des relations de filiation (enfants/père et mère), soit dans des relations de collatéralité (frère et soeur) soit dans des relations d'alliance (conjointes). Ces relations constituent le cadre privilégié des solidarités primaires dont il a été quelquefois question. Les autres "apparentés" (constitués

⁵ Toute la population de l'échantillon s'est prononcée sur la question.

d'amis, de voisins et d'autres parents éloignés) sur lesquels 33.9% de l'échantillon comptent s'inscrivent dans le registre des solidarités secondaires (cf. Annexe, Tableaux T17 et T 18).

Il est pertinent de faire remarquer que si 9% des enquêtés de l'échantillon ne comptent sur personne d'autre, cette proportion particulièrement élevée à Bamako (21.2%) est révélateur du climat de l'exigence de l'effort personnel pour résoudre les divers problèmes existentiels des citoyens.

L'importance relative accordée aux solidarités primaires traduit le rempart théorique que celles-ci peuvent constituer pour un individu. En effet, les liens de parenté peuvent mettre à l'abri de la faim individuelle (50%), de l'humiliation (60%), de l'exclusion (60%) et de bien d'autres désagréments de la vie (60%).

IV.1.3.2.2: les actions de solidarité

La solidarité s'exprime à travers plusieurs formes. Dans le présent document, elle est analysée sous forme d'aides reçues. Pour l'ensemble des aides enregistrées, 32.1% sont venues "d'autres personnes"⁶, 23.2% de frères et 13.7% de soeurs (cf Annexe, tableaux T24, T28; T32).

Les aides sont constituées essentiellement de céréales (38.8%), d'argent (36.5%) et d'habillement (18.9%) (Cf Annexe, Tableaux T24, T27, T32). Les aides sont destinées pour 86% aux pauvres, et les parts d'aides en céréales, en argent et en habillement représentent respectivement, 41.2%, 35.1% et 17.8%.

En matière d'aide, les soeurs avec 33.7% et "autres personnes" avec 42.1%, donnent de l'argent plus que les frères (30.4%). Ces derniers (42.3%) donnent par contre plus de céréales que les "Autres Personnes" (39.9%) et les soeurs (31.4%). Celles-ci, avec 30.3%, offrent plus d'habillement que les frères (18.5%) et les "Autres personnes" (14.3%).

Sans préjuger des usages de l'argent et des autres aides reçues, l'on peut dire que 59% des aides (céréales et habillement) aux pauvres sont des aides de survie. Elles leur permettent difficilement de sortir de la pauvreté.

IV.1.3.2.3 - La vie associative

La vie associative constitue également un espace où s'exprime la solidarité. Au niveau de l'échantillon, 42.5% des personnes sont membres d'une association (Cf Annexe, Tableau T63). Quant aux pauvres, 39.7% sont affiliés à des associations alors que cette proportion est de 68.3% pour les non pauvres.

⁶ Le fait que la proportion de "autres personnes" soit aussi importante s'explique par le fait que même des personnes qui n'ont ni frère ni soeurs ont bénéficié d'aide de la part de tierce personne.

Les hommes appartiennent à des groupes organisés à 52.7% contre seulement 25.4% des femmes, à la campagne le taux d'appartenance est plus élevé (51%) qu'en ville (33.3%). Le taux d'appartenance à des associations dans le milieu rural enregistre des disparités significatives entre zones. En effet, les populations concernées en zone Nord sont membres d'associations à 33.3%, en zone Ouest avec 86.3%, en zone Est avec 47.2% et en zone Sud avec 43.3%.

Les associations sont venues en aide à leurs membres à l'occasion des travaux (58.5%) et des événements sociaux (15.2%) (Cf Annexe, tableaux T66 et T68) par des bénéfices de crédits (10.5%) et des aides non spécifiées (63.9%).

Les associations intervenant dans la recherche de solutions aux problèmes qui se posent aux collectivités et aux individus, leur présence et leur appartenance constituent un partenaire porteur d'une économie sociale potentielle.

Il importe de retenir que le faible taux d'appartenance à des associations est significatif de l'insuffisance des réseaux de solidarité dans lesquels les pauvres s'inscrivent.

IV.1.4 LE SOUS-EQUIPEMENT (10.4%)

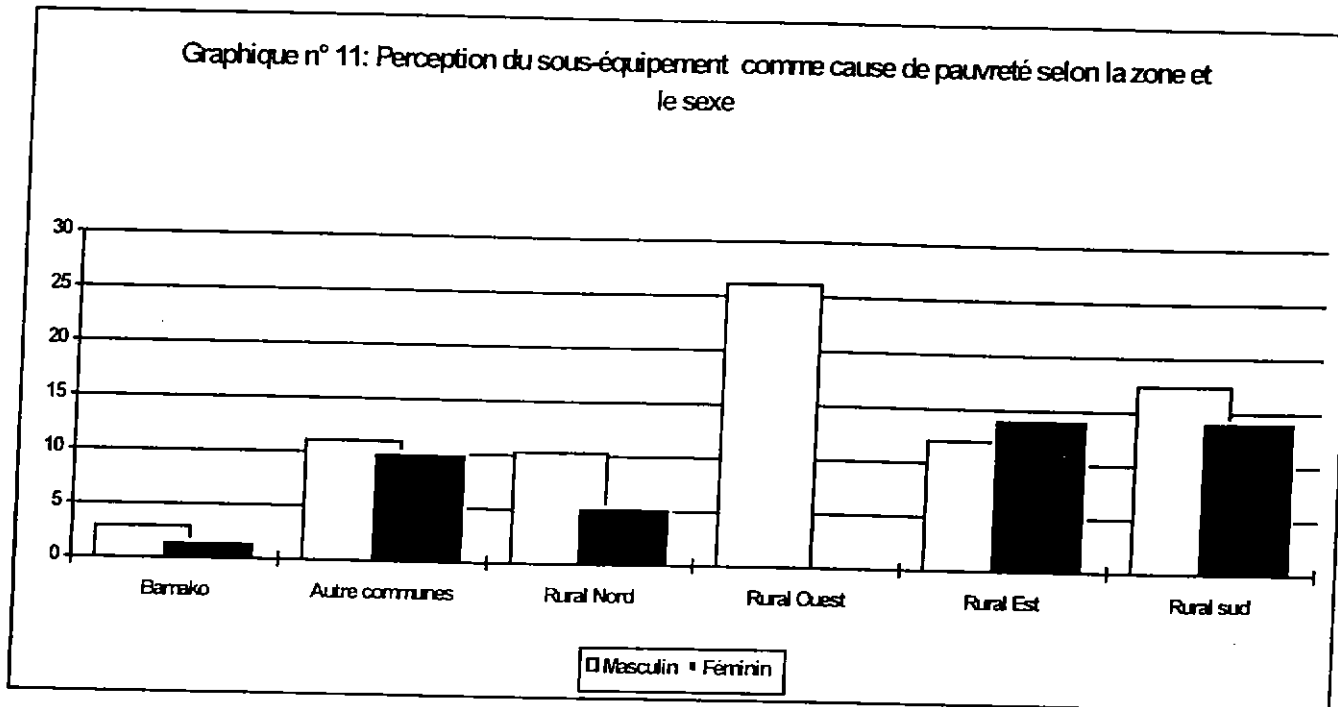
Le sous-équipement a été évoqué par 12.3% des hommes et 7.3% des femmes. Il est plus une préoccupation du monde rural (14.3%) que du monde urbain (6.3%). Dans toutes les zones rurales il en a été question avec plus ou moins d'insistance selon les sites. Comme cause de pauvreté, il a été exprimé par 26.1% des hommes de la zone Rurale Ouest. Dans cette Zone les difficultés d'accès à l'équipement agricole (en l'occurrence charrue, boeufs de labour) et aux intrants agricoles (engrais, herbicides, phytosanitaires) ont été retenues comme des obstacles au développement de leurs activités agricoles. En effet, l'usage de l'énergie animale et de fertilisants permet d'augmenter les superficies aussi bien que la productivité. Celui qui en est privé a de la peine à produire de quoi se nourrir toute l'année, encore moins réaliser un surplus à épargner ou à investir. Cela est aussi une cause de l'insuffisance de revenus. A Djèbè le manque d'équipement ou un équipement incomplet a été un critère, parmi d'autres bien sûr, d'identification des pauvres.

Tableau n°16: pourcentage des chefs de ménages ayant perçu le sous-équipement comme cause de pauvreté selon la zone et le sexe

ZONE SEXE	Bamako	Autres Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	2.9%	11.1%	10.3%	26.1%	12.1%	17.4%	12.3%
Féminin	1.6%	10.1%	5.5%	0.0%	14.3%	14.3%	7.3%

A Mahou et Kalana (Zone Rurale Sud avec 16.4%), le manque d'équipement a été souligné avec beaucoup d'ampleur. Mahou vient juste de commencer en 1991 à s'intéresser à la culture du coton. Aujourd'hui à peine la moitié des exploitations du village possède un équipement agricole complet ou incomplet. L'accès au crédit étant lié à la culture du coton, en sont exclues d'office toutes les exploitations ne produisant pas de coton. Ces dernières étant nombreuses à Mahou et à Kalana, c'est en toute logique que pour elles l'accès à l'équipement agricole est un réel problème.

Graphique n° 11: Perception du sous-équipement comme cause de pauvreté selon la zone et le sexe



IV.1.5 LE CHOMAGE (31.3%)

Comme cause de pauvreté, le chômage ou manque de travail a été évoqué par 32.9% des hommes et 28.6% des femmes avec beaucoup plus d'importance en ville (43.2%) qu'à la campagne (20%). Le contenu donné au chômage diffère selon le milieu et la zone.

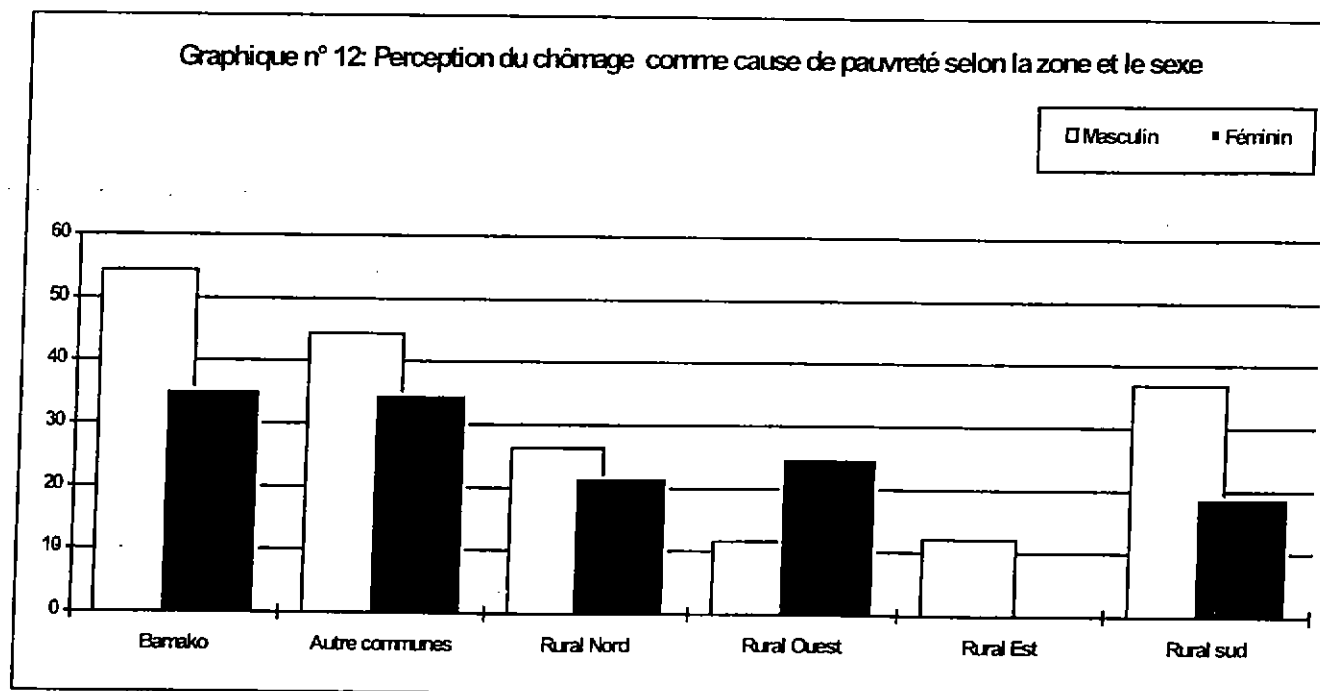
En milieu urbain dont il est une données permanente, 50.1% des hommes et 35.1% des femmes l'ont exprimé. Il concerne les jeunes surtout qui ont de la peine à s'insérer dans les structures formelles du marché du travail, et ce pour deux raisons: d'une part l'Etat jadis grand pourvoyeur d'emploi dans le cadre du formel recrute au compte goutte, d'autre part la création d'emploi est fortement limitée au niveau du secteur privé.

Tableau n°17 pourcentage des chefs de ménages ayant perçu le chômage comme cause de pauvreté selon la zone et le sexe.

ZONE SEXE	Bamako	Autres. Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	54.4	44.4%	26.5%	11.6%	12.1%	36.9%	32.9%
Féminin	35.5%	34.8%	21.8%	25%	0.0%	19%	28.6%

En milieu rural le chômage dont il est question se pose en termes différents:

- au nord, avec 24.4%, le problème se pose non seulement en termes de création d'emplois, mais aussi en termes de restriction et d'opportunité des activités productives. La sécheresse ayant décimé le cheptel, certains éleveurs ont tenté, avec plus ou moins de bonheur, de se convertir en agriculteurs. Malheureusement, avec une insuffisance pluviométrique, le domaine agricole se rétrécit comme une peau de chagrin.



- au sud où le problème a également été évoqué surtout par les hommes (36.9%), il exprime plutôt une question de conditions (matériels et géophysiques) de travail. En effet, à Mahou, le manque de travail pour les jeunes est également un facteur permettant d'expliquer la pauvreté qui sévit dans la zone. Ceci semble être un paradoxe en milieu rural. Mais les jeunes ont estimé qu'ils n'ont pas suffisamment de travail car ils manquent d'équipements agricoles pour s'adonner convenablement à l'agriculture et d'eau pour pratiquer le maraîchage afin d'obtenir un supplément de revenus.

Ailleurs bien que signalé, le chômage se pose avec moins d'acuité.

IV.1.6 L'INSUFFISANCE DES REVENUS (18.9%)

C'est une cause de pauvreté évoquée par 15.2% des hommes et 24.9% des femmes. Elle est une résultante de la rareté de l'emploi et de la faiblesse des

rémunérations (cas des salariés) et du bas prix d'achat aux producteurs. Cette réalité engendre la faiblesse ou le manque d'investissements, la difficulté d'accès aux soins de santé (coût des consultations et cherté des médicaments) et des difficultés à satisfaire les besoins alimentaires (prix élevé des céréales sur le marché). Cette situation s'est considérablement dégradée avec la dévaluation du franc CFA

Dans le milieu urbain, si 23.9% de l'échantillon l'ont évoquée, les femmes (26.5%) semblent le sentir beaucoup plus que les hommes (21.7%). Dans la ville de Bamako cela est ressenti comme cause de pauvreté par 37.1% des femmes contre 23.3% des hommes. Dans les quartiers ces dernières ont souvent évoqué le manque actuel de rentabilité des activités qui constituent les sources privilégiées de revenus pour les femmes. La faiblesse des salaires y a également été soulevée.

Tableau n° 18: pourcentage des chefs de ménage ayant perçu l'insuffisance des revenus comme cause de pauvreté selon le sexe et la zone

ZONE SEXE	Bamako	Autres. Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	23.3%	19.0%	17.6%	8.7%	03.4%	13.0%	15.2%
Féminin	37.1%	19.1%	29.1%	0.0%	7.1%	19.0%	24.9%

En milieu rural, avec 14%, le problème est posé en termes de rareté d'activités génératrices de revenus. Dans toutes les zones de ce milieu, les populations ne pratiquent en majorité que l'agriculture. La saison des pluies ne durant que quelques trois à quatre mois de l'année, le reste du temps, les habitants des campagnes sombrent dans un sous-emploi involontaire. Pendant donc huit mois aucune richesse ne se crée, et celle produite seulement pendant quatre mois se consomme. Dans ces conditions, aucune épargne n'est possible.

Les zones dans lesquelles cette cause a une importance pertinente sont: le District de Bamako (28.5%); la zone Nord (22.8%); la zone Autres Communes" (19.1%).

IV.1.7 - LA MAUVAISE GESTION (16.0%)

Elle est l'expression d'une prise de conscience qu'il convient de prendre en compte au-delà du faible pourcentage qu'il a obtenu. La mauvaise gestion est plus évoquée en ville (16.7%) qu'en campagne (15.2%), et plus signalée par les hommes (19.7%) que les femmes (9.8%).

Par ailleurs, elle pose le problème de l'absence de consensus (mésentente) qui entraîne une impossibilité d'organisation collective, limitant la portée des actions communautaires

Tableau n° 19: pourcentage des chefs de ménages ayant perçu la mauvaise gestion comme cause de pauvreté selon le sexe et la zone

ZONE SEXE	Bamako	Autres. Communes	Rural Nord	Rural Ouest	Rural Est	Rural Sud	Total
Masculin	18.4%	27.0%	19.1%	24.6%	8.6%	19.6%	19.7%
Féminin	9.7%	12.4%	3.6%	0.0%	21.4%	9.5%	9.8%

Trois zones se sont distinguées par l'importance relative qu'elles accordent à cette cause. Il s'agit:

- de la zone "Autres Communes" (18.4%) avec 27.0% des hommes qui en parlent;
- de la zone Nord (12.2) et 19.1% des hommes;
- du District de Bamako (15.1%) avec 18.4% des hommes.

La mauvaise gestion dont il est question ici renvoie à l'usage des fonds et biens publics (aides en nature, sommes générées par les prestations des services publics) et/ou communautaires (ristournes). Par ailleurs, elle évoque la non-participation à la prise de décision en ce qui concerne l'usage de ces biens.

- IV.2 - LES CAUSES DE PAUVRETE INDIVIDUELLE

Il s'agit des causes effectives que des personnes de l'échantillon attribuent à leur propre pauvreté.

La pauvreté pour 33.4% des chefs de ménage de l'échantillon est imputable à la sécheresse. Elle est suivie de la retraite vieillesse pour 24.8%, puis la maladie pour 23.8% et de la perte de soutien pour 19.9%. Ces causes effectives de pauvreté concrètes illustrent les principales causes théoriques énoncées en début de chapitre.

Tableau n°20: les causes de pauvreté individuelle

Cause	Bamako	Aut.Com	R. Nord	R.Ouest	R.Est	R. Sud	Total
Maladie/handicap	21.8%	25.6%	28.5%	12.3%	27.8%	23.9%	23.8%
Perte d'emploi	7.9%	13.2%	4.9%	0%	01.4%	05.9%	06.7%
Faillite/déclassement	6.1%	13.8%	13%	12.3%	0%	4.5%	09.0%
Perte de soutien	20%	28.3%	21.9%	12.3%	09.7%	16.4%	19.9%
Retraite/vieillesse	25.5%	22.4%	21.1%	10.9%	45.8%	28.4%	24.8%
Sécheresse	3.6%	33%	62.6%	41.1%	77.8%	20.9%	33.4%

En milieu urbain, les principales causes directes de pauvreté des pauvres rencontrés sont, la perte de soutien pour 24%, la retraite vieillesse pour 24% et la maladie pour 23.6%. Puis 12.9% sont devenus pauvres à cause de la sécheresse, 10.4% imputent leur pauvreté à la perte d'emploi, 8.5% sont devenus pauvres également par suite de faillite.

En milieu rural, les principales causes de pauvreté effective sont la sécheresse (52.8%), la vieillesse (25.7%), la maladie (23.9%), et la perte de soutien pour 16.1%

En ce qui concerne les femmes, 26.1% sont pauvres pour cause de maladie, 36.7% pour cause de perte de soutien, vieillesse 26.5%, sécheresse 22.9% et perte d'emploi 5.3%.

Les hommes sont pauvres pour raison de santé à 20.4%, de vieillesse pour 23.8%, perte de soutien à 9.8%, de sécheresse à 39.8% et de perte d'emploi à 7.6%.

IV.3 - LES CAUSES NON QUANTIFIEES

Certaines causes, bien que largement évoquées au cours des entretiens qualitatifs et participatifs, ne sont pas revenues avec la même insistance dans les données quantitatives. Celles d'entre elles qui sont particulièrement pertinentes méritent d'être analysées, quand bien même elles n'intéressent que des sites limités, leur importance mérite que l'on s'y attarde un peu. Ce sont :

IV.3.1 L'ENCLAVEMENT

Caractéristique commune à tous les sites enquêtés en milieu rural, l'enclavement pose le problème de communication, (en terme d'accessibilité). En effet, la difficulté de l'accès à ces zones rend la vie encore plus chère surtout dans le cadre des échanges avec l'extérieur devenus indispensables par ces temps de non autosuffisance généralisée.

Le manque de routes qui freine les échanges avec d'autres localités (Djèbè avec San et Koutiala), limite de ce fait les revenus des habitants, surtout ceux des femmes dont les productions agricoles sont les plus sensibles à l'avarie. Le mauvais état des routes, en rendant pénible tout déplacement vers ces zones a entraîné non seulement la cherté des produits présentés sur le marché hebdomadaire, mais aussi le prix de transport. L'enclavement de Bamba a entraîné le non développement. Cette situation fait qu'il n'existe non seulement pas suffisamment d'infrastructures, mais aussi qu'on ne peut pas exploiter toutes les potentialités de la zone. La solution immédiate serait, d'après les populations de construire des routes, d'établir des moyens de communication (rac, radio, téléphone, transport routier et fluvial).

L'enclavement n'est pas un obstacle spécifique aux zones rurales uniquement. En effet, la ville de Kayes connaît ce même problème du fait de l'insuffisance et de la médiocrité des voies de communication (les voies ferroviaires, routières et fluviales).

IV.3.2 L'ANALPHABETISME

Il y a actuellement cette conscience que la formation est l'un des facteurs essentiels dans la réussite de la vie, collective aussi bien qu'individuelle, dans les conditions actuelles d'existence. Le plus souvent, c'est le manque ou l'insuffisance d'infrastructures éducatives et ou de formation qui est évoqué ainsi que celui du manque ou de l'insuffisance du personnel enseignant. Ces difficultés constituent un facteur provoquant la pauvreté. En effet, dans le village de Djèbè (zone rurale Ouest),

il existe actuellement 6 classes primaires pour un seul enseignant. Un tel facteur dégrade considérablement la qualité de l'enseignement car les élèves sont très mal encadrés et peuvent d'ailleurs perdre le goût d'apprendre à l'école. Le maître d'école à son tour s'épuise énormément dans cette tâche qui nécessite beaucoup de patience, une bonne capacité de gestion du groupe et d'autres dispositions particulières.

L'alphabétisation ouvre des perspectives car elle débouche sur des opportunités de formation et d'encadrement qui sont les actions les plus réclamées, surtout par les femmes et les jeunes, pour s'en sortir.

IV.3.3 LA REBELLION

La rébellion (spécifique à la zone Nord), donnée accidentelle et conjoncturelle aujourd'hui résolue, est néanmoins cause de pauvreté du fait des grands déplacements de personnes provoqués et de la destruction des infrastructures diverses qui en ont résulté. La rébellion a engendré un arrêt des activités économiques à Bamba car elle a provoqué l'enlèvement du bétail, le déplacement de la population, la destruction des moyens de communication, l'isolement du village et la perte de nombreuses vies humaines. Par ailleurs, les services et prestations publics se sont considérablement dégradés en qualité et leur accès est devenu plus difficile. C'est donc une réalité qui a fortement dégradé les conditions d'existence des populations et dont la part dans le taux de pauvreté est sans doute non négligeable.

IV.4 - LES CAUSES DE LA PAUVRETE SELON QUELQUES ARBRES A PROBLEME

Les arbres à problème (Cf annexe) signalent des causes qui n'ont pu toutes être quantifiées. Nous présentons ici, à titre d'illustration, la synthèse du contenu d'arbres à problème établis sur trois (3) sites.

IV.3.1 Dans le District de Bamako

Les arbres à problème faits avec les hommes, les femmes et les jeunes du quartier de Daoudabougou/Flabougou ont donné comme causes de la pauvreté du quartier les éléments suivants :

- le manque d'emploi des jeunes;
- le non lotissement du quartier;
- le manque de structures sportives et culturelles;
- la dévaluation;
- la sécheresse;
- le manque de structures sanitaires;
- le coût élevé des médicaments;
- la cherté des terrains à usage d'habitation.

IV.4.1.1 Causes de la pauvreté dans le quartier selon les jeunes de l'Hippodrome Extension

- le manque d'emploi
- la dévaluation;
- le non lotissement du quartier;
- la mécontente dans le quartier.

IV.4.1.2 Causes de la pauvreté dans le quartier selon les femmes de l'Hippodrome Extension

- le manque d'emploi;
- la sécheresse;
- le non lotissement du quartier;
- l'absence de centre de santé;
- la mécontente;
- le manque d'activités génératrices de revenus;
- la polygamie.

L'analyse de ces causes nous amène à les diviser en deux groupes: celles dont les solutions sont à la portée du gouvernement et/ou des populations et celles dont les solutions sont au delà des capacités même du gouvernement et des populations concernées (sécheresse, dévaluation). Le premier groupe de causes est maîtrisable avec l'appui des populations car ce sont des causes endogènes. Le deuxième groupe de causes est quant à lui difficilement maîtrisable (voire non maîtrisable), car ne dépendant pas de la volonté du gouvernement seul (dévaluation)

et quelquefois, il est même naturel (sécheresse) donc totalement indépendant de la volonté des populations et dont la solution requiert de grands moyens.

De multiples conséquences ont été dégagées (voir les arbres à problèmes des différents groupes) par la population, mais très peu de solutions internes ont été ressorties. Ceci dénote un manque de dynamisme au sein du quartier. Le diagramme de venn a par ailleurs fait ressortir cette dimension.

IV.4.2 - Causes de la pauvreté dans la zone rurale Sud (Mahou)

A Mahou, l'analyse faite avec la population a révélé qu'un certain nombre de facteurs seraient à l'origine de la paupérisation des populations:

- la sécheresse;
- le manque d'équipements agricoles;
- le manque de terres cultivables;
- la pauvreté des sols;
- la divagation des animaux.

Perçue par la population comme source principale de la pauvreté, la sécheresse serait à l'origine de tous les maux. Entre autres désagrément, du fait de la sécheresse, les cultures d'appoint (igname, arachide, patate, manioc) n'existent pratiquement plus, ce qui a réduit considérablement les revenus des paysans.

Le manque de terres cultivables est également une cause de la pauvreté à Mahou. Cela est dû au fait que la forêt dans laquelle les paysans pratiquaient la culture a été érigée en forêt « classée » limitant ainsi les surfaces cultivables. Les paysans sont obligés de parcourir de longues distances pour trouver des terres disponibles (souvent jusqu'en territoire Burkinabé).

A cela s'ajoute la pauvreté des sols due à l'excès de striga provoquant une baisse de fertilité et de rendement. Cette situation est encore compromise par le manque d'équipement qui limite une augmentation sensible de la production.

Quant à la divagation des animaux, objet de litiges avec les peuls, elle a été évoquée comme une cause de la pauvreté par les paysans dans la mesure où elle provoque la destruction des cultures et le compactage du sol.

Le manque de bois de chauffe pour cuire le dolo et les aliments affecte le revenu des femmes car, à Mahou, la préparation du dolo (boisson alcoolisée locale) constitue une source importante de revenus pour les femmes.

Le manque d'emploi des jeunes est également un facteur permettant d'expliquer la pauvreté qui sévit dans la zone. Ceci semble être un paradoxe en milieu rural. Mais les jeunes ont estimé qu'ils n'ont pas suffisamment de travail, car ils manquent d'équipement agricole pour s'adonner convenablement à l'agriculture et manquent d'eau pour pratiquer le maraîchage afin d'obtenir un supplément de revenus.

Enfin, le paiement des diverses taxes a été évoqué par les populations comme source de pauvreté. Le paiement de ces taxes affecte les maigres revenus qu'ils tirent d'une activité agricole en déclin. Les enfants du village en exode n'envoient pas d'argent pour aider leurs parents à payer l'impôt. Ceux-ci sont donc obligés de se dépouiller du peu d'argent dont ils disposent pour s'acquitter de ce paiement. Le pire est de constater, selon la population, que malgré le paiement régulier des impôts, l'Administration n'a entrepris aucune réalisation socio-économique dans le village pour améliorer leurs conditions de vie.

IV.4.3 - Les causes de la pauvreté en Zone rurale Est

IV.4.3.1 - Les causes de la pauvreté en Zone rurale Est selon les femmes de Baye

- la mésentente;
- les nombreuses maternités;
- la paresse;
- la coupe abusive des arbres;
- les feux de brousse;
- l'analphabétisme;
- la sécheresse.

IV.4.3.2 - les causes de la pauvreté selon les jeunes de Baye

- l'enclavement;
- la mauvaise gestion des ressources naturelles;
- l'analphabétisme;
- le manque d'emploi;
- le manque d'activités socio-culturelles;
- le manque d'équipements agricoles;
- la sécheresse.

IV.4.4 : Les causes de la pauvreté en Zone rurale Nord (Bamba)

- L'enclavement de Bamba a entraîné une situation de non développement. Celle-ci est responsable de l'insuffisance des infrastructures, et empêche l'exploitation de toutes les potentialités de la zone. La solution immédiate serait, d'après les populations de construire des routes, d'établir des moyens de communication (rac, radio, téléphone, transport routier et fluvial).

- La mauvaise pluviosité a, quant à elle, provoqué une situation constante de mauvaise récolte, la sécheresse, la famine, la mauvaise santé, de mauvais pâturage,.... Chacun de ces facteurs, pris isolément peut constituer un élément important de la pauvreté. Cela démontre aisément qu'une co-existence de ces éléments dans une même localité ne peut qu'accentuer la pauvreté.

- La rébellion, à son tour, a engendré un arrêt des activités économiques à Bamba, car elle a provoqué l'enlèvement du bétail, le déplacement de la population, la destruction des moyens de communication, l'isolement du village et de nombreuses pertes en vies humaines. Les habitants pensent que l'Etat doit adopter une politique

de rapatriement des populations déplacées et créer des emplois pour faciliter leur réinsertion dans le tissu économique à redynamiser.

A côté de ces causes principales, il existe d'autres causes non moins importantes de la pauvreté à Bamba. Il s'agit entre autres de:

- la mauvaise gestion des revenus;
- l'analphabétisme;
- l'ignorance, de l'hostilité de certaines familles à l'instruction;
- le manque de solidarité entre les populations,
- le sous-équipement;
- l'exode;
- la maladie.

A l'issue de cette analyse, et au-delà de la description par ordre décroissant selon l'importance de leur pourcentage, les causes les plus significatives dans les différentes zones sont:

* *DISTRICT DE BAMAKO* - le chômage (47.3%), la maladie (34.5%), les calamités naturelles (20%), les désolidarités (20%).

* *AUTRES COMMUNES* - la maladie (42.8%), les calamités naturelles (40.8%), le chômage (38.8%), l'insuffisance de revenus (19.1%) les désolidarités (19.1%).

* *ZONE RURALE NORD* - les calamités naturelles (55.3%) la maladie (37.3%), le chômage (24.4%), les désolidarités (23.6%).

* *ZONE RURALE OUEST* - Les calamités naturelles (61.6%); la maladie (35.6%), la désolidarité (13.7%), le chômage (12.3%).

* *ZONE RURALE EST* - les calamités naturelles (81.9%), la maladie (63.9%); la désolidarité (12.5%), le chômage (9.7%).

* *ZONE RURALE SUD* - la maladie (46.3%), la désolidarité (40.3%), le chômage (31.3%), les calamités naturelles (26.9%), le sous-équipement (16.4%).

Pour les femmes, la première cause de pauvreté est la maladie (41.6%) puis viennent les calamités naturelles (38.8%), les désolidarités (31.4%), le chômage (28.6%), l'insuffisance des revenus (24.9%) et le sous-équipement (7.3%).

Pour les hommes, la première cause de pauvreté est les calamités naturelles (46.7%), suivis de la maladie (41.5%), du

chômage (32.9%), de l'insuffisance des revenus (15.2%), des désolidarités (14.7%) et du sous-équipement (12.3%).

Les réalités explicatives de la pauvreté peuvent être ramenées à un certain nombre de facteurs limités relevant de causes accidentelles et qui sont:

- 1°) l'accident naturel (calamités naturelles -sécheresse, inondation, criquets migrateurs etc...)
- 2°) l'accident individuel (maladie, âge, perte de soutien, manque de qualification, etc...)
- 3°) l'accident structurel (chômage, crise, baisse de revenu, faillite)

Si les causes naturelles sont difficiles à prévoir et à maîtriser, les causes accidentelles au niveau de l'individu, quand bien même elles sont indépendantes de la volonté des individus, elles peuvent cependant trouver des solutions par la volonté des hommes.

Les causes structurelles et conjoncturelles sont plus complexes parce que relevant de l'organisation du social et de l'économique.

IV.5 LES MANIFESTATIONS⁷ DE L'AGGRAVATION DE LA PAUVRETE

A la question de savoir s'il y a actuellement plus de pauvres que par le passé, 85.9% de l'échantillon ont répondu par l'affirmative. Les hommes pensent à 83.7% qu'il y a actuellement une augmentation numérique des pauvres. Les femmes sont 89.4% à penser que la pauvreté s'est accrue. Pour 65.7% de l'échantillon, l'aggravation de la pauvreté a commencé de façon remarquable, il y a moins de 20 ans.

En effet, l'économie malienne repose essentiellement sur la production agricole. Or, cette activité qui occupe plus de 80 % de la population est fortement dépendante des conditions climatiques; d'où sa fragilité. La grande et longue période de sécheresse de plus d'une décennie à partir des années 1970 a annihilé les efforts entrepris dans le monde rural et ses conséquences économiques et sociales ont longtemps influencé la vie des populations. Sur le plan strictement alimentaire, le déficit vivrier du pays enregistré en 1984 - 1985 avait atteint le chiffre record de plus de 481000 tonnes suite à une pluviométrie très déficitaire et mal répartie et à une crue très faible des cours d'eau (la plus faible depuis 1913). La part du secteur agricole dans le Produit Intérieur Brut qui était d'environ 49% en 1980 a chuté à 38% en 1985. C'est à partir de cette date qu'elle a amorcé de nouveau un processus régulier de remontée pour atteindre le niveau de 47% en 1989. Ce qui signifie aussi que les secteurs secondaires et tertiaire n'ont pas pris de relève significative dans la formation du PIB.

Les baisses successives de la production ci-dessus évoquées au cours des deux dernières décennies ont non seulement entraîné une réduction du revenu des paysans, mais aussi un changement dans les habitudes alimentaires. Si l'on tient compte du fait que le manque de nourriture a été partout et de façon unanime reconnue par les populations comme le premier indicateur de pauvreté, il devient plus aisé de comprendre pourquoi celles-ci ont ressenti l'aggravation de leur pauvreté depuis moins de 20 ans, dans un pays où le secteur secondaire reste embryonnaire et le secteur tertiaire essentiellement composé de petits commerces

La dévaluation du franc CFA intervenue en Janvier 1994 a entraîné non seulement le renchérissement des prix des produits importés, mais aussi celui des produits locaux. Au cours des premières semaines qui ont suivi l'application de la mesure, le taux d'inflation a atteint 50% avant d'amorcer un mouvement progressif de baisse pour se situer à 35% à la fin de l'année et à 12% en 1995. Mais il s'agit là du déflateur du PIB qui cache mal des disparités au niveau des prix des produits de première nécessité.

Au niveau du monde rural, les intrants et certains matériels agricoles indispensables à l'augmentation de la production étaient devenus pratiquement inaccessibles pour une grande partie des paysans. Certes, un relèvement non négligeable du cours de la plupart des produits agricoles à l'intérieur comme à l'extérieur du pays a eu lieu. Mais pour la grande partie des paysans notamment les

⁷Par manifestations, il faut entendre les signes, les expressions, les symptômes.

plus petits producteurs (qui sont d'ailleurs les plus nombreux), cet effet n'a pas nécessairement compensé celui du renchérissement des prix des produits dont ils sont demandeurs.

En ce qui concerne le milieu urbain, l'augmentation des prix a entraîné la non satisfaction de nombreux besoins fondamentaux (nourriture, santé, habillement, logement, etc.) pour une grande partie de la population notamment les couches les plus fragiles. L'accroissement des prix des céréales, produits de base dans la consommation alimentaire, est celui qui est le plus reconnu comme principale source des difficultés de survie des ménages.

La dévaluation dont les impacts dans l'économie sont différemment ressentis au niveau macro et au niveau micro a été perçue par les populations comme une des causes de cherté de la vie, et donc une des manifestations de l'aggravation de leur pauvreté.

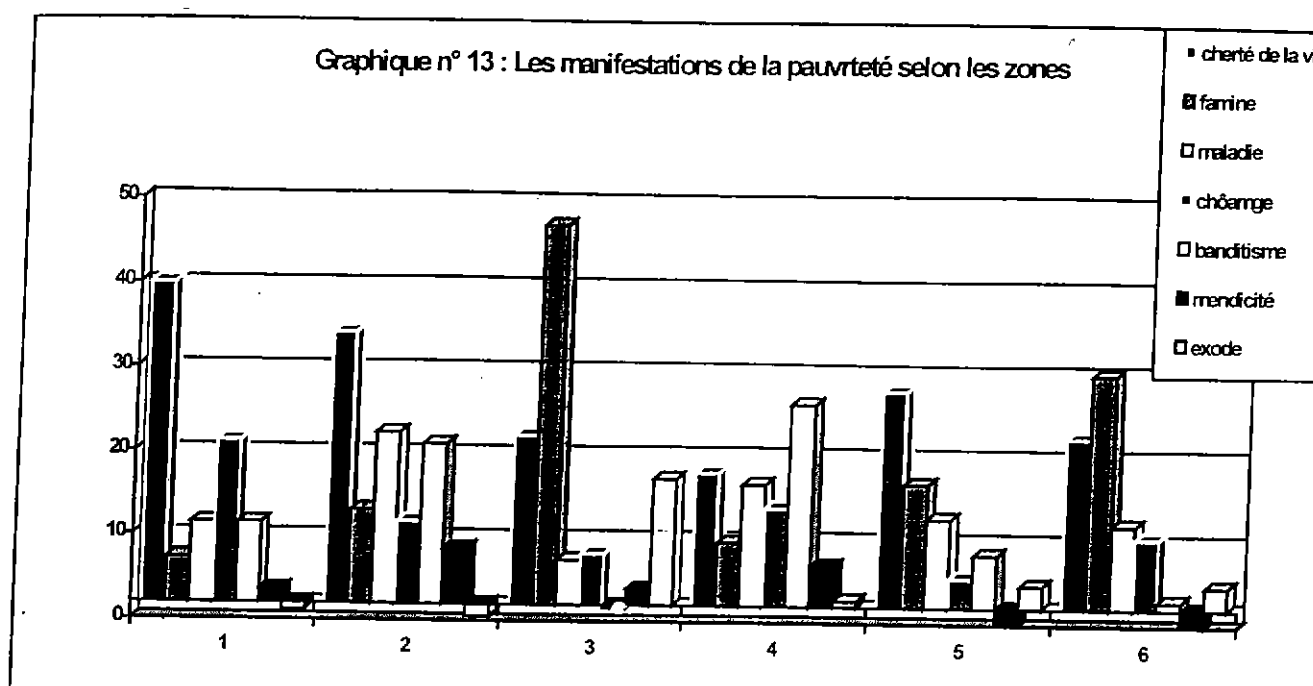
IV.5.1 LES FORMES D'EXPRESSION DE L'AGGRAVATION DE LA PAUVRETE

Les symptômes de l'aggravation de la pauvreté sont multiples et varient selon que l'on soit en milieu rural ou en milieu urbain, selon que l'on soit homme ou femme. Les principales manifestations qui ont été signalées le plus souvent sont, **la faim (manque de nourriture)** la délinquance/vol, la prostitution, **le chômage**, **l'exode**, l'individualisme, l'augmentation des mendiants, l'analphabétisme, la mésentente/divorce, la désobéissance/manque de l'autorité parentale, la maladie.

Au-delà de ce recensement, les manifestations particulières ci-dessous ont fait l'objet d'une quantification.

Tableau n° 21 : les signes de l'aggravation de la pauvreté

Signes	Bamako	A.C	R. N	R.O	R.Est	R.Sud	Total
Cherté de la vie	40. %	34.2%	21.1%	17.8%	27.8%	22.3%	29.4%
Famine	7.3%	13.2%	47.2%	9.6%	16.7%	29.9%	19.8%
Maladie	11.5%	22.4%	7.3%	16.4%	12.5%	11.9%	13.9%
Chômage	21.2%	11.8%	8.1%	13.7%	5.6%	10.4%	12.9%
Banditisme	11.5%	21%	1.6%	26%	8.3%	2.9%	12.3%
Mendicité	3.6%	8.5%	4%	6.8%	0%	0%	4.4%
exode	1.2%	0.6%	17%	2.7%	6.9%	4. %	4.7%



1 = Bamako, 2 = Autres Communes, 3 = Rural Nord, 4 = Rural Ouest, 5 = Rural Est, 6 = rural Sud

1°) La baisse du pouvoir d'achat (29.4%) a été évoquée en milieu urbain par 37.2% des chefs de ménage. Cet aspect de la pauvreté est particulièrement cité à Bamako (40.0%) et dans la zone Autres Communes (34.2%). Si en milieu rural 22% pensent que la baisse du pouvoir d'achat est une manifestation de la pauvreté, ce taux atteint 27.8% dans la zone rurale Est.

2°) la famine (19.8%) comme manifestation de la pauvreté a été soulignée avec beaucoup plus d'ampleur en milieu rural (28.9%) qu'en milieu urbain (10.1%). Ce taux est particulièrement important dans la zone rurale Nord avec 47.2% des chefs de ménage et en zone rurale Sud avec 29.9%.

3°) La morbidité, le chômage, le banditisme et la mendicité sont des manifestations beaucoup plus citées en milieu urbain qu'à la campagne avec des taux respectifs de 16.7% contre 11.3%, 16.7% contre 9.3%, 16.1% contre 8.7%, 5.6% contre 2.9%.

L'exode rural est une manifestation propre au milieu rural où 8.4% de l'échantillon l'ont cité.

IV.5.2 - ANALYSE DE CAS SPECIFIQUES DE MANIFESTATIONS

Dans l'ensemble, les résultats des données qualitatives ont donné comme principales manifestations de la pauvreté : la faim, la délinquance, la prostitution, le vol, le chômage, l'exode, la multiplication des mendiants, le manque de solidarité, la perte de l'autorité des parents (cf supra). L'enquête quantitative s'est intéressée plus particulièrement à un échantillon de 143 personnes jugées a priori victimes ou "supports" des manifestations de la pauvreté.

L'étude a poursuivi les investigations au-delà du simple discours, des perceptions en s'intéressant à la pauvreté dans sa réalité concrètement vécue. Elle s'est déroulée dans les zones Autres Communes et dans le District de Bamako. L'échantillon concerné est composé de 5 catégories de pauvres qui sont :

handicapés..... 26 soit 18,2 %;
mendiants..... 18 soit 12,6 %;
prostituées..... 71 soit 49,6 %;
délaissés..... 4 soit 2,8 %;
autres assistés..... 24 soit 16,8 %.

Les handicapés dont il est ici question sont ceux qui, du fait d'un handicap physique quelconque, ne peuvent subvenir seuls à aucun de leurs besoins et vivent en situation d'assistance. Quant aux délaissés l'on pourrait aussi les nommer abandonnés ou en situation d'abandon.

L'autocatégorisation de notre échantillon donne les proportions dans les catégories suivantes :

28,7 % malades;
22,4 % sans moyens;
15,4 % sans emploi;
14,7 % sans soutien;
18,8% de Sans réponses.

A quelques nuances près on retrouve les catégories du questionnaire principal (Cf supra).

IV.5.2.1 - CARACTERISTIQUES GENERALES :

Les 143 personnes se répartissent entre 63 hommes soit 44,1 % et 80 femmes soit 55,9 %. L'échantillon est composé à 52,4 % de célibataires à 28 % de mariés à 11,9% de divorcés et à 7,7 % de veufs. Selon l'âge l'échantillon se répartit de la façon présentée au tableau ci-après.

Tableau n°22 : Répartition des marginaux et exclus selon l'âge et la catégorie

Age Catégorie	16-20	21-25	26-30	31-35	36-40	41-45	46-50	51-55	56-60	60 <	Total
Handicapés	1	1	1	2	5	3	2	2	3	6	26
Mendiants	0	1	4	0	2	1	3	2	2	3	18
Prostituées	12	16	23	5	10	3	2	0	0	0	71
Délaissés	0	1	2	1	0	0	0	0	0	0	4
Autres	2	7	7	5	0	1	0	0	1	1	24
TOTAL	15	26	37	13	17	8	7	4	6	10	143

Le constat qui s'impose est que la prostitution sévit beaucoup dans le rang des 16 - 30 ans de notre échantillon, car elles représentent 71,8% des prostituées. Quant à la mendicité l'on peut dire simplement qu'il n'y a pas d'âge pour être mendiant. Ce sont donc d'autres facteurs qui y conduisent.

Tableau n° 23 : Répartition des marginaux et exclus selon la fréquentation de l'école, l'alphabétisation en langue nationale et la fréquentation de l'école coranique

	Fréquenté l'école		Alphabétisé en langue nationale		Fréquenté l'école coranique	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Nombre	51	92	12	131	53	90
Pourcentage	35.7	64.3	08.4	91.6	37.1	62.9

Dans l'échantillon 64,3 % n'ont pas été à l'école. Pour ceux qui y sont allés (35,7 %) le niveau d'instruction le plus élevé est le lycée (secondaire)

Par ailleurs 37,1 % sont allés à l'école coranique et 8,4% sont alphabétisés en langues nationales.

Dans l'échantillon 26,6 % sont sans qualification professionnelle. Ceux-ci sont donc défavorisés sur le marché du travail.

IV.5.2.2 - Marginaux, exclus et capital social.

Lorsque l'on parle de marginaux, nous pensons à un mode de vie que la société condamne. Les exclus, quant à eux, renvoient à l'impossibilité d'accès aux biens et services publics et à une non-participation à la vie économique de la communauté comme cela est accepté et attendu. Ce sont là tantôt des jugements de valeur tantôt des jugements moraux qui sont émis. Ce qui pose un problème d'éthique, de valeurs, et de normes sociales. Ce faisant, la notion d'exclus nécessite d'être beaucoup nuancée lorsque l'on veut opérer avec dans la société malienne.

La population de notre échantillon n'est pas dans sa totalité en rupture de ban avec la société. En effet, 43,4 % d'entre eux vivent avec des parents, 55,2 % ont des enfants et le plus étonnant est que 87 personnes soit 60,8 % de notre échantillon (considéré comme le social en difficulté) ont des personnes en charge (Cf Annexe Tableau M1). Ce qui signifie pour le moins que cette proportion assure plus ou moins bien des charges sociales. Ce faisant, la notion d'exclus mérite d'être plus nuancée lorsque l'on veut l'appliquer à la situation malienne. Ceci ne doit cependant pas non plus faire croire que le fait d'avoir un enfant assure une quelconque respectabilité sociale

Par ailleurs, lorsque ces personnes ont des difficultés qu'elles ne peuvent surmonter toutes seules, elles s'adressent à leur père et mère (19,8%), à leurs autres parents (18.5%), à leurs frères et soeurs à 17.3%, et seuls 2.5% font appel à leurs enfants (Cf Annexe, Tableau M2). Le constat que cette énumération appelle est l'importance relative du capital confiance dont sont cotés le père, la mère et les autres parents : le fait que seulement 2.5% fassent appel à leurs enfants n'indique-t-il pas

l'incapacité de ces derniers à soutenir leurs père et mère? Dans tous les cas au cours des enquêtes il a été rencontré des personnes âgées abandonnées par leurs enfants majeurs et qui ne vivent que grâce à une assistance publique que l'on pourrait qualifier abusivement d'informelle.

Au niveau de l'échantillon très peu de personnes ont fait appel à des institutions d'aide (16,11 %) et lorsque c'est le cas, ce sont surtout des ONG (10,5 %) et l'Etat (2,8%).

Au-delà des parents, 21 % sont membres d'associations et celles-ci apportent aide et solidarité selon 18,2 % de cas.

Le statut résidentiel révèle que le mode de logement privilégié est l'hébergement gratuit avec 50 % pour les handicapés, 61,1%, pour les mendiants, 25% pour les prostituées, 50% pour les délaissés et 75% pour les autres assistés. Il est également intéressant de noter que sont propriétaires de logement 19,2 % des handicapés, 11,1 % des mendiants et 7 % des prostituées (Cf Annexe, Tableau M3). Sans préjuger du type de logement et du statut de la propriété, on peut donc dire que 9,8 % de notre échantillon ne sont pas totalement exclus de l'accès au foncier urbain.

IV.5.2.3 - Marginaux/exclus et perspectives

Ils sont 68,1% à avoir travaillé selon leurs qualifications professionnelles. Actuellement, 44,4% ne travaillent plus suivant ces qualifications. Les raisons principales évoquées par la majorité d'entre eux sont: le manque de moyen, le manque de santé (maladie) et la démission.

Ceux qui travaillaient et qui ont perdu leur emploi ont principalement expliqué cet état par :

- des raisons de santé;
- la faillite;
- le manque d'équipement ;
- le manque d'emploi.

Cependant, la population de notre échantillon n'est pas dépourvue d'aspirations. Ses principaux besoins sont l'argent (22,4%), le mariage (18,3%) et l'emploi (14%). Ces besoins, comme on peut le constater s'inscrivent dans un souci d'intégration sociale à travers le mariage et l'emploi. On retrouve d'autre part ces mêmes préoccupations en terme de besoins prioritaires où l'emploi enregistre 10.2% et la recherche de conjoint 16.1% (Cf Annexe, Tableau.M4) En outre, la nourriture est citée premier besoin prioritaire (32.8 %).

V

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.

V.1 LES ACTIONS DEJA ENTREPRISES

Pour ce qui concerne les actions menées pour lutter contre la pauvreté, 36,5 % de la population enquêtée en ont connaissance (cf tableau T50 en annexe). Parmi elles, les dons viennent en tête suivis des aides et l'équipement. On note entre autres la formation, l'encadrement, la création de coopératives.

Les actions exemplaires ont lieu dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique, de l'agriculture (aménagement du terroir), du désenclavement (la construction de routes) et de l'alimentation. Elles ont été réalisées par l'Etat, les partenaires extérieurs, les villageois, sous forme d'aides et de subventions. D'une manière générale, les populations sont assez bien satisfaites des actions dans ces domaines puisqu'elles sont 67.7% à exprimer leur satisfaction.

Les actions d'urgence (secours alimentaire), au-delà de leur pertinence, reçoivent des appréciations peu favorables.

Les actions de lutte contre la pauvreté ont été appréhendées à deux niveaux: les actions ponctuelles de sauvetage de situation et les actions pérennes de développement.

- au niveau des actions ponctuelles de sauvetage de situations (actions d'urgence, aide alimentaire et soins d'urgence) à l'occasion de calamités naturelles ou d'épidémies. En pareille circonstance, les secours en vivres et en soins de santé sont les premières actions fondamentales qui ont été soulignées dans tous les sites. L'appréciation des interventions dans le cadre de ces domaines est quasi instantanée.
- au niveau des actions pérennes de développement qui, au-delà de ces actions ponctuelles ou d'urgence, s'inscrivent dans la durée, en terme de transfert de connaissances et/ou de technologies. C'est dans l'acceptation de cette autre dimension de lutte contre la pauvreté que les activités des Opérations de Développement, des ONG, des Associations ont été prises en compte à travers les programmes ou projets qu'elles exécutent dans les différentes zones. Ces partenaires au développement interviennent dans les domaines suivants:

* Santé

- . construction de centres de santé,
- . équipement de centres de santé,
- . distribution de médicaments,
- . disponibilité de médicaments à bas prix,
- . gratuité des soins de santé pour certaines catégories,
- . protection de l'enfant et de la mère,

- . vaccination,
- . hygiène-assainissement.
- . équipement de handicapés physiques (Niono)
- . conditions faciles de remboursement d'équipements fournis à crédit aux lépreux (Mahou, Bougouni)

*** Education/Formation :**

- . alphabétisation fonctionnelle,
- . construction et équipement d'écoles.

*** Sécurité alimentaire** (banques de céréales, semences)

*** Hydraulique villageoise,**

- . creusement de puits à grand diamètre,
- . réalisation de forages,
- . installation de pompes solaires,
- . installation de bornes fontaines.

*** Agriculture :**

- . aménagement du terroir,
- . construction d'ouvrages, de diguettes,
- . conservation des eaux et des sols,
- . gestion ressources naturelles,
- . crédit équipement,
- . crédit intrants,
- . semences pour le maraîchage.

*** Elevage** (banque aliment bétail, santé animale)

*** Lutte contre la désertification:**

actions de reboisement.

*** Communication:**

construction de routes

*** Aide financière::**

Epargne et crédit

V.2 - LES STRATEGIES DE LUTTE

La mise en oeuvre de ces solutions nécessite l'adoption de stratégies appropriées (Cf tableau T47 en Annexe). La stratégie étant la conduite et la réalisation, par les meilleurs moyens, d'une politique, Elle « consiste à faire concourir des moyens hétéroclites et des actions dissemblables à la réalisation d'un objectif déterminé ».

Tableau n° 24: pourcentage des chefs de ménages ayant cité les stratégies suivantes de lutte contre la pauvreté selon la zone et le sexe.

Stratégies	Bamako			Aut. Communes			Rural Nord			Rural Ouest			Rural Est			Rural Sud			Total		
	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens	M	F	Ens
Accès au crédit	11.7	11.3	11.5	07.9	07.9	07.9	10.3	10.9	10.6	17.4	00.0	16.4	31.0	14.3	27.8	21.7	04.8	16.4	15.7	09.4	13.3
Organisat.	07.8	06.5	07.3	04.8	03.4	03.9	08.8	07.3	08.1	17.4	00.0	16.4	08.6	21.4	11.1	10.9	04.8	08.9	09.6	06.1	08.3
Coopération	32.0	43.6	36.4	26.9	34.8	31.6	23.5	27.3	25.2	30.4	25.0	30.1	25.9	21.4	25.0	23.9	23.8	23.9	27.8	33.5	28.9
Création d'emploi	36.9	29.0	33.9	49.2	57.3	53.9	55.9	58.2	56.9	29.0	25.0	28.8	62.1	28.6	55.6	19.6	14.3	17.9	42.3	44.5	43.1
Equipement	02.9	01.6	02.4	09.5	00.0	03.9	05.9	01.8	04.1	13.0	00.0	12.3	19.0	21.4	19.4	17.4	04.8	13.4	10.1	02.4	07.2

M = Masculin ; F = Féminin ; Ens = Ensemble

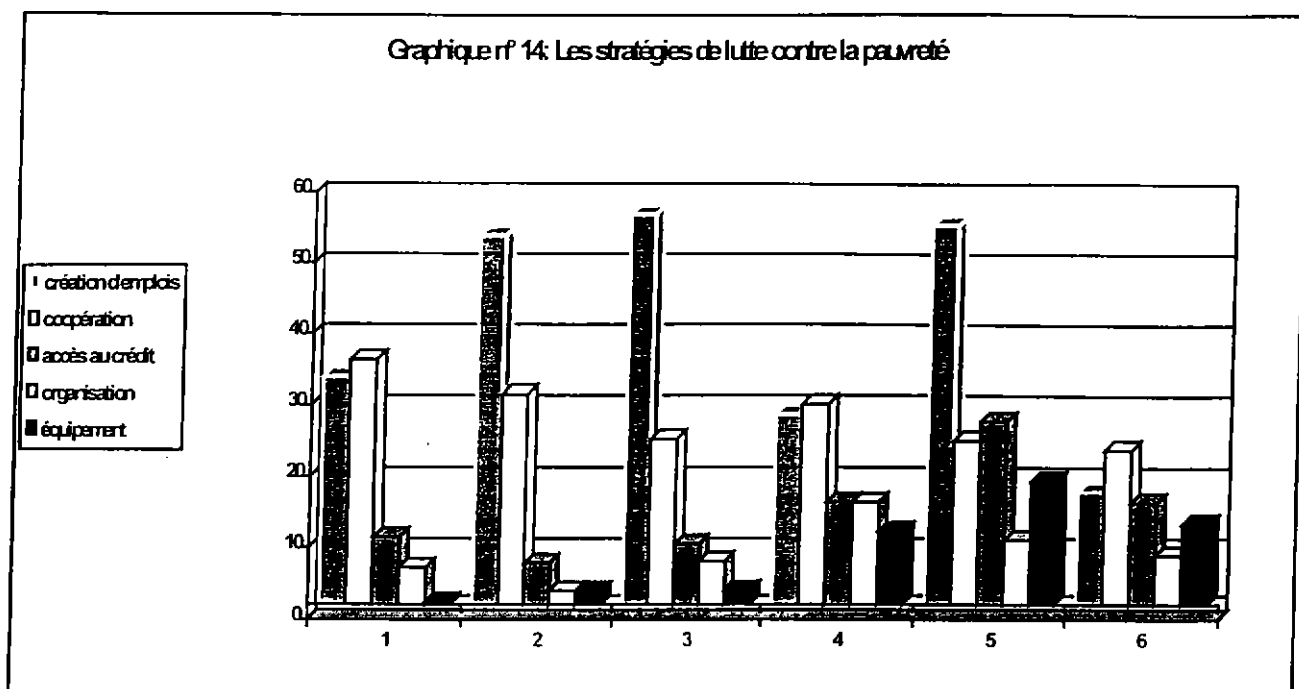
V.2.1 Création d'emplois (43.1%)

Le chômage ayant été évoqué comme l'une des causes de la pauvreté, c'est en toute logique qu'une place privilégiée soit réservée à la création d'emplois dans une perspective de lutte contre la pauvreté. Pour atténuer la pauvreté, 44.5% des femmes proposent la création d'emplois. Il s'agit avant tout d'emplois pour elles, parce que dans ce domaine, elles ne sont pas particulièrement bien servies. En outre, quand les femmes parlent d'emplois, elles pensent à leurs enfants et à leurs conjoints. Si les hommes proposent la création d'emplois à 42.3%, c'est au regard de la crise généralisée de l'emploi qui a actuellement cours dans le pays. En effet, peu d'emplois se créent et beaucoup d'emplois sont supprimés.

La création d'emplois est une stratégie presque autant évoquée en ville (43.5%) qu'à la campagne (42.7%). Toutefois, par rapport à cette question, des disparités apparaissent entre le District de Bamako (33.9) et les Autres communes (53.9%). Dans les Autres Communes, les femmes sollicitent la création d'emplois (57.3%) plus que les hommes (49.2%). Dans le District de Bamako, la tendance s'inverse mais avec moins d'ampleur, car les hommes souscrivent à cette stratégie pour 36.9% contre 29% pour les femmes. Dans les zones rurales 42.6% des femmes demandent la création d'emplois contre 42.7% des hommes.

La création d'emplois comme stratégie de lutte contre la pauvreté enregistre de fortes adhésions dans la zone rurale Est (55.6%) et la zone rurale Nord (56.9%). Dans la première zone, 28.6% des femmes évoquent cette stratégie contre 62.1% pour les hommes. Dans la seconde zone, ce rapport est de 58.2% pour les femmes et de 55.9% pour les hommes.

Le constat immédiat qui s'impose est l'option majoritaire pour la création d'emplois exprimée par les femmes, par le monde rural, dans les zones rurales Nord et Est.



1 = Bamako, 2 = Autres Communes, 3 = Rural Nord, 4 = Rural Ouest, 5 = Rural Est, 6 = rural Sud

V.2.2 Structures de crédit (13.3%)

Il s'agit de partenaires, d'institutions auprès desquels les populations souhaitent accéder à des crédits dans le cadre de la réalisation de leurs projets collectifs et/ou individuels. Sur ce registre, les hommes se sont prononcés à 15.7% pour, alors que les femmes n'y adhèrent qu'avec 9.4%.

Le milieu urbain avec 9.8% exprime moins la création de structures de crédit comme stratégie de lutte contre la pauvreté que le milieu rural (16.7%). En milieu rural, les hommes à 19.5% pensent que l'accès au crédit est une stratégie de lutte contre la pauvreté. Cette proportion est de 9.6% pour les femmes. Dans ce milieu, les hommes optent pour cette stratégie à des proportions qui diffèrent énormément d'une zone à l'autre. En effet le taux d'adhésion des hommes au sud, à l'ouest, à l'est et au nord est respectivement de 21.7%, 17.4%, 31% et 10.3%.

V.2.3 Equipement (7.2%)

Dans ce domaines les hommes (10.1%) demandent de l'équipement plus que les femmes. Par équipement, c'est surtout la notion d'équipement agricole qui a été évoquée. Aussi, ce n'est pas étonnant que le milieu rural (11%) en demande plus que le milieu urbain (3.2%).

L'équipement comme stratégie pour sortir de la pauvreté est beaucoup plus souhaité par les hommes dans la zone rurale Ouest avec 13 % et dans la zone rurale Est avec 19.0%.

V.2.4 Organisation ou création d'associations (8.3%)

C'est la nécessité de regroupement qui est ainsi exprimée. Se regrouper pour bénéficier de subventions dans la perspective de réaliser des infrastructures communes ou d'obtenir des équipements collectifs. Le besoin d'associations est moins exprimé en ville (5.7%) que dans le monde rural (10.8) où cependant il semble que la vie associative est suffisamment intense.

V.3- LES ACTIONS SECTORIELLES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Les principales causes de la pauvreté étant connues, des solutions de lutte contre le phénomène ont été proposées dans les différents sites à travers une indication des actions à mener. Ici seront donc exposées les causes de la pauvreté les plus répandues au Mali, les politiques sectorielles à adopter et les actions les mieux indiquées à entreprendre. Le tableau ci-dessous récapitule les principales causes de la pauvreté pour l'ensemble des zones selon les données fournies par la méthode participative. Il est suivi des tableaux traitant la pauvreté selon les mêmes principes pour chaque zone prise isolément.

Tableau n° 25 :Principales causes de la pauvreté au Mali et les actions sectorielles de lutte.

LES CAUSES	POLITIQUES DE LUTTE	ACTIONS DE LUTTE
Calamités Naturelles	Aménagement du territoire	-reboisement -vulgarisation des foyers améliorés -forages
Mauvaise santé	Politique de santé	- multiplication des CSCOM -rendre les DCI disponibles - diffusion des techniques modernes de planning familial.
Analphabétisme	Politique d'éducation et de Formation	-construction d'écoles et de centres d'alphabétisation et d'apprentissage. -recrutement de personnel enseignant
Chômage Inactivité temporaire	Politique d'emploi	-création d'emplois -occuper les jeunes
Enclavement	Politique de transport et de communication	-construction et entretien des routes,
Sous-équipement	Politique agricole	-accorder des crédits équipement avec plus de facilités

En outre, les différentes zones ont souhaité des actions spécifiques ci-dessous citées dans la perspective de solution des difficultés qui leur sont particulières.

Le District de Bamako

fixer et contrôler les prix;

- indexer les salaires;
- favoriser les organisations de jeunes;
- créer de centres de formation professionnelle pour les femmes;
- favoriser l'accès au crédit pour les femmes surtout;
- viabiliser les quartiers;
- faciliter l'accès aux parcelles à usage d'habitation.

La Zone Autres Communes

- fixer et contrôler les prix,
- recruter suffisamment de personnel enseignant;
- créer des centres d'apprentissage;
- développer l'énergie solaire;

La Zone Rurale Nord

- trouver des occupations pour les jeunes;
- organiser la lutte préventive contre des prédateurs;
- créer des infrastructures économiques (banques, coopératives);
- installer des unités légères de transformation des produits locaux.

La Zone Rurale Ouest

- faire des forages et des puits à grand diamètre;
- construire des digues et des retenues d'eau;
- augmenter le volume des crédits;
- mettre en place des caisses d'épargne pour les femmes.

A Djèbè, les femmes ont beaucoup insisté sur l'équipement de leur centre d'alphabétisation et la permanence d'une animatrice. Elles ont également parlé du planning familial qui pourrait bien leur éviter des problèmes de santé.

Les jeunes ont surtout évoqué le problème de scolarisation et les problèmes de santé animale.

La Zone Rurale Est

- faciliter l'accès aux terres arables;
- restaurer les terres improductives;
- créer des coopératives pour les femmes;
- vulgariser les méthodes de lutte contre l'érosion;

Les femmes ont proposé la diffusion des méthodes de contraception pour résoudre leurs problèmes de maternité rapprochée qui ruinent leur santé.

La Zone Rurale Sud

- faciliter l'accès aux terres arables;
- restaurer les terres improductives;
- faciliter l'accès aux intrants;
- encadrer encore plus les paysans;
- limiter la divagation des animaux.

V.4 LA PRISE EN CHARGE DES PAUVRES

Entre le pauvre et les autres, 43.1% de la population de l'échantillon considèrent qu'il y a une relation d'entraide et de solidarité. Les relations de dépendance ont été évoquées à 18.4%, celles de mésestimation, à 9,4%, celles de manque de considération ou non-assistance à 5.4%. (Cf Annexe Tableau T15)

Quant à leur place dans la société malienne, 52.% de nos interlocuteurs trouvent que les pauvres sont marginalisés (Cf. Annexe Tableau T41).

A propos de ce qui a été fait pour les pauvres, 21.2% le trouvent suffisant ou bénéfique contre 64.5% pour lesquels c'est insuffisant.

Tableau n ° 26 : appréciations sur ce qui a été fait pour les pauvres

ZONE	sexe	suffisant		insuffisant		NSP		TOTAL	
		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Bamako	Hommes	14	13.7	67	65.7	21	20.6	102	100
	Femmes	6	09.7	46	74.2	10	16.1	62	100
Autres communes	Hommes	18	28.6	36	57.1	9	14.3	63	100
	Femmes	8	09.0	68	76.4	13	14.6	89	100
Zone Rurale Nord	Hommes	26	38.2	37	54.4	5	07.4	68	100
	Femmes	12	21.8	31	56.4	12	21.8	55	100
Zone Rurale Ouest	Hommes	9	13.0	51	74.0	9	13.0	69	100
	Femmes	0	00.0	4	100	0	00.0	4	100
Zone Rurale Est	Hommes	13	22.4	42	72.4	3	05.2	58	100
	Femmes	7	50.0	7	50.0	0	00.0	14	100
Zone Rurale Sud	Hommes	21	45.6	20	43.5	5	10.9	46	100
	Femmes	4	19.0	11	52.4	6	28.6	21	100
TOTAL		138	21.2	420	64.5	93	14.3	651	100

Les personnes qui ont répondu à cette question trouvent que ce qui a été fait pour les pauvres est:

a) suffisant (21.2%): les hommes trouvent suffisant à 24.9% et les femmes à 15.1%. Dans le milieu urbain, l'aide est suffisante pour 14.6%, alors que le taux de satisfaction en milieu rural est de 27.5%;

b) insuffisante (64.5%): le taux d'insuffisance est de 62.3% pour les hommes et 68.2% pour les femmes. En milieu urbain ce taux est de 68.7% contre 60.6% en milieu rural.

L'on peut ainsi constater que l'insuffisance de ce qui a été fait pour les pauvres est plus ressentie au niveau des villes que des campagnes, par les femmes que les hommes.

Dans la prise en charge des pauvres, il importe de faire une distinction entre ceux qui peuvent sortir de leur pauvreté et ceux qui sont objectivement condamnés à rester éternellement pauvres. Une fois cette séparation faite, la prise en charge pourra être mieux ciblée et la participation des différents intervenants mieux déterminée.

V.4.1 Les pauvres qui ne peuvent sortir de la situation

Deux groupes de pauvres entrent dans cette catégorie(Cf Annexe Tableau T58). Il y a ceux qui, de manière absolue, ne peuvent en aucune manière sortir de leur pauvreté. Ce sont, les malades (victimes de maladies irréversibles) cités par 68.3% de l'échantillon et les personnes seules ou plutôt sans soutien (36.7%). Si le deuxième groupe constitué de chômeurs n'est pas condamné de façon absolue à demeurer pauvre, l'environnement dans lequel ses membres vivent peut les condamner à une pauvreté irréversible pour 18.1% de ceux qui se sont prononcés sur la question.

Tableau n° 27 : les catégories de pauvres qui ne peuvent s'en sortir

Catégories	Bamako	Aut.Com	R. Nord	R. Ouest	R. Est	R. Sud	Total
Malades	53.9%	75.7%	72.4%	54.8%	68.1%	82.1%	68.3%
Sans-soutien	47.3%	19.7%	41.5%	35.6%	18.1%	50.7%	36.7%
Sans-emploi	09.1%	22.4%	17.1%	8.2%	51.4%	7.5%	18.1%

Les actions à entreprendre à leur égard consistent en une prise en charge intégrale dans le domaine des soins, de l'habillement, du logement et de la nourriture. Il a même été envisagé un impôt négatif pour ce type de pauvres. Les auteurs de ces actions devraient être l'Etat selon 69.7% des opinions, les organisations caritatives (5.3%), les riches (19.7%) et les proches (29.4%). On peut dire que la prise en charge de ces catégories doit être assurée par l'Etat et par leurs proches, les organisations caritatives devant intervenir plus symboliquement.

A travers les discussions ayant porté sur la prise en charge des pauvres, c'est de la nécessité de l'organisation des interventions qu'il a été surtout question. Les partenaires, qu'ils soient locaux ou extérieurs, doivent se concerter afin de coordonner et combiner leurs actions en faveur des pauvres. Cela suppose une forte implication des bénéficiaires dans les discussions à propos des actions que chaque partenaire envisage de réaliser.

A la question de savoir qui doit faire quoi, les réponses sont restées évasives et mitigées, lorsque ce ne sont pas des « Ne Sais Pas » qui ont été enregistrés.

V.4.2 Les catégories qui peuvent s'en sortir

La population reconnaît que certaines catégories de pauvres peuvent sortir de leur situation de pauvreté.

Les sans-emploi et les démunis ont obtenu une majorité des opinions quant à leur possibilité virtuelle de s'en sortir. Peut-on dire que ce sont les moins pauvres des pauvres? En tous cas du point de vue des caractéristiques qu'on en a donné ces catégories présentent de plus grandes chances de s'en sortir.

Cependant certaines conditions sont à remplir. Ils doivent:

- 1°) avoir la volonté de s'en sortir en le manifestant par leur volonté de travailler;
- 2°) être organisés, formés, encadrés;
- 3°) accéder à l'emploi, selon leur compétence, leur souhait et leur qualification;
- 4°) avoir accès au crédit, notamment le crédit équipement.

Les pauvres ne peuvent réunir toutes ces conditions par eux-mêmes. Ils ne peuvent y parvenir qu'avec l'apport de tierces personnes, les plus diverses possibles. Ainsi, ceux qui peuvent les aider à s'en sortir figurent dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°28: les partenaires souhaités pour la prise en charge des pauvres cités selon le milieu et le sexe

Partenaires	Milieu urbain				Milieu rural				Total	
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes			
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Les riches	45	22.2	48	23.6	79	38.9	31	15.3	203	100
Les organisations caritatives	51	25.4	37	18.4	77	38.3	36	17.9	201	100
l'Etat	102	26.3	93	24.0	140	36.1	53	13.6	388	100
Les proches	34	20.2	29	17.3	77	45.8	28	16.7	168	100

Quatre partenaires doivent intervenir dans la prise en charge des pauvres qui peuvent quitter leur état de pauvreté. L'Etat avec 59.5% des opinions est le partenaire le plus attendu.

Les riches (31.1%): il s'agit des musulmans qui à la fin de chaque année donnent la zakkat à leur coreligionnaires pauvres.

Les organisations caritatives (30.8%), ce sont tous ceux qui interviennent pour soulager les souffrance humaines.

Les proches (25.8%): constitués d'amis, de voisins et de parents qui doivent être mis à contribution pour soutenir les efforts de ceux des "leurs" qui vivent dans le dénuement.

En résumé, on peut dire que peuvent s'en sortir ceux dont la situation de pauvreté n'est pas absolument liée à leur état physique, mental, intellectuel ou moral. Pour que ces personnes puissent sortir de leur état, il leur faut la volonté de travailler, s'organiser entre eux (groupe d'intérêt). Les actions de formation, d'encadrement, d'équipement et de création d'emplois devraient être prises en leur faveur et intervenir pour soutenir l'engagement des populations cibles.

CONCLUSION

Les multiples lectures faites à travers les différents niveaux d'analyse du phénomène, les divers instruments de collecte et méthodes d'approche, ont abouti à quelques nuances près à un constat présent dans tous les aspects examinés: au Mali, ou du moins pour les personnes qui ont constitué l'échantillon, la pauvreté se pense, se vit et s'exprime en termes de manque relatifs à la nourriture, à l'habillement, à la santé et au logement. L'ensemble de ces manques constitue les indicateurs qualitatifs de la pauvreté. Est donc pauvre toute personne qui ne peut ni nourrir, ni habiller, ni assurer des soins de santé, ni loger les membres de son ménage.

La pauvreté extrême, c'est le manque de nourriture. Se nourrir et nourrir les siens est la préoccupation fondamentale de tout chef de ménage. Pour les populations enquêtées la nourriture est la charpente principale par laquelle tient un ménage, une communauté. C'est le besoin prioritaire qu'il faut absolument résoudre avec satisfaction avant d'envisager quoi d'autre que ce soit. Celui qui peut satisfaire ce besoin peut être pauvre mais à un degré moindre.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté extrême sont, pour l'essentiel, composées de malades, de personnes âgées, de personnes sans-soutien, de sans-emploi. Exceptée la dernière classe de pauvres, les autres entrent dans la catégorie des **indigents**, des **dèsèbagatow** (ceux qui sont au bout du rouleau).

L'état de santé des malades maintient ces derniers dans la pauvreté, si en amont ils ont vécu dans la précarité ou dans la pauvreté.

La pauvreté des personnes âgées et des personnes sans-soutien pose le problème de la solidarité, de l'efficacité des systèmes de sécurité sociale (non-contractuels mais plutôt moraux) existants.

Les catégories ci-dessus citées sont condamnées à une pauvreté permanente. Ceux qui appartiennent à ces catégories se retrouvent très souvent au bord des routes, sur les places publiques, à l'entrée des lieux de culte, dans l'attente d'un geste charitable.

Les **sans emploi**: cette nouvelle catégorie de pauvres, est constituée de jeunes pour la plupart et auxquels se pose un problème de participation active à la vie de la communauté. Les sans-emploi possèdent, avec d'autres catégories de pauvres de la structure socio-économique, en l'occurrence les **démunis** et ou les **kolibagatow**, les **tèkèlankolow**, les potentialités de changer de statut, de connaître un sort meilleur, si leur "environnement" devient plus favorable. Cependant, si l'existence de conditions favorables est une condition nécessaire, elle n'est pas suffisante. En effet, il faut en outre la volonté de mieux vivre qui doit être traduite en actes, en travaillant et en s'organisant afin de s'éloigner de la précarité.

Les conditions qui favorisent et amplifient la pauvreté sont la sécheresse (calamités naturelles), la maladie, le chômage, les désolidarités, l'insuffisance de revenu, le sous-équipement, l'enclavement.

La sécheresse comme cause de pauvreté a été évoquée partout. Sa part dans la pauvreté au Mali reste difficile à quantifier. Pour les paysans, elle a entraîné les mauvaises récoltes pendant plusieurs années de suite, elle a décimé le bétail, engendré la famine et précipité la majorité des ruraux dans l'extrême pauvreté. En ville, elle a posé le problème d'accès aux céréales à un moindre coût (question de pouvoir d'achat ou d'insuffisance des revenus).

La maladie est omniprésente, en ville aussi bien qu'en campagne, pour la simple raison que la majorité de la population de l'échantillon identifiée sur place est composée, de chefs de ménage connaissant de sérieux problèmes de santé.

Le manque d'emploi est un problème urbain. En milieu rural, il se manifeste sous forme de manque d'occupation à plein temps. En ville comme en campagne, il est un problème auquel est confrontée la jeunesse.

La difficulté d'accès au crédit est un obstacle que les femmes évoquent plus que les hommes.

L'enclavement, le manque d'équipement et d'infrastructures sont des handicaps du monde rural.

La pauvreté individuelle pour 33.4% des pauvres de l'échantillon est imputable à la sécheresse, suivie de la retraite vieillesse pour 24.8%, puis la maladie pour 23.8%, de la perte de soutien pour 19.9%, (de la perte d'emploi pour 10.4% en milieu urbain).

Le constat de l'importance de plus en plus grandissante du nombre de pauvres a été signalé partout à l'exception de quatre (4) sites situés dans des zones différentes. Les manifestations les plus évidentes sont la délinquance, la prostitution, la multiplication des voleurs, des mendiants. Les catégories qui ont fait l'objet d'investigations plus poussées ont posé le problème de la pertinence de la classification (exclus/marginaux) avec laquelle on opère généralement pour rendre compte de leur situation. Le constat a été fait que ces exclus ou marginaux ne le sont pas tout à fait et que des nuances doivent être faites chaque fois que l'on en parle. En effet, certains vivent avec des parents, ont des enfants, 60% ont des personnes en charge. Ils sont exclus d'un point de vue économique, pour leurs activités (sources de revenus) qui sont plus ou moins condamnées par la société. Ils sont marginalisés du fait du mode de vie qu'ils mènent et la place qu'ils tiennent dans le processus des solidarités sociales et de leur non-appartenance à des espaces de solidarité plus larges que le cadre familial.

Le processus de paupérisation remonte à la sécheresse de 1973 qui a entraîné la pauvreté des sols (faiblesse de la productivité). Elle s'est accentuée avec la dévaluation en 1994 et la rébellion pour ceux qui vivent dans le septentrion malien.

La sécheresse (réduction des productions), et la dévaluation (réduction du pouvoir d'achat) sont les repères d'une pauvreté collective ou communautaire. Les

balises des pauvretés individuelles ne sont accessibles qu'à travers des histoires de vie, des monographies individuelles qui permettent de remonter les itinéraires de paupérisation, d'identifier les moments significatifs de la "chute" et de comprendre, en fin de compte, comment une pauvreté peut s'installer. Les cas classiques évoquent un cumul de pertes telles que perte de force, abandon de parents, perte de conjoint, perte d'équipement.

Quand bien même dans ses relations avec les autres, le pauvre n'est pas rejeté, ce qui est fait pour lui reçoit des appréciations diverses qui sont fonction de l'action et de la manière dont celle-ci est mise en oeuvre. En outre, il ne se sent pas impliqué, responsabilisé dans tout ce qui le touche.

D'une manière générale, les actions d'urgence ne sont pas toujours bien appréciées du fait des désordres qui les entourent en ce qui concerne les bénéficiaires. La précipitation dans laquelle se déroulent ses interventions ne permet pas une préparation minutieuse. Ce faisant, une partie importante des actions passe à côté des groupes cibles. Par contre les actions de développement, parce que s'inscrivant dans la durée, et dans la lutte pour le bien être des populations sont très bien appréciées. Elles sont bien appréciées parce qu'elles visent à mettre les bénéficiaires à l'abri de la précarité dans laquelle vit une part importante des non pauvres.

RECOMMANDATIONS.

1) Repérer les pauvres

Dans un contexte de pauvreté généralisée, la première action à entreprendre est d'établir une **carte de la pauvreté** au Mali. Il s'agira d'identifier

- a) les communes les plus pauvres du pays;
- b) les villages les plus pauvres de ces communes;
- c) les ménages les plus pauvres de ces villages. Pour ce faire, dans chaque village, il faudra procéder à une **catégorisation socio-économique** à l'aide d'une méthode participative.

Pour chaque ménage pauvre retenu, une **fiche d'identification** devra être établie sur laquelle devront figurer, outre les noms et prénoms du chef de ménage, ses capacités physiques et intellectuelles, son capital social, ses rapports aux objets et moyens de travail, ce qu'il peut et souhaite faire. Des activités précises devront être identifiées en fonction des potentialités et possibilités réelles que le village peut offrir. Il s'agit là d'une approche micro.

2) Organiser les pauvres par la création ou le renforcement d'espaces de solidarité collective.

La présente étude a révélé que bien que les pauvres ne soient pas complètement marginalisés, ils sont, par rapport au reste de la populations, peu impliqués dans la vie associative. Organiser pour être moins solitaires, pour être une force sociale, pour que les membres soient des jigiw (soutien, assurance) les uns pour les autres. Ce faisant ils seront des interlocuteurs directs des partenaires qui s'intéressent à leur sort. Il s'agit là d'une approche méso et participative.

3) Entreprendre avec et pour les pauvres des activités appropriées identifiées.

Il va s'agir pour un départ d'arrêter avec eux:

- les activités qui peuvent leur permettre de prendre leur destin en main;
- les diverses conditions de réalisation de ces activités. Il s'agit ici d'une approche plutôt participative qui part du principe cardinal d'humilité dans toute proposition de solution

4) Agir à plusieurs

Il a été établi que pour la prise en charge des pauvres il est souhaitable de se mettre à plusieurs (proches, riches, associations caritatives, Etat) et ce, à plusieurs niveaux et de manière différenciée selon qu'il s'agit de pauvres qui peuvent prendre leur destin en main ou de ceux dont il faut assurer une charge intégrale ou partielle. Il s'agit ici d'une approche plutôt associative.

5) Agir dans le domaine alimentaire.

Aménagement de terroir

La première cause de pauvreté étant les calamités naturelles et surtout, la sécheresse, pour pallier le manque ou l'insuffisance d'eau il faut envisager des micro aménagements agro-pastoraux (retenues d'eau, forages, puits à grand diamètre etc..)

Bien que les bénéficiaires de ces ouvrages ne se réduisent pas uniquement aux pauvres ceux-ci devraient, en plus de ces aménagement, bénéficier de facilités particulières en ce qui concerne l'accès à l'équipement, aux intrants et autres. En concertation avec les autorités locales, une priorité devrait être accordée aux femmes. Au préalable le statut de l'espace aménagé devrait être défini une fois pour toutes ainsi que les conditions faciles d'accès.

Créer des banques de céréales.

Les très pauvres étant particulièrement nombreux, des banques de céréales leur offrant un accès à des conditions concessionnelles (même si elles doivent être subventionnées) devraient être créées. Les villageois ou habitants du quartier participeraient activement pour déterminer les conditions d'accès et les avantages personnalisés qui s'attachent aux catégories très pauvres.

6) Agir dans le domaine de la santé.

Entreprendre avec les autorités sanitaires des discussions pour permettre aux pauvres d'accéder aux prestations de service sans « ticket d'entrée » et de bénéficier de la gratuité des médicaments essentiels et dans leur présentation générique.

7) Agir dans le domaine de la formation

Donner aux pauvres les capacités intellectuelles de maîtriser leur avenir. Cela ne peut se faire que par l'éducation ou plutôt par la formation. Il s'agit dans le cas présent de former les gens pour exercer avec le maximum de savoir-faire possible l'activité principale qui leur permet de gagner leur vie.

Ainsi, les actions prioritaires de lutte contre la pauvreté doivent s'inscrire dans la durée dans le cadre d'objectifs (programmes) de développement. Dans cette perspective, les actions urgentes doivent être entreprises dans les domaines ci dessus cités mais ceux de l'accès au crédit et de l'emploi doivent recevoir une grande priorité.

Ces actions ne sauraient être du seul ressort de l'Etat et des partenaires extérieurs au développement. Pour être efficaces et durables, elles exigent l'engagement aussi des communautés (village, quartier), des familles (parents), des amis. Le combat contre la pauvreté doit être multiforme, collectif, c'est-à-dire avec la participation concertée à tous les niveaux.

TABLE DES TABLEAUX

N°	Titre	P
1	Perceptions (en %) des chefs de ménage selon la zone et le sexe	16
2	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la pauvreté comme manque de nourriture selon la zone et le sexe	17
3	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la pauvreté comme mauvaise sante selon la zone et le sexe	19
4	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la pauvreté comme manque d'habillement selon la zone et le sexe	20
5	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la pauvreté comme manque de soutien selon la zone et le sexe	21
6	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la pauvreté comme manque de logement selon la zone et le sexe	22
7	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la pauvreté comme manque d'équipement selon la zone et le sexe	22
8	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la pauvreté comme manque d'emploi selon la zone et le sexe	23
9	Classement des pauvres en catégories (en %)s chefs de ménage selon la zone et le sexe	24
10	Distribution des pauvres selon l'âge	29
11	Les causes de la pauvreté selon la zone et le sexe des chefs de ménage	31
12	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu les calamités naturelles comme cause de la pauvreté	33
13	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la maladie comme cause de la pauvreté	35
14	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu les désolidarités comme cause de la pauvreté	37
15	Les types de rapports que le pauvre entretien avec les autres selon la zone	38
16	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu le sous équipement comme cause de la pauvreté	40
17	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu le chômage comme cause de la pauvreté	41
18	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu l'insuffisance des revenus comme cause de la pauvreté	43
19	Pourcentage des chefs de ménage ayant perçu la mauvaise gestion comme cause de la pauvreté	44
20	Les causes de pauvreté individuelle	44
21	Les signes de l'aggravation de la pauvreté	53
22	Repartition des marginaux selon l'âge et la catégorie	54
23	Repartition des marginaux selon le type d'instruction	56
24	Pourcentage des stratégies citées par les chefs de ménage selon la zone et le sexe	60
25	Principales causes de la pauvret au Mali et les actions sectorielles de lutte	63
26	Appréciation des actions faites pour les pauvres	65

27	Les catégories de pauvres qui ne peuvent s'en sortir	66
28	Les partenaires souhaités pour la prise en charge cités selon le milieu et le sexe	67

TABLE DES GRAPHIQUES

N°	TITRE	P
1	Niveaux des différentes perceptions de la pauvreté	17
2	Pourcentage des CM ayant perçu la pauvreté comme manque de nourriture selon le sexe	18
3	Pourcentage des CM ayant perçu la pauvreté comme mauvaise santé selon le sexe	20
4	Importance des différentes catégories de pauvres évoquées	24
5	Les causes de la pauvreté selon leur importance pour le milieu rural	32
6	Les causes de la pauvreté selon leur importance dans le milieu urbain	32
7	Importance des différentes cause de la pauvreté	33
8	Pourcentage des CM ayant perçu les calamités naturelles comme cause de la pauvreté selon le sexe	35
9	Pourcentage des CM ayant perçu la maladie comme cause de la pauvreté selon le sexe	36
10	Pourcentage des CM ayant perçu les désolidarités comme cause de la pauvreté selon le sexe	37
11	Pourcentage des CM ayant perçu le sous-équipement comme cause de la pauvreté selon le sexe	41
12	Pourcentage des CM ayant perçu le chômage comme cause de la pauvreté selon le sexe	42
13	Les manifestations de la pauvreté selon le sexe	54
14	Les stratégies de lutte contre la pauvreté	61

Liste des abréviations

AFVP	Association Francaise des Volontaires du Progrès
APE	Association des Parents d'Elèves
ARU	Association Reveil Union
CMDT	Compagnie Malienne Des Textiles
CRES	Centre Régional de l'Energie Solaire
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
DCI	Dénomination Commune Internationale
DNSI	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
DP	Diagnostic Participatif
EBC	Enquête Budget Consommation
EMCES	Enquête Malienne de Conjoncture Economique et Sociale
FED	Fond Européen de Développement
GIE	Groupe d'Interêt Economique
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
OHVN	Office de la Haute Vallée du Niger
PEV	Programme Elargi de Vaccination

ANNEXES

TABLEAUX

Tableau T1: Répartition de l'échantillon par zone et par sexe

Zone	Masculin		Féminin		Ensemble Zone	
	Nombre	% ligne	Nombre	% ligne	Nombre	% ligne
Bamako	103	62.4%	62	37.6%	165	100.0%
Autres Communes	63	41.4%	89	58.6%	152	100.0%
Rural Nord	68	55.3%	55	44.7%	123	100.0%
Rural Ouest	69	94.5%	4	5.5%	73	100.0%
Rural Est	58	80.6%	14	19.4%	72	100.0%
Rural Sud -	46	68.7%	21	31.3%	67	100.0%
Total	407	62.4%	245	37.6%	652	100.0%

Tableau T2: Répartition de l'échantillon par milieu et par sexe

Milieu	Masculin		Féminin		Ensemble Milieu	
	Nombre	% ligne	Nombre	% ligne	Nombre	% ligne
Milieu Urbain	166	52.4%	151	47.6%	317	100.0%
Milieu Rural	241	71.9%	94	28.1%	335	100.0%
Total	407	62.4%	245	37.6%	652	100.0%

Tableau T3: Répartition de l'échantillon selon l'âge et les niveaux de pauvreté

Classe de pauvreté	15 - 39		40 - 59		60 et plus		Ensemble	
	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne
Très pauvres	58	48.7%	184	60.9%	171	74.0%	413	63.3%
Pauvres	38	31.9%	90	29.8%	48	20.8%	176	27.0%
Non pauvres	23	19.3%	28	9.3%	12	5.2%	63	9.7%
Total	119	100.0%	302	100.0%	231	100.0%	652	100.0%

Tableau T4: Répartition de l'échantillon selon le statut matrimonial et les niveaux de pauvreté

Classe de pauvreté	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Ensemble	
	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne
Célibataire	9	2.2%	8	4.5%	3	4.8%	20	3.1%
Marié	262	63.4%	135	76.7%	48	76.2%	445	68.3%
Veuf/Veuve	130	31.5%	27	15.3%	8	12.7%	165	25.3%
Divorcé	12	2.9%	6	3.4%	4	6.3%	22	3.4%
Total	413	100.0%	176	100.0%	63	100.0%	652	100.0%

Profession	Bamako													
	Très pauvres			Pauvres			Autres		Autres Communes					
									Très pauvres		Pauvres		Autres	
	Nombre	% colonne		Nombre	% colonne		Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne
Paysan	24	14.5%	4	2.4%	1	.6%	16	10.5%	11	7.2%	2	1.3%		
Ménagère	19	11.5%	4	2.4%	2	1.2%	25	16.4%	23	15.1%	6	3.9%		
Commerçant	16	9.7%	6	3.6%	1	.6%	18	11.8%	2	1.3%	1	.7%		
Mécanicien/Réparateur	10	6.1%	3	1.8%	3	1.8%	4	2.6%	3	2.0%	2	1.3%		
Fonctionnaire	15	9.1%	4	2.4%	1	.6%	7	4.6%	6	3.9%	2	1.3%		
Artiste	2	1.2%	1	.6%	1	.6%	1	.7%	1	.7%				
Restaurateur			1	.6%	1	.6%	2	1.3%	3	2.0%				
Ouvrier	18	10.9%	4	2.4%	3	1.8%	6	3.9%	5	3.3%				
Artisan	9	5.5%	3	1.8%	2	1.2%	2	1.3%	3	2.0%				
Sans profession	6	3.6%	2	1.2%										
Autres	5	3.0%	1	.6%			1	.7%	1	.7%	1	.7%		
Total	124	75.2%	33	20.0%	8	4.8%	82	53.9%	58	38.2%	12	7.9%		

Tableau T5: Répartition des ménages selon la profession
la zone et le niveau de pauvreté

la zone et le niveau de pauvreté

Profession	Rural Nord												Rural Ouest					
	Très pauvres			Pauvres			Autres			Très pauvres			Pauvres			Autres		
	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne		
Paysan	36	29.3%	9	7.3%	3	2.4%	28	38.4%	27	37.0%	12	16.4%						
Ménagère	35	28.5%	6	4.9%	2	1.6%	2	2.7%										
Commerçant	3	2.4%																
Mécanicien/Réparateur	1	.8%																
Fonctionnaire	2	1.6%																
Artiste																		
Restaurateur	2	1.6%			1	.8%												
Ouvrier	6	4.9%	1	.8%														
Artisan	8	6.5%	1	.8%	2	1.6%												
Sans profession	4	3.3%																
Autres	1	.8%																
Total	98	79.7%	17	13.8%	8	6.5%	30	41.1%	28	38.4%	15	20.5%						

(à suivre)

Profession	Rural Est										Rural Sud										Ensemble	
	Très pauvres				Pauvres			Autres			Très pauvres				Pauvres			Autres			Nombre	% colonne
	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne	Nombre	% colonne						
Paysan	32	44.4%	18	25.0%	8	11.1%	18	26.9%	16	23.9%	4	6.0%	269	41.3%								
Ménagère	10	13.9%	1	1.4%	1	1.4%	11	16.4%	1	1.5%	3	4.5%	151	23.2%								
Commerçant																						
Mécanicien/Réparateur																						
Fonctionnaire																						
Artiste					1	1.4%	1	1.5%	1	1.5%			49	7.5%								
Restaurateur											1	1.5%	23	3.5%								
Ouvrier													42	6.4%								
Artisan													5	.8%								
Sans profession			1	1.4%			2	3.0%					12	1.8%								
Autres							1	1.5%	1	1.5%	1	1.5%	43	6.6%								
							4	6.0%					35	5.4%								
Total	42	58.3%	20	27.8%	10	13.9%	37	55.2%	20	29.9%	10	14.9%	652	100.0%								

Tableau T6: Répartition des ménages selon la profession
le sexe et le niveau de pauvreté

Profession	Masculin										Féminin										Ensemble			
	Très pauvres			Pauvres			Autres				Très pauvres			Pauvres			Autres							
	Nombre	% colonne	%	Nombre	% colonne	%	Nombre	% colonne	%	Nombre	% colonne	%	Nombre	% colonne	%	Nombre	% colonne	%	Nombre	% colonne	%	Nombre	% colonne	%
Paysan	140	34.4%		80	19.7%		30	7.4%		14	5.7%		5	2.0%		14	5.7%		269	41.3%				
Ménagère	10	2.5%		3	.7%		2	.5%		102	41.6%		35	14.3%		14	5.7%		151	23.2%				
Commerçant	16	3.9%		7	1.7%					27	11.0%		6	2.4%		1	.4%		49	7.5%				
Mécanicien/Réparateur	20	4.9%		7	1.7%		7	1.7%											23	3.5%				
Fonctionnaire	2	.5%		1	.2%					4	1.6%		3	1.2%		1	.4%		42	6.4%				
Artiste	3	.7%		2	.5%		2	.5%		1	.4%		1	.4%					5	.8%				
Restaurateur	28	6.9%		10	2.5%		2	.5%		3	1.2%		2	.8%					12	1.8%				
Ouvrier	15	3.7%		8	2.0%		2	.5%		3	1.2%		2	.8%					43	6.6%				
Artisan	3	.7%		1	.2%		2	.5%		8	3.3%		1	.4%					35	5.4%				
Sans profession	4	1.0%		1	.2%		1	.2%		7	2.9%		1	.4%					12	1.8%				
Autres										3	1.2%		1	.4%		1	.4%		11	1.7%				
Total	241	59.2%		120	29.5%		46	11.3%		172	70.2%		56	22.9%		17	6.9%		652	100.0%				

	Bamako				Autres Communes				Rural Nord				Rural Ouest				Rural Est				Rural Sud				Ensemble	
	Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Manque de nourriture	48	65%	26	35%	40	42%	56	58%	35	51%	33	49%	56	97%	23	4.4%	42	82%	9	18%	32	63%	19	37%	398	100%
Manque de santé	36	71%	15	29%	21	45%	26	55%	16	80%	4	20%	20	95%	1	4.8%	18	86%	3	14%	8	67%	4	33%	172	100%
Manque de soutien	6	22%	21	78%	4	25%	12	75%	5	20%	20	80%	10	100%			9	90%	1	10%	13	65%	7	35%	108	100%
Manque d'habillement	18	72%	7	28%	16	41%	23	59%	8	53%	7	47%	21	95%	1	4.5%	21	81%	5	19%	4	33%	8	67%	139	100%
Manque de logement	17	68%	8	32%	12	38%	20	63%	7	50%	7	50%	7	88%	1	13%	14	88%	2	13%	1	50%	4	100%	99	100%
Manque d'emploi	19	79%	5	21%	3	33%	6	67%	6	67%	3	33%	2	67%	1	33%	1	50%	1	50%	10	91%	1	9.1%	47	100%
Manque d'équipement	1	100%			7	39%	11	61%	5	83%	1	17%	15	94%		6.3%	11	92%	1	8.3%					64	100%

Tableau T8: Catégorisation de la pauvreté selon la zone et le sexe du CM

Catégories	Bamako				Autres Communes				Rural Nord				Rural Ouest				Rural Est				Rural Sud				Ensemble	
	Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Démunis Indigents Malade Sans travail Sans soutien Handicapé Sans parents Sans enfants	17	63%	10	37%	48	41%	68	59%	39	42%	35	90%	4	10%	46	87%	7	13%	18	75%	6	25%	351	100%		
	20	67%	10	33%	42	40%	64	60%	41	46%	31	89%	4	11%	48	81%	11	19%	17	74%	6	26%	343	100%		
	25	69%	11	31%	49	47%	56	53%	35	43%	43	91%	4	8.5%	35	76%	11	24%	22	81%	5	19%	343	100%		
	16	59%	11	41%	33	43%	43	57%	42	58%	30	42%	19	83%	4	17%	34	87%	5	13%	3	75%	241	100%		
	16	57%	12	43%	35	40%	52	60%	24	36%	39	91%	4	9.3%	41	89%	5	11%	2	67%	1	33%	274	100%		
	9	53%	8	47%	32	41%	47	59%	22	37%	40	91%	4	9.1%	40	89%	5	11%	4	80%	1	20%	250	100%		
	3	36%	5	63%	18	50%	18	50%	38	66%	20	34%	14	82%	3	18%	16	94%	1	5.9%	7	78%	136	100%		
	3	33%	6	67%	16	42%	22	58%	19	35%	17	85%	3	15%	28	88%	4	13%	7	78%	2	22%	163	100%		

Tableau T9: Causes de la pauvreté citées selon la zone et le sexe du CM

Causes	Banako				Autres Communes				Rural Nord				Rural Ouest				Rural Est				Rural Sud				Ensemble	
	Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Calamité naturelle	23	70%	10	30%	29	47%	33	53%	35	51%	33	49%	41	91%	4	9%	47	80%	12	20%	15	83%	3	17%	285	100%
Insuffisance revenu	24	51%	23	49%	12	41%	17	59%	12	43%	16	57%	6	100%			2	67%	1	33%	6	60%	4	40%	123	100%
Mauvaise gestion	19	76%	6	24%	17	61%	11	39%	13	87%	2	13%	17	100%			5	63%	3	37%	9	82%	2	18%	104	100%
Maladie	36	63%	21	37%	22	34%	43	66%	29	63%	17	37%	25	96%	1	4%	40	87%	6	13%	17	55%	14	45%	271	100%
Thômage	56	72%	22	28%	28	47%	31	53%	18	60%	12	40%	8	89%	1	11%	7	100%	4	45%	17	81%	4	19%	204	100%
Manque de soutien	12	36%	21	64%	6	21%	23	79%	11	38%	18	62%	9	90%	1	10%	5	55%	4	45%	17	63%	10	37%	137	100%
Manque d'équipement	3	75%	1	25%	7	44%	9	56%	7	70%	3	30%	18	100%	1	20%	7	78%	2	22%	8	73%	3	27%	68	100%
Autres	8	50%	8	50%	4	44%	5	56%	5	71%	2	29%	4	80%	1	20%	1	100%			3	75%	1	25%	42	100%

Besoins	Banako				Autres Communes				Rural Nord				Rural Ouest				Rural Est				Rural Sud				Ensemble	
	Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Nourriture	102	62%	62	38%	63	41%	89	59%	68	55%	55	45%	69	95%	4	5.5%	58	81%	14	19%	46	69%	21	31%	651	100%
Habillage	67	63%	40	37%	55	44%	70	56%	57	66%	30	34%	51	93%	4	7.3%	49	78%	14	22%	33	65%	18	35%	488	100%
Santé	61	62%	37	38%	48	44%	60	56%	43	80%	11	20%	51	93%	4	7.3%	34	76%	11	24%	33	72%	13	28%	406	100%
Logement	38	75%	13	25%	40	43%	54	57%	40	63%	24	38%	30	91%	3	9.1%	36	73%	13	27%	13	62%	8	38%	312	100%
Education	11	50%	11	50%	22	55%	18	45%	13	93%	1	7.1%	6	75%	2	25%	18	95%	1	5.3%	7	78%	2	22%	112	100%
Impôts	1	50%	1	50%			3	100%	6	86%	1	14%	3	100%			7	88%	1	13%	1	50%	1	50%	25	100%
Autres	1	100%																						1	100%	

Tableau T11: Niveau de pauvreté selon la zone et le sexe

Zone	Très pauvres						Pauvres						Ensemble Zone	
	Masculin			Féminin			Masculin			Féminin			Nombre	% colonne
	Nombre	% colonne		Nombre	% colonne		Nombre	% colonne		Nombre	% colonne			
Banako	78	18.9%		46	11.1%		20	11.4%		13	7.4%		157	26.7%
Autres Communes	32	7.7%		50	12.1%		26	14.8%		32	18.2%		140	23.8%
Rural Nord	51	12.3%		47	11.4%		11	6.3%		6	3.4%		115	19.5%
Rural Ouest	27	6.5%		3	.7%		27	15.3%		1	.6%		58	9.8%
Rural Est	31	7.5%		11	2.7%		18	10.2%		2	1.1%		62	10.5%
Rural Sud	22	5.3%		15	3.6%		18	10.2%		2	1.1%		57	9.7%
Total	241	58.4%		172	41.6%		120	68.2%		56	31.8%		589	100.0%

Tableau T11 bis: Niveau de pauvreté selon la zone et le sexe

Zone	Très pauvres						Pauvres						Ensemble Zone	
	Masculin			Féminin			Masculin			Féminin			Nombre	% ligne
	Nombre	% Ligne	%	Nombre	% ligne	%	Nombre	% Ligne	%	Nombre	% ligne	%		
Banako	78	49.7%		46	29.3%		20	12.7%		13	8.3%		157	100.0%
Autres Communes	32	22.9%		50	35.7%		26	18.6%		32	22.9%		140	100.0%
Rural Nord	51	44.3%		47	40.9%		11	9.6%		6	5.2%		115	100.0%
Rural Ouest	27	46.6%		3	5.2%		27	46.6%		1	1.7%		58	100.0%
Rural Est	31	50.0%		11	17.7%		18	29.0%		2	3.2%		62	100.0%
Rural Sud	22	38.6%		15	26.3%		18	31.6%		2	3.5%		57	100.0%
Total	241	40.9%		172	29.2%		120	20.4%		56	9.5%		589	100.0%

	Bamako			Autres Communes			Rural Nord			Rural Ouest			Rural Est			Rural Sud			Ensemble					
	Masculin		Féminin	Masculin		Féminin	Masculin		Féminin	Masculin		Féminin	Masculin		Féminin	Masculin		Féminin	Nbre	%				
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%						
Moins d'un an	3	1.8%	3	1.8%	20	13%	4	2.6%	2	1.6%	2	2.7%	2	2.7%	3	4.2%	2	3.0%	1	1.5%	20	3.1%		
	43	26%	23	14%	20	13%	42	28%	13	11%	33	45%	23	32%	23	32%	24	36%	16	24%	258	40%		
	28	17%	21	13%	23	15%	28	18%	19	15%	13	11%	19	26%	21	29%	15	22%	2	3.0%	194	30%		
	10	6.1%	4	2.4%	10	6.6%	7	4.6%	10	8.1%	6	4.9%	8	11%	1	1.4%	1	1.4%	2	3.0%	59	9.0%		
	8	4.8%	8	4.8%	4	2.6%	6	3.9%	4	3.3%	2	2.7%	6	8.3%	2	2.8%	1	1.5%	1	1.5%	50	7.7%		
	3	1.8%	1	.6%	3	2.0%	1	.7%	18	15%	9	7.3%	2	2.7%	1	1.4%	1	1.5%	1	1.5%	40	6.1%		
26 et plus	8	4.8%	2	1.2%	3	2.0%	1	.7%	2	1.6%	4	3.3%	3	4.1%	3	4.2%	3	4.2%	1	1.5%	31	4.8%		
Total	103	62%	62	38%	63	41%	89	59%	68	55%	55	45%	69	95%	58	81%	14	19%	46	69%	21	31%	652	100%

Tableau T13: Origines de la non satisfaction des charges selon le sexe du CM et la zone.

Origine	Bamako				Autres Communes				Rural Nord				Rural Ouest				Rural Est				Rural Sud				Total	
	Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Handicap	5	71%	2	29%	11	55%	1	100%	3	100%	2	100%			1	50%	1	50%	1	50%	1	50%	17	100%		
Perte emploi	11	85%	2	15%	8	42%	9	45%	1	17%	7	100%			1	100%			3	75%	1	25%	44	100%		
Faillite	4	50%	4	50%	2	100%	11	58%	2	17%	2	100%			3	75%			1	50%	1	50%	48	100%		
Déclassement	2	100%							3	75%	2	100%														
Maladie	21	72%	8	28%	11	29%	27	71%	14	44%	5	71%	2	29%	6	33%	7	50%	1	100%			11	100%		
Perte soutien	7	21%	26	79%	12	28%	31	72%	21	78%	8	89%	1	11%	3	43%	3	27%	7	50%	8	73%	138	100%		
Retraite/Vieillesse	31	74%	11	26%	10	29%	24	71%	9	35%	17	65%	1	13%	5	15%	12	63%	7	37%	12	63%	130	100%		
Sécheresse	5	83%	1	17%	16	46%	19	54%	30	100%	30	100%			51	91%	5	8.9%	13	93%	7	37%	162	100%		
Autres	28	74%	10	26%	27	59%	19	41%	15	45%	17	100%			26	81%	6	19%	9	75%	3	25%	218	100%		
																							178	100%		

Origine	Milieu Urbain				Milieu Rural				Total origine	
	Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Handicap	5	63%	3	38%	4	44%	5	56%	17	100%
Perte emploi	22	67%	11	33%	9	82%	2	18%	44	100%
Faillite	12	44%	15	56%	18	86%	3	14%	48	100%
Déclassement	4	100%			4	57%	3	43%	11	100%
Maladie	32	48%	35	52%	42	59%	29	41%	138	100%
Perte soutien	19	25%	57	75%	21	39%	33	61%	130	100%
Retraite/Vieillesse	41	54%	35	46%	56	65%	30	35%	162	100%
Sécheresse	21	51%	20	49%	141	80%	36	20%	218	100%
Autres	55	65%	29	35%	70	74%	24	26%	178	100%

Tableau T15: Types de rapports que le pauvre entretient avec les autres cités selon la zone et la classe de pauvreté

Type de rapport	Bamako						Autres Communes						Rural Nord					
	Très pauvres		Pauvres		Autres		Très pauvres		Pauvres		Autres		Très pauvres		Pauvres		Autres	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Entre aide	18	11%	2	1.2%	2	1.2%	9	5.9%	15	9.9%	5	3.3%	8	6.5%	3	2.4%	2	1.6%
Rejet	8	4.8%	8	4.8%	1	.6%	7	4.6%	2	1.3%			13	11%			2	1.6%
Solidarité	38	23%	14	8.5%	2	1.2%	11	7.2%	9	5.9%	1	.7%	27	22%	5	4.1%	2	1.6%
Dépendance	15	9.1%	2	1.2%	3	1.8%	24	16%	17	11%	2	1.3%	21	17%	5	4.1%	1	.8%
Mésentente	16	9.7%	2	1.2%			9	5.9%	3	2.0%			13	11%	2	1.6%	1	.8%
Manque de considération	8	4.8%	1	.6%			6	3.9%			1	.7%	10	8.1%				
Non assistance	6	3.6%	1	.6%			4	2.6%	2	1.3%	2	1.3%	3	2.4%	1	.8%		
Méfiance	8	4.8%	1	.6%			5	3.3%	7	4.6%	1	.7%	1	.8%	1	.8%		
Autres	7	4.2%	2	1.2%			7	4.6%	3	2.0%			2	1.6%				
Total	124	75%	33	20%	8	4.8%	82	54%	58	38%	12	7.9%	98	80%	17	14%	8	6.5%

Type de rapport	Rural Ouest						Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Autres		Très pauvres		Pauvres		Autres		Très pauvres		Pauvres		Autres		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Entre aide Rejet Solidarité Dépendance Mésentente Manque de considération Non assistance Méfiance Autres Total	6	8.2%	3	4.1%	4	5.5%	12	17%	9	13%	6	8.3%	11	16%	7	10%	4	6.0%	126	19%
	2	2.7%	4	5.5%			3	4.2%			1	1.4%	8	12%					59	9.0%
	7	9.6%	12	16%	8	11%	2	2.8%	2	2.8%			9	13%	4	6.0%	2	3.0%	155	24%
	2	2.7%	1	1.4%			14	19%	7	9.7%	3	4.2%	3	4.5%					120	18%
	2	2.7%	2	2.7%	2	2.7%	5	6.9%	1	1.4%			1	1.5%	1	1.5%	2	3.0%	61	9.4%
			1	1.4%			3	4.2%	1	1.4%			3	4.5%	5	7.5%	1	1.5%	35	5.4%
			4	5.5%	1	1.4%	2	2.8%					2	3.0%	1	1.5%			40	6.1%
							1	1.4%	1	1.4%					2	3.0%	1	1.5%	28	4.3%
																			28	4.3%
		30	41%	28	38%	15	21%	42	58%	20	28%	10	14%	37	55%	20	30%	10	15%	652

Tableau T16: Types de rapports que le pauvre entretient avec les autres cités selon la classe de pauvreté et le sexe

Type de rapport	Très pauvres						Pauvres						Autres						Ensemble	
	Masculin			Féminin			Masculin			Féminin			Masculin			Féminin			Nbre	%
	Nbre	%	%	Nbre	%	%	Nbre	%	%	Nbre	%	%	Nbre	%	%	Nbre	%			
Entre aide	41	9.9%		23	5.6%		31	18%		8	4.5%		19	30%		4	6.3%		126	19%
Rejet	29	7.0%		12	2.9%		12	6.8%		2	1.1%		4	6.3%		4	6.3%		59	9.0%
Solidarité	58	14%		36	8.7%		33	19%		13	7.4%		11	17%		4	6.3%		155	24%
Dépendance	36	8.7%		43	10%		13	7.4%		19	11%		6	9.5%		3	4.8%		120	18%
Mésentente	24	5.8%		22	5.3%		4	2.3%		6	3.4%		4	6.3%		1	1.6%		61	9.4%
Manque de considération	17	4.1%		13	3.1%		3	1.7%		1	0.6%		1	1.6%		1	1.6%		35	5.4%
Non assistance	11	2.7%		13	3.1%		12	6.8%		3	1.7%		1	1.6%		2	3.2%		40	6.1%
Méfiance	12	2.9%		4	1.0%		7	4.0%		3	1.7%		1	1.6%		2	3.2%		28	4.3%
Autres	13	3.1%		6	1.5%		5	2.8%		4	2.3%								28	4.3%
Total	241	58%		172	42%		120	68%		56	32%		46	73%		17	27%		652	100%

Qui	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest										
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres				
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%			
Père et Mère Germain Enfants Conjoint Autres apparentés	26	84%		5	16%					11	48%		8	35%		4	17%		14	82%		2	12%		5	56%		4	44%
	10	83%		2	17%					7	47%		8	53%					16	73%		5	23%		5	33%		6	40%
	25	71%		9	26%		1	2.9%		15	45%		17	52%		1	3.0%		17	85%		3	15%		6	35%		8	47%
	3	60%		1	20%		1	20%		7	64%		4	36%					4	100%		5	11%		13	43%		9	30%
	31	78%		7	18%		2	5.0%		33	58%		18	32%		6	11%		38	81%		5	29%		1	100%		1	100%
Autorités Aucune personne Soi même	2	40%		2	40%		1	20%		3	75%		1	25%					1	50%		4	100%		4	100%		4	100%
	16	80%		3	15%		1	5.0%		6	100%		2	67%		1	33%		4	100%		2	29%		1	14%		1	100%
	11	73%		2	13%		2	13%																					

(à suivre)

Tableau T17: Sur qui compter en cas de difficulté citée selon la zone et le niveau de pauvreté

Qui	Rural Est						Rural Sud						Ensemble					
	Très pauvres			Pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres		
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%	
Père et Mère	8	67%		3	25%		1	11%		6	67%		2	22%		101	100%	
Germain	6	55%		5	45%		1	20%		1	20%		3	60%		80	100%	
Enfants	22	63%		8	23%		10	63%		5	31%		1	6.3%		156	100%	
Conjoint	5	42%		4	33%		24	69%		7	20%		4	11%		20	100%	
Autres apparentés	1	100%					1	100%		1	100%					221	100%	
Autorisés																13	100%	
Aucune personne																31	100%	
Soi même																28	100%	

Qui	Masculin						Féminin						Ensemble	
	Très pauvres			Pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres	
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%
Père et Mère	41	62%	21	32%	4	6.1%	24	69%	7	20%	4	11%	101	100%
Germain	25	48%	20	38%	7	13%	20	71%	7	25%	1	3.6%	80	100%
Enfants	51	57%	28	31%	10	11%	44	66%	22	33%	1	1.5%	156	100%
Conjoint	3	75%	1	25%			11	69%	4	25%	1	6.3%	20	100%
Autres	90	61%	39	26%	19	13%	54	74%	11	15%	8	11%	221	100%
apparentés	5	50%	3	30%	2	20%	2	67%	1	33%	1	7.1%	13	100%
Autorités	16	94%	1	5.9%	6	30%	6	75%	1	13%	1	13%	31	100%
Aucune personne	10	50%											28	100%
Soi même														

Tableau T19: Sur quoi compter en cas de difficulté citée selon la zone et le niveau de pauvreté

Banako	Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest									
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres					
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
sens travail leu de autorités anté autres	32	70%	12	26%	2	4.3%	19	53%	12	33%	5	14%	32	71%	10	22%	3	6.7%	18	38%	11	23%
	58	75%	14	18%	5	6.5%	34	43%	38	48%	7	8.9%	46	88%	2	3.8%	4	7.7%	11	42%	12	46%
	17	94%	1	5.6%			12	80%	3	20%	1	25%	3	75%	1	25%	1	10%	3	75%	1	25%
	5	63%	2	25%	1	13%	3	75%	1	25%			7	70%	2	20%					1	50%
	13	76%	4	24%			1	100%					4	100%								
	4	80%	1	20%			13	72%	5	28%			5	71%	2	29%						
	11	85%	2	15%																		

Tableau T19: Sur quoi compter en cas de difficulté citée selon la zone et le niveau de pauvreté

Qui	Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres			Pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres	
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%
Parents	9	75%	2	17%	1	8.3%	9	43%	8	38%	4	19%	207	100%
Travail	26	49%	18	34%	9	17%	16	62%	8	31%	2	7.7%	313	100%
Leu	1	100%					10	83%	2	17%	2	67%	54	100%
de	1	100%					1	33%	1	100%	1	100%	28	100%
Autorités	1	50%	1	50%			1	100%	1	100%	1	100%	22	100%
Anté	4	100%							1	33%	2	67%	10	100%
Autres													45	100%

... cite selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Quoi	Masculin						Féminin						Ensemble							
	Très pauvres			pauvres			Non pauvres			Très pauvres			pauvres			Non pauvres				
			%			%			%			%			%			%		
	Nbre			Nbre			Nbre			Nbre			Nbre			Nbre				
Biens	77	52%		51	34%		21	14%		42	72%		11	19%		5	8.6%		207	100%
Travail	108	57%		59	31%		22	12%		83	67%		33	27%		8	6.5%		313	100%
Dieu	27	82%		6	18%					19	90%		2	9.15%					54	100%
Aide	10	59%		4	24%		3	18%		7	64%		2	18%		2	18%		28	100%
Autorités	14	82%		3	18%					4	80%		1	20%					22	100%
Santé	3	50%		3	50%					4	100%								10	100%
Autres	14	88%		2	13%					19	66%		8	28%		2	6.9%		45	100%

Tableau T21: Type d'assistance reçue dans les groupes organisés
cité selon la zone et le niveau de pauvreté

Type d'assistance	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest					
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Pret de crédit	4	100%																						
Matériel	1	100%																						
Aide	34	76%	8	18%	3	6.7%	2	40%	2	100%	2	40%	2	40%	6	75%	1	13%	1	13%	8	47%	7	41%
Finances	6	86%			1	14%	21	53%	16	40%	3	7.5%	25	78%	1	50%	1	50%	4	13%	1	10%	4	40%
Autres	6	60%	3	30%	1	10%	3	60%	5	100%	3	7.5%	1	50%	3	67%	1	50%	3	13%	15	37%	16	39%
									2	40%			2	67%	2	67%	1	33%	1	33%	1	33%	2	67%
				</																				

(à suivre)

Tableau T21: Type d'assistance reçue dans les groupes organisés
cité selon la zone et le niveau de pauvreté

Type d'assistance	Rural Est								Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Nbre	%		
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%						
Prestoi de crédit	3	43%	4	57%												
Matériel							1	25%	1	25%	1	100%	39	100%		
Aide	9	35%	11	42%	6	23%	10	37%	12	44%	5	19%	22	100%		
Finances	2	50%			2	50%			2	50%	2	50%	21	100%		
Autres	1	50%	1	50%									25	100%		
													23	100%		

Type d'assistance	Masculin						Féminin						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Octroi de crédit	16	57%	9	32%	3	11%	5	45%	5	45%	1	9.1%	39	100%
Matériel	6	29%	7	33%	8	38%					1	100%	22	100%
Aide	87	51%	59	35%	25	15%	27	68%	7	18%	6	15%	211	100%
Finances	7	41%	6	35%	4	24%	3	38%	3	38%	2	25%	25	100%
Autres	9	53%	5	29%	3	18%	4	67%	2	33%			23	100%

Tableau T23: Nature de l'aide reçue des frères au cours des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

Nature	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest									
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		
Céréale	7	58%		3	25%	2	17%		9	64%		4	29%		1	7.1%		12	86%		1	7.1%		7	44%		2	13%
Argent	5	83%		1	50%	1	17%		4	40%		5	50%		1	10%		12	71%		3	18%		2	25%		6	75%
Habillement						1	50%		2	25%		4	50%		2	25%		10	83%		1	8.3%		1	33%		2	67%
Autres	1	100%							1	50%								3	100%					2	100%			

(à suivre)

Tableau T23: Nature de l'aide reçue des frères au cours des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

Nature	Rural Est						Rural Sud						Ensemble		
	Très pauvres			Pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%	
Céréale	4	100%					3	75%		1	25%		64	100%	
Argent	2	67%		1	33%							2	100%	46	100%
Habillement	1	100%					1	50%				1	50%	28	100%
Autres	1	33%		2	67%							2	100%	13	100%

Nature	Masculin				Féminin				Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Céréale	19	56%	11	32%	4	12%	23	77%	2	6.7%
Argent	13	46%	6	21%	9	32%	10	56%	3	17%
Habillement	5	38%	4	31%	4	31%	9	60%	3	20%
Autres	5	56%	2	22%	2	22%	3	75%	1	25%
									13	100%

Tableau T25: Nature de l'aide donnée aux frères au cours des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

Nature	Bamako												Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres					
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%			
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%				
Céréale	8	80%		2	20%					10	63%	5	31%	1	6.3%	10	71%													
	13	57%	4	17%		12	52%	9	39%	2	8.7%	8	80%	3	30%	4	100%													
	6	46%		7	54%		1	10%	6	60%	3	30%	4	100%	2	67%	1	33%	4	29%	2	20%	3	38%	2	25%				
Habillement	5	100%				2	67%	1	33%							2	67%	1	33%											
Autres																														

Tableau T25: Nature de l'aide donnée aux frères au cours des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

(à suivre)

Nature	Rural Est						Rural Sud						Ensemble					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%	
Céréale Argent Habillement Autres	2	33%		2	33%		2	33%		1	50%		1	50%		56	100%	
	1	50%		1	50%		1	50%		1	17%		4	67%		76	100%	
																28	100%	
	1	33%		2	67%					1	50%					16	100%	

Nature	Masculin				Féminin				Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Céréale	28	60%	11	23%	8	17%	2	22%	1	11%
Argent	30	48%	21	33%	12	19%	5	38%	1	7.7%
Habillement	7	50%	6	43%	1	17.1%	4	29%	2	14%
Autres	9	64%	4	29%	1	17.1%	2	100%		
									16	100%

Tableau T27: Nature de l'aide reçue des sœurs au cours des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

Nature	Autres Communes										Rural Nord						Rural Ouest						Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Ensemble	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Céréale	6	86%	1	14%	3	75%	1	25%			8	80%	2	20%	1	25%	2	100%	2	100%	2	100%	2	100%	2	100%	2	100%	2	100%	2	100%	2	100%	28	100%
Argent	7	88%	1	13%	2	33%	3	50%	1	17%	5	63%	3	38%	3	40%	1	100%	3	100%	3	100%	1	33%	1	100%	1	100%	1	100%	1	100%	1	100%	30	100%
Habillement	4	100%			2	25%	3	38%	3	38%	6	86%	1	14%	2	40%	2	100%	2	100%	2	100%	1	33%	1	100%	1	100%	1	100%	1	100%	1	100%	27	100%
Autres	1	100%					1	100%																									4	100%		

Tableau T28: Nature de l'aide reçue des sœurs au cours des 12 derniers mois selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Nature	Masculin				Féminin				Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Céréale	11	69%	3	19%	10	83%	2	17%		
Argent	12	50%	8	33%	4	67%	2	33%		
Habillement	11	73%	2	13%	4	33%	4	33%	4	33%
Autres	3	100%					1	100%		
									28	100%
									30	100%
									27	100%
									4	100%

Nature	Bamako									Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%	
Céréale Argent Habillement Autres	11	69%	5	31%	10	59%	4	24%	3	18%	18	82%	2	9.1%	2	9.1%	2	9.1%	3	30%	4	40%	3	30%	5	83%	
	10	56%	5	28%	3	17%	6	55%	3	27%	1	50%	5	71%	2	29%	1	50%	1	17%							
	11	55%	8	40%	8	44%	9	50%	1	5.6%																	
	1	100%																									

(à suivre)

Tableau T29: Nature de l'aide donnée aux sœurs au cours des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

Nature	Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres	
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%
Céréale	5	50%	4	40%	1	10%	3	50%	2	33%	1	17%	81	100%
Argent			1	100%					3	100%			40	100%
Habillement					1	100%					1	100%	47	100%
Autres													5	100%

Tableau T30: Nature de l'aide donnée aux sœurs au cours des 12 derniers mois selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Nature	Masculin						Féminin						Ensemble	
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres	
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%
Céréale	35	59%	16	27%	8	14%	15	68%	5	23%	2	9.1%	81	100%
Argent	11	35%	10	32%	10	32%	3	33%	4	44%	2	22%	40	100%
Habillement	16	64%	8	32%	1	4.0%	8	36%	12	55%	2	9.1%	47	100%
Autres	1	50%	1	50%			1	33%	1	33%	1	33%	5	100%

Nature	Bamako												Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres					
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%			
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Céréale	21	88%	2	8.3%	1	4.2%	9	60%	6	40%			16	76%	3	14%	2	9.5%	2	67%										
Argent	20	67%	7	23%	3	10%	11	55%	6	30%	3	15%	8	57%	5	36%	1	7.1%	3	38%										
Habillement	7	78%	2	22%			8	73%	2	18%	1	9.1%	4	67%	1	17%	1	17%												
Autres	1	33%	2	67%									1	33%	2	67%														

(à suivre)

Tableau T31: Nature de l'aide reçue d'autres personnes au cours des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

Nature	Rural Est						Rural Sud						Ensemble		
	Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
Céréale	6	100%					10	77%	1	7.7%	2	15%	82	100%	
Argent	6	60%	3	30%	1	10%	3	50%	2	33%	1	17%	88	100%	
Habillement	1	100%					1	50%	1	50%	1	50%	30	100%	
Autres	1	50%					1	100%					9	100%	

Tableau T32: Nature de l'aide reçue d'autres personnes au cours des 12 derniers mois selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Nature	Masculin						Féminin						Ensemble	
	Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres	
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%
Céréale	25	71%	7	20%	3	8.6%	39	83%	5	11%	3	6.4%	82	100%
Argent	27	49%	20	36%	8	15%	24	73%	5	15%	4	12%	88	100%
Habillement	5	71%	2	29%			16	70%	4	17%	3	13%	30	100%
Autres	3	60%	2	40%			1	25%	3	75%			9	100%

des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

Nature	Banako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest					
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Céréale	21	88%	2	8.3%	1	4.2%			9	60%	6	40%			16	76%	3	14%	2	9.5%				
Argent	20	67%	7	23%	3	10%			11	55%	6	30%	3	15%	8	57%	5	36%			2	25%	1	33%
Habillage	7	78%	2	22%					8	73%	2	18%	1	9.1%	4	67%	1	17%	3	38%	2	25%	3	38%
Autres	1	33%	2	67%											1	33%	2	67%	1	17%	1	100%		

(à suivre)

Tableau T31: Nature de l'aide reçue d'autres personnes au cours des 12 derniers mois selon la zone et le niveau de pauvreté

Nature	Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Céréale Argent Habillement Autres	6	100%					10	77%	1	7.7%	2	15%	82	100%
	6	60%	3	30%	1	10%	3	50%	2	33%	1	17%	88	100%
	1	100%					1	50%	1	50%	1	50%	30	100%
	1	50%	1	50%			1	100%					9	100%

Tableau T32: Nature de l'aide reçue d'autres personnes au cours des 12 derniers mois selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Nature	Masculin						Féminin						Ensemble					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%
Céréale Argent Habille ment Autres	25	71%	7	20%	3	8,6%	39	83%	5	11%	3	6,4%	82	100%				
	27	49%	20	36%	8	15%	24	73%	5	15%	4	12%	88	100%				
	5	71%	2	25%			16	70%	4	17%	3	13%	30	100%				
	3	60%	2	40%			1	25%	3	75%			9	100%				

Obstacles	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest					
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Manque de matériel	14	67%	7	33%			21	36%	31	53%	6	10%	38	78%	7	14%	4	8.2%	20	41%	21	43%	8	16%
Manque de fonds	53	76%	14	20%	3	4.3%	37	59%	23	37%	3	4.8%	31	82%	4	11%	3	7.9%	15	58%	6	23%	5	19%
Calamités naturelles	9	90%	1	10%			6	60%	4	40%			26	70%	8	22%	3	8.1%	6	32%	8	42%	5	26%
Maladie	12	75%	4	25%			10	63%	6	38%			16	89%			2	11%	3	75%			1	25%
Autres	13	68%	4	21%	2	11%	4	67%	1	17%	1	17%												

(à suivre)

Tableau T35: Obstacles au développement des activités citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Obstacles	Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Nbre	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Manque de matériel	28	52%	17	31%	9	17%	15	47%	13	41%	4	13%	263	100%
Manque de fonds	6	50%	4	33%	2	17%	10	56%	7	39%	1	5.6%	227	100%
Calamités naturelles	11	50%	6	27%	5	23%	7	47%	4	27%	4	27%	113	100%
Maladie	7	64%	4	36%			3	60%	1	20%	1	20%	70	100%
Autres	1	50%	1	50%			2	100%					31	100%

Tableau T36: Obstacles au développement des activités citées selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Obstacles	Masculin						Féminin						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Nbre	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Manque de matériel	115	53%	75	35%	27	12%	21	46%	21	46%	4	8.7%	263	100%
Manque de fonds	73	63%	31	27%	11	9.6%	27	71%	27	71%	6	15.4%	227	100%
Calamités naturelles	52	55%	26	28%	16	17%	13	68%	5	26%	1	5.3%	113	100%
Maladie	21	62%	9	26%	4	12%	30	83%	6	17%			70	100%
Autres	8	80%	1	10%	1	10%	14	67%	5	24%	2	9.5%	31	100%

Obligation	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest					
	Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres		
	Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %		
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%	
Mariage	30	81%	6	16%	1	2.7%	18	62%	9	31%	2	6.9%	23	82%	2	7.1%	3	11%	5	56%	3	33%	1	11%
Baptême	27	82%	6	18%			14	74%	5	26%			25	93%		2	7.4%		1	25%	3	75%		
Maladie	5	71%	2	29%			2	40%	3	60%								1	100%					
Décès	10	83%	2	17%			5	63%	3	38%			4	80%		1	20%		1	50%	1	50%	1	100%
Solidarité	6	75%	2	25%			4	57%	3	43%			5	100%				1	100%					
Autres événements	7	88%	1	13%			5	83%	1	17%			13	81%		2	13%	1	6.3%	1	100%	1	50%	

(à suivre)

Tableau T37: Obligations sociales non honorées vis à vis des parents citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Obligation	Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres			Nbre %	
	Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %	
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%
Mariage	2	50%	1	25%	1	25%	1	100%					108	100%
Baptême	3	75%			1	25%		1	100%				88	100%
Maladie								2	50%	2	50%		18	100%
Décès	3	75%		1	25%			1	33%				34	100%
Solidarité	3	100%					5	83%		1	17%		31	100%
Autres événements	1	100%					1	33%		2	67%		35	100%

Tableau T38: Obligations sociales non honorées vis à vis des parents citées selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Obligation	Masculin						Féminin						Ensemble	
	Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres			Nbre %	
	Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %			Nbre %	
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%
Mariage	34	69%	12	24%			45	76%	9	15%	5	8.5%	108	100%
Baptême	33	77%	10	23%			38	84%	6	13%	1	2.2%	88	100%
Maladie	5	38%	6	46%			2	15%	1	20%			18	100%
Décès	12	71%	5	29%			13	76%	3	18%	1	5.9%	34	100%
Solidarité	20	80%	4	16%			1	4.0%	4	67%	2	33%	31	100%
Autres événements	16	73%	4	18%			12	92%			1	7.7%	35	100%

	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest									
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Enfants de moins de 15 ans et Mère seule	9	90%	1	10%	10	53%	8	42%	1	5.3%	12	67%	5	28%	1	5.6%	4	31%	7	54%	2	15%	7	54%	2	15%	7	54%
	47	75%	12	19%	42	61%	25	36%	2	2.9%	56	82%	7	10%	5	7.4%	17	49%	12	34%	6	17%	12	34%	6	17%	12	34%
	14	70%	5	25%	12	52%	9	39%	2	8.7%	13	76%	3	18%	1	5.9%	2	67%	1	33%	2	67%	1	33%	2	67%	1	33%
	1	100%							1	100%	3	75%	1	25%	1	100%	4	100%	4	100%	3	43%	1	100%	3	43%	1	100%
	5	83%			3	30%	5	50%	2	20%	4	100%	1	5.9%	2	15.9%	1	5.9%	2	29%	1	14%	1	100%	1	14%	1	100%
	41	73%	13	23%	15	50%	12	40%	3	10%	15	88%	1	5.9%	3	15.9%	1	5.9%	2	29%	1	14%	3	38%	1	14%	3	38%
	7	78%	2	22%	3	75%			1	25%	1	50%			1	50%			3	38%	2	25%	3	38%	2	25%	3	38%

(à suivre)

Tableau T39: A qui s'adresser en cas de besoins non satisfaits cités selon la zone et le niveau de pauvreté

	Rural Est						Rural Sud						Ensemble					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Enfants de moins de 15 ans et Mère seule	6	38%	6	38%	5	56%	2	22%	2	22%	2	22%	2	22%	85	100%	2	22%
	22	65%	7	21%	26	58%	13	29%	6	13%	6	13%	6	13%	314	100%	6	13%
	11	65%	5	29%	1	5,9%	2	50%	1	50%	1	50%	1	50%	84	100%	1	50%
	2	67%	1	33%			1	50%			1	50%			18	100%		
	1	100%													22	100%		
	4	57%	3	43%	4	44%	3	33%	2	22%	2	22%	2	22%	126	100%	2	22%
Ensemble															23	100%		

cités selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Oui	Masculin						Féminin						Ensemble	
	Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres			Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Germain	26	47%	22	40%	7	13%	20	67%	7	23%	3	10%	85	100%
Proches	133	62%	58	27%	23	11%	77	77%	18	18%	5	5.0%	314	100%
Enfants	20	51%	14	36%	5	13%	32	71%	12	27%	1	2.2%	84	100%
Père et Mère	9	60%	6	40%			1	33%			2	67%	18	100%
Conjoint	7	70%	1	10%	2	20%	6	50%	5	42%	1	8.3%	22	100%
Personne	44	62%	20	28%	7	9.9%	37	67%	13	24%	5	9.1%	126	100%
Autres	8	50%	4	25%	4	25%	6	86%	1	14%			23	100%

Tableau T41: Les pauvres sont-ils marginalisé répondu selon la zone et le sexe du CM

Zone	Oui		Non		Ensemble	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Baniako	85	52%	80	48%	165	100%
Autres Communes	93	61%	59	39%	152	100%
Rural Nord	65	53%	58	47%	123	100%
Rural Ouest	25	34%	48	66%	73	100%
Rural Est	43	60%	29	40%	72	100%
Rural Sud	30	45%	37	55%	67	100%
Total	341	52%	311	48%	652	100%

Tableau T42: Existence de plus de pauvres maintenant selon le milieu et le sexe du CM

Sexe	Milieu Urbain						Milieu Rural				Ensemble		
	Oui		Non		Ne sais pas		Oui		Non		Nbre	%	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%			
Masculin	155	49%	10	3.2%				185	55%	56	17%	406	62%
Féminin	140	44%	8	2.5%	3	.9%		79	24%	15	4.5%	245	38%
Total	295	93%	18	5.7%	3	.9%		264	79%	71	21%	651	100%

Tableau T47: Méthodes de lutte contre le phénomène de pauvreté citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Méthode	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest								
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%	
Accès au crédit Organisation Coopération Création d'emploi Equipement	14	74%	3	16%	2	11%	4	33%	8	67%	13	100%	2	33%	2	33%	2	20%	1	10%	8	67%	3	25%	1	8.3%	
	10	83%	1	8.3%	1	8.3%	2	33%	2	33%	7	70%	4	8.3%	2	6.5%	2	6.5%	2	6.5%	3	25%	4	33%	5	42%	
	47	78%	9	15%	4	6.7%	28	58%	16	33%	4	8.3%	27	87%	6	7.3%	11	16%	5	7.1%	8	36%	11	50%	3	14%	
	39	70%	16	29%	1	1.8%	40	49%	36	44%	6	7.3%	54	77%	1	17%	3	60%	7	16%	8	38%	7	33%	6	29%	
	3	75%	1	25%			3	50%	2	33%	2	40%	3	17%	2	40%	3	60%	3	7.1%	3	33%	4	44%	2	22%	

(à suivre)

Tableau T47: Méthodes de lutte contre le phénomène de pauvreté citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Méthode	Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres	
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%
Accès au crédit	8	40%	10	50%	2	10%	6	55%	3	27%	2	18%	87	100%
Organisation	3	38%	2	25%	3	38%	2	33%	2	33%	2	33%	54	100%
Coopération	11	61%	4	22%	3	17%	8	50%	5	31%	3	19%	195	100%
Création d'emploi	23	58%	10	25%	7	18%	10	83%	2	17%	2	22%	281	100%
Equipement	10	71%	3	21%	1	7.1%	4	44%	3	33%	2	22%	47	100%

Tableau T48: Méthodes de lutte contre le phénomène de pauvreté citées selon la zone et le sexe du CM

Méthode	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest						Rural Est						Rural sud						Ensemble	
	Masculin			Féminin			Masculin			Féminin			Masculin			Féminin			Masculin			Féminin			Masculin			Féminin										
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%						
Accès au crédit Organisation Coopération Création d'emploi Equipement	12	63%	7	37%	5	42%	7	58%	3	50%	6	46%	12	100%	12	100%	18	90%	2	10%	2	10%	10	91%	1	9.1%	87	100%	1	17%	54	100%						
	8	67%	4	33%	3	50%	3	50%	4	40%	4	40%	12	100%	12	100%	5	63%	3	38%	3	38%	5	83%	1	17%	54	100%	1	17%	54	100%						
	33	55%	27	45%	17	35%	31	65%	16	52%	15	48%	21	95%	21	95%	15	83%	3	17%	3	17%	11	69%	5	31%	195	100%	5	31%	195	100%						
	38	68%	18	32%	31	38%	51	62%	38	54%	32	46%	20	95%	20	95%	36	90%	4	10%	4	10%	9	75%	3	25%	281	100%	3	25%	281	100%						
	3	75%	1	25%	6	100%			4	80%	1	20%	9	100%	9	100%	11	79%	3	21%	3	21%	8	89%	1	11%	47	100%	1	11%	47	100%						

Tableau 152: Actions exemplaires de lutte contre la pauvreté citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Action	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest								
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
Don	17	71%	5	21%	2	8.3%	14	50%	12	43%	2	7.1%	27	84%	3	9.4%	2	6.3%	2	33%	2	33%	2	33%	2	33%	
Aménagement	3	43%	3	43%	1	14%	4	80%	1	20%			9	82%	1	9.1%	1	9.1%			2	50%	2	50%	2	50%	
Aide	12	80%	2	13%	1	6.7%	4	57%	3	43%			15	71%	3	14%	3	14%			4	50%	2	25%	2	25%	
Formation	1	100%					3	100%																			
Autres	1	100%							1	100%																	

(à suivre)

Tableau 152: Actions exemplaires de lutte contre la pauvreté citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Action	Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Don	15	63%	7	29%	2	8.3%	14	56%	6	24%	5	20%	139	100%
Aménagement	1	50%			1	50%	1	50%	1	50%			31	100%
Aide	3	100%					3	38%	4	50%	1	13%	62	100%
Formation													4	100%
Autres													2	100%

Tableau 153: Actions exemplaires de lutte contre la pauvreté citées selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Action	Masculin						Féminin						Ensemble					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Don	57	60%	29	31%	9	9.5%	32	73%	6	14%	6	14%	139	100%				
Aménagement	14	56%	6	24%	5	20%	4	67%	2	33%	2	33%	31	100%				
Aide	28	58%	13	27%	7	15%	13	93%	1	7.1%	1	7.1%	62	100%				
Formation	3	100%					1	100%					4	100%				
Autres	1	50%	1	50%									2	100%				

Tableau T54: Conditions pour que certaines catégories puissent sortir de leur situation citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Condition	Bamako						Autres Communes						Rural Nord						Rural Ouest									
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			
	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	Nbre		%	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Aide	64	77%	14	17%	5	6.0%	45	52%	37	43%	4	4.7%	53	80%	9	14%	4	6.1%	17	38%	11	24%	11	24%	4	15%	1	6.7%
Emploi	51	74%	16	23%	2	2.9%	36	61%	19	32%	4	6.8%	45	76%	10	17%	4	6.8%	12	44%	11	41%	4	15%	5	33%	1	6.7%
Equipement	9	69%	4	31%	1	3.3%	15	52%	11	38%	3	10%	16	89%	1	5.6%	1	5.6%	9	60%	5	33%	9	60%	5	33%	1	6.7%
Soins de santé	23	77%	6	20%	1	3.3%	9	60%	4	27%	2	13%	10	100%	1	5.6%	1	5.6%	8	67%	2	17%	8	67%	2	17%	1	6.7%

(à suivre)

Tableau T54: Conditions pour que certaines catégories puissent sortir de leur situation citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Condition	Rural Est						Rural Sud						Ensemble					
	Très pauvres			Pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres		
	Nbre			%			Nbre			%			Nbre			%		
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Aide	23	56%	12	29%	6	15%	18	50%	12	33%	6	17%	357	100%	357	100%	357	100%
Emploi	13	57%	7	30%	3	13%	11	65%	4	24%	2	12%	254	100%	254	100%	254	100%
Equipement	5	50%	4	40%	1	10%	9	75%	3	25%	2	11%	97	100%	97	100%	97	100%
Soins de santé	12	75%	3	19%	1	6.3%	11	58%	6	32%	2	11%	102	100%	102	100%	102	100%

Tableau T55: Conditions pour que certaines catégories puissent sortir de leur situation citées selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Condition	Masculin						Féminin						Ensemble					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre			%			Nbre			%			Nbre			%		
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Aide	124	57%	66	30%	27	12%	96	69%	35	25%	9	6.4%	357	100%	357	100%	357	100%
Emploi	97	61%	49	31%	14	8.8%	71	76%	18	19%	5	5.3%	254	100%	254	100%	254	100%
Equipement	49	69%	18	25%	4	5.6%	14	54%	10	38%	2	7.7%	97	100%	97	100%	97	100%
Soins de santé	46	67%	18	26%	5	7.2%	27	82%	3	9.1%	3	9.1%	102	100%	102	100%	102	100%

Tableau T58: Les catégories qui ne peuvent s'en sortir citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Catégorie	Bamako				Autres Communes				Rural Nord				Rural Ouest			
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Malades	64	72%	21	24%	4	4.5%	60	52%	48	42%	7	6.1%	73	82%	23	48%
Sans soutien	60	77%	13	17%	5	6.4%	19	63%	7	23%	4	13%	39	76%	15	45%
Sans emploi	11	73%	3	20%	1	6.7%	14	41%	16	47%	4	12%	17	81%	4	67%
Autres	26	76%	7	21%	1	12.9%	15	79%	3	16%	1	5.3%	3	75%	2	40%

(à suivre)

Tableau T58: Les catégories qui ne peuvent s'en sortir citées selon la zone et le niveau de pauvreté

Catégorie	Rural Est				Rural Sud				Ensemble			
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Malades	33	67%	11	22%	5	10%	32	58%	15	27%	8	15%
Sans soutien	10	77%	2	15%	1	7.7%	24	71%	8	24%	2	5.9%
Sans emploi	15	41%	14	38%	8	22%	2	40%	2	40%	1	20%
Autres			1	100%			3	75%	1	25%		
											67	100%

Tableau T59: Les catégories qui ne peuvent s'en sortir citées selon le sexe du CM et le niveau de pauvreté

Catégorie	Masculin						Féminin						Ensemble	
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Malades	166	60%	84	30%	26	9.4%	119	70%	39	23%	11	6.5%	445	100%
Sans soutien	91	64%	38	27%	14	9.8%	76	79%	13	14%	7	7.3%	239	100%
Sans emploi	42	53%	25	31%	13	16%	21	55%	14	37%	3	7.9%	118	100%
Autres	26	70%	9	24%	2	5.4%	23	77%	6	20%	1	3.3%	67	100%

Tableau T60: Les opinions sur ce qui a été fait pour les pauvres selon la zone et le sexe du CM

Opinion	Bamako				Autres Communes				Rural Nord				Rural Ouest				Rural Est				Rural Sud				Ensemble	
	Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Masculin		Féminin		Nbre	%
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%				
Suffisant	9	5.5%	5	3.0%	12	7.9%	3	2.0%	19	15%	9	7.3%	7	9.6%	4	5.5%	7	9.7%	3	4.2%	19	28%	2	3.0%	95	15%
Insuffisant/Rien	65	40%	44	27%	34	22%	66	43%	35	28%	29	24%	51	70%	24	18%	41	57%	7	9.7%	20	30%	11	16%	407	63%
Aide détournée	2	1.2%	2	1.2%	2	1.3%	2	1.3%	2	1.6%	2	1.6%	2	2.7%	3	2.4%	2	2.7%	1	1.4%	6	8.3%	2	3.0%	13	2.0%
Bénéficiaire	5	3.0%	1	.6%	6	3.9%	5	3.3%	7	5.7%	3	2.4%	9	12%	12	9.8%	9	12%	3	4.2%	5	7.5%	6	9.0%	43	6.6%
Ne sais pas	21	13%	10	6.1%	9	5.9%	13	8.6%	5	4.1%	12	9.8%	5	6.8%	5	4.1%	5	6.8%	4	5.5%	58	81%	21	31%	651	100%
Total	102	62%	62	38%	63	41%	89	59%	68	55%	55	45%	69	95%	4	5.5%	69	95%	14	19%	46	69%	21	31%	651	100%

Tableau T61: Accès au pouvoir de décision selon la zone et la classe de pauvreté.

Zone	Très pauvres						Pauvres						Non pauvres						Ensemble Zone	
	Oui			Non			Oui			Non			Oui			Non			Nbre	% lig.
	Nbre	% lig.		Nbre	% lig.		Nbre	% lig.		Nbre	% lig.		Nbre	% lig.		Nbre	% lig.			
Bamako	48	29.3%		76	46.3%		18	11.0%		14	8.5%		4	2.4%		4	2.4%		164	100.0%
Autres Communes	19	12.5%		63	41.4%		18	11.8%		40	26.3%		2	1.3%		10	6.6%		152	100.0%
Rural Nord	24	19.5%		74	60.2%		7	5.7%		10	8.1%		3	2.4%		5	4.1%		123	100.0%
Rural Ouest	18	24.7%		12	16.4%		10	13.7%		18	24.7%		7	9.6%		8	11.0%		73	100.0%
Rural Est	13	18.1%		29	40.3%		7	9.7%		13	18.1%		2	2.8%		8	11.1%		72	100.0%
Rural Sud	5	7.5%		32	47.8%		8	11.9%		12	17.9%		5	7.5%		5	7.5%		67	100.0%
Total	127	19.5%		286	43.9%		68	10.4%		107	16.4%		23	3.5%		40	6.1%		651	100.0%

Tableau T62: Accès au pouvoir de décision selon le milieu et la classe de pauvreté.

Milieu	Très pauvres						Pauvres						Non pauvres						Ensemble Milieu	
	Oui			Non			Oui			Non			Oui			Non				
	Nbre	% lig.	Nbre	% lig.	Nbre	% lig.	Nbre	% lig.	Nbre	% lig.	Nbre	% lig.	Nbre	% lig.	Nbre	% lig.	Nbre	% lig.		
Milieu Urbain	67	21.2%	139	44.0%	36	11.4%	54	17.1%	6	1.9%	14	4.4%	6	1.9%	316	100.0%				
Milieu Rural	60	17.9%	147	43.9%	32	9.6%	53	15.8%	17	5.1%	26	7.8%	17	5.1%	335	100.0%				
Total	127	19.5%	286	43.9%	68	10.4%	107	16.4%	23	3.5%	40	6.1%	23	3.5%	651	100.0%				

Tableau 163: Participation aux groupes organisés selon le niveau de pauvreté et la zone

Zone	Très pauvres				Pauvres				Non pauvres				Ensemble Zone	
	Oui		Non		Oui		Non		Oui		Non		Nbre	% col.
	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.		
Benako	41	9.9%	83	20.1%	9	5.2%	22	12.6%	5	7.9%	3	4.8%	163	25.1%
Autres Communes	22	5.3%	60	14.5%	24	13.8%	34	19.3%	4	6.3%	8	12.7%	152	23.4%
Rural Nord	30	7.3%	68	16.5%	5	2.9%	12	6.9%	6	9.5%	2	3.2%	123	18.9%
Rural Ouest	25	6.1%	5	1.2%	25	14.4%	3	1.7%	13	20.6%	2	3.2%	73	11.2%
Rural Est	15	3.6%	27	6.5%	13	7.5%	7	4.0%	6	9.5%	4	6.3%	72	11.1%
Rural Sud	11	2.7%	26	6.3%	13	7.5%	7	4.0%	9	14.3%	1	1.6%	67	10.3%
Total	144	34.9%	269	65.1%	89	51.1%	85	48.9%	43	68.3%	20	31.7%	650	100.0%

Tableau T64: Participation aux groupes organisés selon le niveau de pauvreté et le sexe du CM

Sexe	Très pauvres				Pauvres				Non pauvres				Ensemble	
	Oui		Non		Oui		Non		Oui		Non		Nbre	% col.
	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.		
Masculin	107	25.9%	134	32.4%	73	42.0%	46	26.4%	34	54.0%	12	19.0%	406	62.5%
Féminin	37	9.0%	135	32.7%	16	9.2%	39	22.4%	9	14.3%	8	12.7%	244	37.5%
Total	144	34.9%	269	65.1%	89	51.1%	85	48.9%	43	68.3%	20	31.7%	650	100.0%

Tableau T65: Type d'assistance reçu selon le niveau de pauvreté et la zone

Type d'assistance	Bamako						Autres Communes						Rural Nord					
	Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres		Très pauvres		Pauvres		Non pauvres	
	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.
Octroi de crédit	1	1.8%					2	4.0%			1	2.0%	4	9.8%	1	2.4%		
Matériel	1	1.8%					17	34.0%			3	6.0%	1	2.4%	1	2.4%		
Aide	28	50.0%	6	10.7%	3	5.4%			14	28.0%			19	46.3%	3	7.3%		
Finances	4	7.1%			1	1.8%			5	10.0%			1	2.4%				
Santé	1	1.8%	2	3.6%					1	2.0%			2	4.9%				
Octroi de crédit et aide																		
Autre	6	10.7%	2	3.6%	1	1.8%	3	6.0%	2	4.0%			2	4.9%				
Total	41	73.2%	10	17.0%	5	8.3%							1	2.4%			1	2.4%

Tableau T65: Type d'assistance reçu selon le niveau de pauvreté et la zone

Type d'assistance	Rural Ouest						Rural Est						Rural Sud						Ensemble	
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Nbre	% col.
	Nbre		% col.	Nbre		% col.	Nbre		% col.	Nbre		% col.	Nbre		% col.	Nbre		% col.		
	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.		
Octroi de crédit	7	11.1%	5	7.9%	2	3.2%	3	8.8%	2	5.9%									29	10.5%
Matériel	1	1.6%	3	4.8%	3	4.8%													17	6.1%
Aide	15	23.8%	14	22.2%	8	12.7%	9	26.5%	8	23.5%	4	11.8%	1	3.0%	1	3.0%	2	6.1%	177	63.9%
Finances	1	1.6%	2	3.2%			2	5.9%			2	5.9%					2	6.1%	23	8.3%
Santé																			7	2.5%
Octroi de crédit et aide			1	1.6%			1	2.9%	2	5.9%									5	1.8%
Autre	1	1.6%							1	2.9%									19	6.9%
Total	25	39.7%	25	39.7%	13	20.6%	15	44.1%	13	38.2%	6	17.6%	11	33.3%	13	39.4%	9	27.3%	277	100.0%

Tableau T66: Type d'assistance reçu selon le niveau de pauvreté et le sexe

Type d'assistance	Masculin						Féminin						Ensemble					
	Très pauvres			Pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Pauvres			Non pauvres		
	Nbre		% col.	Nbre		% col.	Nbre		% col.	Nbre		% col.	Nbre		% col.	Nbre		% col.
	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.
Octroi de crédit Matériel Aide Finances Santé	10	4.7%	6	2.8%	3	1.4%	5	8.1%	4	6.5%	1	1.6%	29	10.5%				
	6	2.9%	5	2.3%	5	2.3%					1	1.6%	17	6.1%				
	72	33.5%	49	22.8%	20	9.3%	25	40.3%	6	9.7%	5	8.1%	177	63.9%				
	5	2.3%	6	2.8%	4	1.9%	3	4.8%	3	4.8%	2	3.2%	23	8.3%				
	3	1.4%	3	1.4%			1	1.6%					7	2.5%				
Octroi de crédit et aide Autre	2	.9%	2	.9%			3	4.8%	1	1.6%			5	1.8%				
	9	4.2%	3	1.4%	2	.9%			2	3.2%			19	6.9%				
Total	107	49.8%	74	34.4%	34	15.8%	37	59.7%	16	25.8%	9	14.5%	277	100.0%				

Tableau 168: Circonstance de reception de l'assistance
selon le niveau de pauvreté et le sexe

	Hommes				Femmes			
	Non-pauvres		Non-pauvres		Non-pauvres		Non-pauvres	
	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.	Nbre	% col.
Conjoint	1	.9%	2	.9%	2	.5%	6	2.2%
Seul	1	.5%	1	.5%	1	.5%	3	1.1%
Seul, avec un autre	12	5.6%	13	6.0%	2	.9%	62	15.2%
Seul, avec un autre	69	31.4%	46	12.6%	24	11.2%	162	58.5%
Seul, avec un autre	3	.9%	4	1.9%	1	.5%	5	8.1%
Seul, avec un autre	7	1.9%	6	.9%	1	.5%	8	2.9%
Seul, avec un autre	2	.4%	4	2.3%	2	.9%	12	4.3%
Seul, avec un autre	17	4.7%	1	.3%	4	1.9%	16	5.8%
Total	107	46.9	60	34.4%	34	15.8%	277	100.0%

Tableau 169: Circonstance de reception de l'assistance avec les personnes en charge

Circonstance	Nbre	Pourcentage
Seul	107	19.4
Seul, avec un autre	46	5.1
Seul, avec un autre	24	3.2
Seul, avec un autre	6	1.9
Seul, avec un autre	7	2.3
Seul, avec un autre	17	4.7
Total	207	100

Tableau 170: Circonstance de reception de l'assistance

Circonstance	Nbre	Pourcentage
Seul	107	14.8
Seul, avec un autre	46	12.4
Seul, avec un autre	24	3.2
Seul, avec un autre	6	1.9
Seul, avec un autre	7	2.3
Seul, avec un autre	17	4.7
Total	207	100

Tableau 168: Circonstance de réception de l'assistance
selon le niveau de pauvreté et le sexe

Circonstance

	Masculin						Féminin						Ensemble		
	Très pauvres			Non pauvres			Très pauvres			Non pauvres			Nbre	% col.	
	Pauvres		Nbre	Pauvres		Nbre	Pauvres		Nbre	Pauvres		Nbre			% col.
	Nbre	% col.		Nbre	% col.		Nbre	% col.		Nbre	% col.				
Commerce	1	.5%	2	.9%	1	.5%	2	3.2%				6	2.2%		
ête	1	.5%	1	.5%	1	.5%						3	1.1%		
Cérémonies (baptême, mariage, etc.)	12	5.6%	13	6.0%	2	.9%	7	11.3%	6	9.7%					
ravaux	68	31.6%	40	18.6%	24	11.2%	20	32.3%	5	8.1%	2	3.2%	42	15.2%	
anté	2	.9%	4	1.9%	1	.5%	1	1.6%	5	8.1%	5	8.1%	162	58.5%	
écès	4	1.9%	2	.9%	1	.5%	2	3.2%	2	3.2%	1	1.6%	8	2.9%	
amine	9	4.2%	5	2.3%			2	3.2%					12	4.3%	
utres	10	4.7%	7	3.3%	4	1.9%	3	4.8%	3	4.8%	1	1.6%	16	5.8%	
total	107	49.8%	74	34.4%	34	15.8%	37	59.7%	16	25.8%	9	14.5%	277	100.0%	

Tableau M3: Catégories et statut résidentiel

Catégorie	Propriétaire		Locataire		Logé gratuit		Autres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Handicapé	1	19.2	7	26.9	13	50.0	1	3.8	26	100
Mendiant	2	11.2	3	16.7	11	61.1	2	11.1	18	100
Prostitué	5	7.0	40	56.3	18	25.4	8	11.3	71	100
Détachés	2	0	1	25.0	2	50.0	1	25.0	4	100
Autres assistés	2	8.3	3	12.5	18	75.0	1	4.2	24	100
Total	14	9.8	54	37.8	62	43.4	13	9.1	143	100

Tableau M4: Besoins prioritaires

Besoins	Nombre	Pourcentage
Argent	12	8.8
Santé	16	7.3
Habillage	12	8.8
Nourriture	45	32.8
Équipement	13	8.0
Emploi	14	10.2
Conjoint	22	16.1
Transport	10	5.9
Éducation	1	1.1
Enfants	1	1.1
Total	143	100

ARBRES A PROBLEMES

NB = Les hommes étaient majoritaires à la rencontre

Causes	Conséquences	Solutions
Manque d'emploi des jeunes	- délinquance juvénile - criminalité	- création d'emploi par l'installation des usines - augmentation du nombre des écoles professionnelles
Sécheresse	- manque de bois de feu - tarissement des marigots et des puits - non autosuffisance alimentaire des populations - exode rurale	- reboisement - diffusion et vulgarisation des foyers améliorés
Dévaluation	- flambée des prix des produits de 1ère nécessité (céréales, soins de santé, etc.)	- fixation du prix des céréales par le gouvernement - valorisation des produits locaux (légumes, fruits, produits de l'élevage)
Faible rémunération des travailleurs (public, privé)	- insatisfaction des besoins fondamentaux de la famille	- augmentation des salaires - contrôle du prix des produits de 1ère nécessité

Suite Arbre à problème en Assemblée de l'hippodrome-extension

Causes	Conséquences	Solutions
non lotissement du quartier	- absence de toute les activités lucratives liées à l'électricité	- lotissement du quartier
manque d'infrastructures éducatives	- analphabétisme - faible taux de scolarisation - manque d'initiatives des populations	- augmentation des infrastructures éducatives et du personnel éducatif
Mésentente	- manque d'organisation communautaire	- regroupement des jeunes par affinité - mise en place d'activités communautaires
Manque de caniveaux et de puisards dans le quartier	- prolifération des moustiques - augmentation des dépenses médicales des ménages	- installation des caniveaux - creusement des puisards dans les concessions

Manque d'emploi des jeunes	- criminalité - délinquance juvénile - prostitution - recul dans l'âge du mariage des jeunes - mésentente enfants-parents	- création d'emploi - adéquation formation - emploi - prise de conscience des jeunes dans un but de regroupement - reconversion des mentalités des jeunes
Déévaluation	- flambée des prix - sous-alimentation - compression au niveau de certaines entreprises privées - mévente	- consommation des produits locaux - lutte contre la fuite des capitaux
Non lotissement	- absence de toutes activités liées à l'électricité - quartier devenu le nid des malfrats	lotissement du quartier en l'électrifiant
Mésentente dans le quartier	- égoïsme - non regroupement des jeunes	- sensibilisation en vue du regroupement

Arbre à Problème des femmes de l'hippodrome-extension

Causes	Conséquences	Solutions
Manque d'emploi des jeunes	- manque de soutien des parents - délinquance juvénile - criminalité	création d'emplois pour les jeunes
Sécheresse	- non autosuffisance alimentaire - coupe abusive du bois de feu - carbonisation intensive du charbon de bois	- reboisement - sensibilisation de la population
non lotissement du quartier	- manque d'eau potable - absence d'espaces récréatifs pour les jeunes - absence de caniveaux - manque d'activités lucratives liées à l'électricité	lotissement du quartier
Absence de centre de santé communautaire dans le quartier	les femmes n'ont pas accès aux méthodes contraceptives modernes	création d'un centre de santé

Suite Arbre à problème des femmes de l'hippodrome-extension

Causes	Conséquences	Solutions
Mésentente dans le quartier	- manque de structures associatives pour les femmes - absence de structures d'épargne et crédit pour les femmes	- mise en place d'activités lucratives pour les groupe de femmes - installation de caisse d'épargne et crédit
Activités lucratives non rentables	- endettement des femmes auprès des fournisseurs - faible contribution des femmes pour les dépenses de leurs ménage	- création de centres socio-professionnels pour les femmes (couture, teinture, saponification) - aménagements du marigot en vue du maraîchage
Polygamie	- mésentente dans les ménages - augmentation du nombre d'enfants - augmentation des charges des femmes dans les ménages	- les hommes doivent marier moins de femmes

Manque d'emplois des jeunes	- délinquance juvénile - mésentente entre parents et enfants - exode des jeunes - recul de l'âge de mariage chez les jeunes (hommes et filles)	- création d'emplois pour les jeunes - création de centres socio-professionnels - aménagement du marigot en vue du maraîchage
Mon lotissement du quartier	- crise d'eau potable - absence de toutes les activités lucratives liées à l'électricité	- lotissement du quartier
Activités lucratives des femmes non rentables	- mésentente au sein du couple - mauvaise éducation des enfants (leurs besoins élémentaires ne sont pas satisfaits)	création de structures d'épargne et de crédit pour les femmes

Suite Arbre à problèmes des femmes de Banconi-Laïbougou

Causes	Conséquences	Solutions
Manque de centre d'alphabétisation	mauvaise gestion des activités lucratives et des tontines	création d'un centre d'alphabétisation
Perte d'emploi de nos maris	- non autosuffisance alimentaire dans les ménages - augmentation du taux de divorce - exode des hommes - diminution de l'espérance de vie des chefs de Ménage	- création d'emploi - aménagement du marigot en vue du maraîchage
éloignement du centre de santé communautaire (ASACOBA) du Secteur de Banconi	- augmentation du nombre d'accouchements à domicile - grande affluence de l'actuelle ASACO de Banconi	- création d'un centre de santé dans le secteur Laïbougou ou favoriser une décentralisation des activités de l'ASACOBA

Arbre à problème des jeunes de Bancon-Laïbougou

Causes	Conséquences	Solutions
Manque d'emplois des jeunes	- mésentente entre parents et enfants - délinquance juvénile - prostitution	- création d'emploi (ONG, gouvernement) - allégement des conditions de crédit (ONG)
Non lotissement du quartier	- manque de toutes activités lucratives liées à l'électricité - manque d'eau potable - manque d'espaces récréatifs pour les jeunes	lotissement
Taux élevé de déscolarisation	- difficulté d'apprentissage des métiers	création de structures socio-éducatives
Manque de centre de santé	- aggravation des maladies due à la distance et à l'affluence	création d'un centre de santé à Laïbougou
Non reboisement du quartier	rareté de pluies	reboisement du quartier

Sécheresse	- non-autosuffisance alimentaire - divorce - insuffisance d'eau - mésentente dans le foyer - exode - mortalité des animaux	- installation des bornes fontaines publiques - reboisement
Cherté des terrains à usage d'habitation	- augmentation du nombre de locataires - multiplication des quartiers spontanés	diminution du prix des terrains à usage d'habitation
Non lotissement du quartier	accentuation du vol et de la criminalité dans le quartier	lotissement du quartier

Suite Arbre à problème des hommes de Daoudabougou/Flabougou

Causes	Conséquences	Solutions
Manque d'emploi des jeunes	- délinquance juvénile recul de l'âge de mariage des jeunes pour les deux sexes - mésentente entre parents et enfants - exode des jeunes - les enfants ne constituent plus la caisse de retraite de leur parent	- création d'emplois pour les jeunes - allègement des conditions d'octroi de crédit.
Dévaluation	- fuite du chef de ménage - augmentation du prix des produits de 1ère nécessité - tendance à l'auto-médication - utilisation des médicaments traditionnels pour la majorité des maladies	- diminution des prix des céréales - réduction de taxes d'importation - augmentation des salaires
manque des infrastructures socio-éducatives	- banditisme - analphabétisme - baisse du niveau des élèves avec la double vacation - augmentation du nombre des déscolarisés	- augmentation des infrastructures éducatives

Arbre à problème des femmes de Daoudabougou/Flabougou

Causes	Conséquences	Solutions
Sécheresse	- non autosuffisance alimentaire - augmentation des maladies	reboisement
Manque d'emplois des jeunes	- délinquance juvénile - exode - vol - mésentente entre parents et enfants	création d'emplois pour les jeunes
Dévaluation	- divorce - mauvais comportement des femmes - flambée du prix des produits alimentaires, des médicaments - faibles revenus des ménages	contrôle des prix par le Gouvernement
Non lotissement	absence de toutes les activités liées à l'électricité	lotissement du quartier

Causes	Conséquences	Solutions
Manque d'emplois des jeunes	- délinquance juvénile - Prostitution - vol - exode - Recul dans l'âge du mariage des jeunes	- création d'emplois - promotion des entreprises privées - entente entre jeunes en vue du regroupement
Non lotissement du quartier	- insécurité due à l'absence d'électricité - insuffisance d'eau potable - absence de caniveaux - Prolifération des moustiques - manque d'infrastructures socio-éducatives et routières	lotissement du quartier
Manque d'infrastructures sportives et culturelles	- non regroupement des jeunes - marginalisation des jeunes	création de complexe sportif et culturel
Manque d'infrastructures socio-éducatives	- analphabétisme - difficulté dans l'apprentissage des métiers	création d'infrastructures socio-éducatives
Dévaluation	augmentation du prix des articles	- contrôle du prix des articles par le gouvernement - création d'une monnaie locale

ZONE RURALE EST

Arbre à problème des femmes de Baye

Causes	Conséquences	Solutions
Mésentente	- exode - détérioration des liens de consanguinité - divorce	- création d'emplois - création d'associations - promotion des mariages par consentement - création des coopératives artisanales pour les femmes (saponification-teinture fabrication locale de la pommade, etc)
Nombreuses maternités	- maladie - mortalité maternelle élevée	promotion de la planification familiale (espacement de naissance) alphabétisation des femmes
Paresse des jeunes	- criminalité - vol	- renforcement de l'autorité parentale - sensibilisation des jeunes
Coupe abusive du bois de chauffe	déboisement	- reboisement - création de brigade de lutte contre la coupe du bois de chauffe

Arbre à problème des femmes de baye (suite)

Causes	Conséquences	Solutions
feux de brousse	manque de pâturage	création de brigade anti-feu
Analphabétisme	ignorance	scolarisation des enfants
Sécheresse	- manque de pluies - maladie - faim - mortalité élevée des animaux et des hommes	reboisement

App. embarbierne	ignorance	recrutement de techniciens encadrement technique des ruraux construction de classes création de centres alphabétisation
Manque d'attention pour les ruraux	exode	matrimoine des ruraux rural
Manque d'activités sociales au village	manque d'encadrement social - exode	construction de centres culturels.

Suite arbre à problèmes des Jeunes de Base

Causes	Conséquences	Solutions
Manque d'équipements agricoles	- exode - faim	promotion du crédit d'équipements agricoles
Sécheresse	- faim - maladie - mortalité élevée des animaux et des personnes	aménagement de la plaine

Arbre à problème des hommes de l'ancien état de village - conseillers - autres

Causes	Conséquences	Solutions
Sécheresse	- baisse de la production - famine - manque d'eau potable - baisse de rendement - maladie - exode	- recours autels - réhabilitation des comités villageois de surveillance de faune et de la flore - entretien des diguettes et des retenues d'eau - multiplication des points d'eau - traitement des mares
Insécurité alimentaire	- famine - exode	appui intégré nutrition - agriculture - santé - éducation
Manque d'alphabétisation	ignorance	alphabétisation des adultes - éducation - services santé

Suite arbre à problèmes des Jeunes de Base

Suite Annexe à problème des femmes de Sangha

Problème	Causes	Solutions
Manque de terres cultivables	- défrichage insuffisant - défrichage trop tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - baisse des rendements - excès	- défrichage plus tôt - défrichage plus tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis
Manque de terres cultivables	- non auto-suffisance - défrichage insuffisant - défrichage trop tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - baisse des rendements - excès	- défrichage plus tôt - défrichage plus tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis
Manque de terres cultivables	- non auto-suffisance - défrichage insuffisant - défrichage trop tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - baisse des rendements - excès	- défrichage plus tôt - défrichage plus tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis

Suite Annexe à problème des femmes de Sangha

Problème	Causes	Solutions
Manque de terres cultivables	- défrichage insuffisant - défrichage trop tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - baisse des rendements - excès	- défrichage plus tôt - défrichage plus tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis
Manque de terres cultivables	- non auto-suffisance - défrichage insuffisant - défrichage trop tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - baisse des rendements - excès	- défrichage plus tôt - défrichage plus tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis
Manque de terres cultivables	- non auto-suffisance - défrichage insuffisant - défrichage trop tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - baisse des rendements - excès	- défrichage plus tôt - défrichage plus tardif - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis - défrichage par brûlis

Sécheresse	manque de nourriture manque de fruit manque d'argent manque d'herbe mortalité animaux	reboisement foyer amélioré diminution de la coupe des arbres
Manque d'eau	difficultés de faire le maraichage difficultés pour les animaux de boire manque d'assainissement destruction des cultures de riz	creuser des puits aménager des barrages
Manque de bois de chauffe	perturbation des cultures frein au commerce achat de bois	obtention de charrettes obtention de scies motrices
Manque de routes	affecte les échanges avec les autres localités pourrissement des produits agricoles difficultés de voyager	construire des routes
Manque de fonds de commerce insuffisance de crédits	diminution du commerce mesentente entre les personnes mauvais entretien des enfants	caisse d'épargne et de crédits pour les femmes augmentation du crédit
Manque d'équipement agricole	baisse de rendement manque de nourriture réduction des terres cultivables	octroi d'équipement agricole octroi de crédit de boeufs
Excès d'herbes	destruction des produits agricoles faible rendement	octroi de crédit herbicides à temps
Pauvreté des sols	faible rendement destruction des céréales	engrais
Manque de cases et de matériel d'alphabétisation	ignorance analphabétisme reconnaissance de règles alimentaires en calcul pour la comptabilité	centre d'alphabétisation équipe animateur

Causes	Conséquences	Solutions
Manque d'eau	- gâte les produits agricoles - mort des arbres - famine - manque d'herbes - manque de poisson - mort d'animaux - affecte l'hygiène - arbres sans fruits	- barrage de retenue d'eau - digues pour retenir l'eau - reboisement - engrais - lutte contre les feux de brousse - préserver l'environnement - pisciculture - forage - aménagement de la plaine
Manque de routes	- cherté des marchandises et du transport - affecte les échanges avec d'autres localités - ralentissement de l'aide - aggravation de certains cas de maladie	- construire les routes - dotation de véhicules
Divagation des animaux	- aggravation de la baisse de rendement - manque de nourriture	surveiller les champs
Manque d'équipement	- baisse de rendement - mésentente entre les gens	chercher des crédits
Maladie des animaux	maladie des animaux	soigner les animaux
Maladie des hommes	maladie des hommes	soigner les malades
Manque d'enseignants	manque d'enseignants	recruter du personnel enseignant

Tableau de l'analyse de la Pauvreté à Mahou

Causes	Conséquences	Solutions
Sécheresse	- manque d'eau - famine - exode - mort d'animaux - arbres ne donnent plus de fruits	- construction de digues - reboisement - freiner les feux de brousse - forage - séparation des pompes
Manque de main de main d'œuvre	- difficultés pour préparer la récolte et faire la cuisine - conflits dans le ménage	- répartition du travail - diminution des taxes
Divagation des animaux	- compactage du sol - conflits entre agriculteurs et éleveurs - ravage des cultures	surveiller les champs
Manque de routes	- difficultés d'évacuation des malades - manque d'échanges commerciaux	construire les routes
Manque de terres cultivables	- exode - faiblesse de rendement - litiges fonciers	donner la terre aux paysans
Pauvreté des sols	- arbres ne donnent plus fruits - manque de nourritures - prolifération des termites	utilisation des engrais
Manque d'équipements agricoles	- exode - baisse de rendement - mésentente	- création d'un club agricole - achat des matériels agricoles - reboisement
Manque d'emploi	- exode - mésentente	- suppression ou diminution des impôts

Calamités Naturelles	Amenagement du territoire	Reboisement, aménagement des berges, aménagement des zones inondables, aménagement des zones à risques
Mauvaise santé	Politique de santé	Multiplication des CSOM, rendre les OC disponibles, Diffusion des techniques modernes de planning familial
Analphabétisme	Politique d'éducation et de formation	Construction d'écoles et centres d'alphabétisation, d'apprentissage, Recrutement de personnel enseignant
Chômage	Politique d'emploi	Création d'emplois, occuper les jeunes, création de centres d'apprentissage
Dévaluation	Politique de prix	Fixation des prix par l'Etat, Contrôle des prix
Mésentente	Politique d'organisation des jeunes	Favoriser les regroupements de jeunes
Insuffisance des revenus	Politique de rémunération	Indexation des salaires, Augmenter les prix d'achat aux producteurs
Inexistence d'activités génératrices de revenus	Politique de promotion des femmes	Création de centres d'apprentissage pour les femmes, Appuyer les femmes entrepreneurs
Non lotissement du quartier	Politique de logement	Valorisation du quartier, Rendre accessibles aux habitants les services de logement

Les principales solutions dégagées dans le District de Banako sont :

- création d'emploi
- augmentation du nombre d'infrastructures socio-éducatives
- fixation du prix des produits de première nécessité par le gouvernement
- renforcement
- regroupement des jeunes
- mise en place d'activités communautaires
- lotissement du quartier
- valorisation des produits locaux
- création de centres de formation pour les femmes
- installation de bornes fontaines publiques
- élévation du quartier
- création de centres de santé
- aménagement du territoire en vue du logement
- mise en place de structures communales de gestion
- création de complexes sportifs et culturels

LES CAUSES	POLITIQUES DE LUTTE	ACTIONS DE LUTTE
Calamités Naturelles	Amenagement du territoire	- Reboisement - Vulgarisation des foyers améliorés
Dévaluation	Politique de prix	- Fixation des prix par l'Etat - Contrôle des prix
Enclavement	Politique de transport et de communication	- Construction et entretien routes,
Analphabétisme	Politique d'éducation et de formation	- Construction d'écoles et de centres d'alphabétisation - d'apprentissage. - Recrutement de personnel enseignant
Chômage	Politique d'emploi	- Création d'emplois - Occuper les jeunes

Autres Communes (Kayes, quartier Quarantaine)

Les principales actions proposer pour lutter contre la pauvreté sont:

- reboiser;
- lutter contre les feux de brousse;
- installer des pompes et de creuser des puits;
- instituer un système de canalisation pour les cultures irriguées;
- diminuer le prix du gaz tout en assurant son approvisionnement;
- développer les systèmes de biogaz et d'énergie solaire;
- indemniser les populations en accordant des terres de cultures aux victimes des expropriations et en leur fournissant des crédits, équipements agricoles et machines;
- faciliter l'importation des céréales (diminution des taxes) dans le contexte actuel caractérisé par une pénurie de stocks et de stocks et de stocks et de stocks;
- diminuer l'impôt par un contrôle rigoureux des prix des denrées de première nécessité;
- créer des écoles et des centres d'alphabétisation;
- recruter du personnel enseignant suffisant;
- créer des centres d'apprentissage professionnels;
- créer des emplois;

II-3 Zone rurale Nord causes de la pauvreté et actions de lutte

LES CAUSES	POLITIQUES DE LUTTE	ACTIONS DE LUTTE
Calamités Naturelles	Amenagement du territoire	- Reboisement - Vulgarisation des foyers améliorés
Dévaluation	Politique de prix	- Fixation des prix par l'Etat - Contrôle des prix
Enclavement	Politique de transport et de communication	- Construction et entretien routes,
Analphabétisme	Politique d'éducation et de formation	- Construction d'écoles et de centres d'alphabétisation - d'apprentissage. - Recrutement de personnel enseignant
Chômage	Politique d'emploi	- Création d'emplois - Occuper les jeunes
Enclavement	Politique de transport et de communication	- Construction et entretien routes, - rendre disponibles les services de postes et télécommunication

A Gossi:

la population après avoir mis en relief les raisons de leurs maux et les conséquences qui en découlent propose les solutions que voici:

- à la sécheresse et à la mauvaise pluviométrie, le reboisement et le forage de puits (utilisation de l'énergie humaine et animale);
- à la déprédation, adopter une politique d'alphabétisation et de formation des populations;
- à la déprédation, adopter une politique d'alphabétisation et de formation des populations;
- à la déprédation, adopter une politique d'alphabétisation et de formation des populations;
- le village doit être protégé contre les déprédations. Ainsi, les trappes à éléphants doivent être détruits;
- des ponts et digues doivent être construits afin de remédier aux sinistres de l'inondation;
- des forages, canalisations d'eau, bornes fontaines doivent être aménagés pour que la population dispose potable en vue d'éviter certaines maladies;
- des réseaux de communication (routes, poste et télécommunication etc) peuvent être installés pour lutter contre l'enclavement.

- la participation des femmes au développement de la zone;
- le rapatriement des populations;
- la création d'emplois;
- la dotation en équipements agricoles;
- la construction et l'équipement d'infrastructure socio-sanitaires;
- la construction d'infrastructures économiques (banques de céréales, coopératives);
- l'installation d'unités de transformation de produits locaux (tabac, tomate);
- l'installation de moulins et de décortiqueuses.

VI.4.4 Zone Rurale Ouest: causes de la pauvreté et actions de lutte

LES CAUSES	POLITIQUES DE LUTTE	ACTIONS DE LUTTE
Calamités Naturelles	Aménagement du territoire et gestion des ressources naturelles	- Reboisement - Vulgarisation des foyers améliorés - Diminuer la coupe de bois cuisine
Mauvaise santé	Politique de santé	- Rendre les DCI disponibles - Diffusion des techniques modernes de planning familial.
Analphabétisme	Politique d'éducation et de formation	- Construction d'écoles et de centres d'alphabétisation - Recrutement de personnel enseignant
Insuffisance de l'eau	Politique de maîtrise de l'eau	- Forages - Puits à grand diamètre - Digues - Retenues d'eau
Insuffisance des crédits	Politique d'aide aux femmes	- Elever le montant des crédits - Accorder aux femmes
Maladie des animaux	Politique de santé animale	- Création de poste vétérinaire - Rendre les médicaments disponibles
Enclavement	Politique de transport	- Construction de routes
Pauvreté des sols	Politique agricole	- Rendre les médicaments accessibles - Vulgariser l'usage des engrais - Compostage - Faciliter l'accès aux vivants

Pour les femmes, on les aide à lutter contre les calamités naturelles, à améliorer les conditions de vie, à accéder aux services de base, à participer au développement local.

- de reboiser le village;
- de lutter contre les effets de l'insécurité;
- de confectionner des foyers améliorés;
- de diminuer la coupe des arbres;
- de creuser des puits;
- d'encadrer des parrains pour l'éducation, l'aménagement paysager, la construction de maisons de parents;
- de cordons pierreux pour permettre la culture de riz, des tubercules, etc. par allée et retour;
- d'augmenter le volume des crédits octroyés par les partenaires au développement;
- de mettre en place une caisse d'épargne pour les femmes.
- de construire un centre d'alphabétisation;
- de former un animateur.
- de construire un pont à Béleko et Sorokoro.
- d'approvisionner la pharmacie en médicaments DCI;
- de construire une pharmacie vétérinaire.
- d'envoyer suffisamment de personnel enseignant